



## BANQUE ROYALE DU CANADA

### PREMIER TRIMESTRE DE 2015 – RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

#### Résultats de la Banque Royale du Canada pour le premier trimestre de 2015

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

**TORONTO, le 25 février 2015** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 2 456 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2015, en hausse de 364 millions, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent et de 123 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Nous avons également annoncé une hausse de 0,02 \$, ou 3 %, de notre dividende trimestriel pour le porter à 0,77 \$ par action.

En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net a augmenté de 272 millions de dollars, ou 12 %<sup>(1)</sup>. Nos résultats découlent principalement du bénéfice record du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que de la vigueur du secteur Marchés des Capitaux, laquelle tient aux solides résultats tirés des activités de négociation et aux activités de fusion et d'acquisition. Notre rendement pour ce trimestre reflète également les résultats records du secteur Services aux investisseurs et trésorerie, la solidité continue du secteur Assurances et le bénéfice élevé du secteur Gestion de patrimoine. La qualité du crédit est par ailleurs demeurée élevée, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'étant établi à 0,24 %.

« Nous avons affiché des résultats records au premier trimestre, le bénéfice s'étant chiffré à plus de 2,4 milliards de dollars, résultat qui reflète la solidité de nos activités et notre engagement envers nos clients », a déclaré M. David McKay, président et chef de la direction de RBC. « Nous sommes convaincus que notre modèle d'affaires diversifié, conjugué à nos solides capacités en matière de gestion des risques et des coûts, nous permet de bénéficier d'une position favorable pour naviguer dans un environnement macroéconomique difficile au Canada et pour continuer à tirer parti des occasions découlant d'un contexte évolutif. »

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 456 millions de dollars (en hausse de 17 % par rapport à 2 092 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,65 \$ (en hausse de 0,27 \$ par rapport à 1,38 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,3 % (en hausse par rapport à 18,1 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,6 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 456 millions de dollars (en hausse de 5 % par rapport à 2 333 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,65 \$ (en hausse de 0,08 \$ par rapport à 1,57 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,3 % (en hausse par rapport à 19,0 %)

#### Résultats excluant les éléments précisés<sup>(1)</sup> : Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

- Bénéfice net de 2 456 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 2 184 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,65 \$ (en hausse de 0,21 \$ par rapport à 1,44 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,3 % (en hausse par rapport à 18,9 %)

Les éléments précisés<sup>(1)</sup> comprennent la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que des provisions de 40 millions (32 millions après impôt) liées à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, comptabilisés au premier trimestre de 2014.

(1) Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport.

#### Table des matières

<b>1</b>	<b>Faits saillants du premier trimestre</b>	15	Gestion de patrimoine	<b>52</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	16	Assurances	52	Sommaire des méthodes comptables et des estimations
<b>2</b>	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	17	Services aux investisseurs et trésorerie	52	Changements des méthodes comptables et informations à fournir
<b>2</b>	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	18	Marchés des Capitaux	52	Changements futurs des informations réglementaires
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	19	Services de soutien généraux	53	Contrôles et procédures
3	Faits saillants financiers et autres	<b>20</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>	<b>53</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	<b>21</b>	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	<b>54</b>	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
<b>5</b>	<b>Principaux événements de 2015</b>	<b>23</b>	<b>Situation financière</b>	<b>57</b>	<b>États financiers intermédiaires résumés (non audité)</b>
<b>6</b>	<b>Rendement financier</b>	23	Bilans résumés	<b>60</b>	<b>Notes annexes (non audité)</b>
6	Vue d'ensemble	24	Arrangements hors bilan	<b>84</b>	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
<b>9</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	<b>26</b>	<b>Gestion du risque</b>		
9	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	26	Risque de crédit		
9	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	33	Risque de marché		
11	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	38	Risque de liquidité et de financement		
		<b>46</b>	<b>Gestion du capital</b>		
		<b>51</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>		
		51	Risques liés à certains instruments financiers		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2015 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux trimestres clos le 31 janvier 2014 et le 31 octobre 2014. Le présent rapport de gestion, daté du 24 février 2015, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2014, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015; la lutte contre le blanchiment d'argent, la croissance du crédit lié aux prêts de gros, les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité, la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; le risque fiscal et la transparence; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information, à la gestion de l'information, aux médias sociaux, à l'environnement, aux tierces parties et aux activités d'impartition.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2014, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Vue d'ensemble et perspectives

#### Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 78 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 39 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			Variation – 31 janvier 2015 par rapport au	
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Total des revenus	9 644 \$	8 382 \$	8 460 \$	1 262 \$	1 184 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	345	292	(75)	(22)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 522	752	982	770	540
Frais autres que d'intérêt	4 620	4 340	4 387	280	233
Bénéfice net avant impôt	3 232	2 945	2 799	287	433
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>364 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 255 \$	1 151 \$	1 071 \$	104 \$	184 \$
Gestion de patrimoine	230	285	235	(55)	(5)
Assurances	185	256	157	(71)	28
Services aux investisseurs et trésorerie	142	113	106	29	36
Marchés des Capitaux	594	402	505	192	89
Services de soutien généraux	50	126	18	(76)	32
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>364 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	1,66 \$	1,57 \$	1,39 \$	0,09 \$	0,27 \$
– dilué	1,65	1,57	1,38	0,08	0,27
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19,3 %	19,0 %	18,1 %	30 p.b.	120 p.b.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,24 %	0,31 %	0,27 %	(7) p.b.	(3) p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,46 %	0,44 %	0,49 %	2 p.b.	(3) p.b.
<b>Ratios de capital, ratio de levier et coefficients (3)</b>					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (3)	9,6 %	9,9 %	9,7 %	(30) p.b.	(10) p.b.
Ratio du capital de première catégorie (3)	11,0 %	11,4 %	11,5 %	(40) p.b.	(50) p.b.
Ratio du capital total (3)	13,0 %	13,4 %	13,5 %	(40) p.b.	(50) p.b.
Coefficient actif-capital (3)	s.o.	17,0 X	17,6 X	s.o.	s.o.
Ratio de levier (3)	3,8 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	1 086 695 \$	940 550 \$	904 717 \$	146 145 \$	181 978 \$
Valeurs mobilières	230 723	199 148	189 494	31 575	41 229
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	448 210	435 229	415 628	12 981	32 582
Actifs liés aux dérivés	150 564	87 402	79 475	63 162	71 089
Dépôts	654 707	614 100	594 444	40 607	60 263
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	51 314	48 615	45 136	2 699	6 178
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	49 250	47 450	44 050	1 800	5 200
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	407 934	372 050	341 752	35 884	66 182
Biens sous gestion	485 700	457 000	415 700	28 700	70 000
Biens administrés (4)	4 729 300	4 647 000	4 311 900	82 300	417 400
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 442 591	1 442 368	1 442 434	223	157
– moyenne (diluée)	1 449 419	1 449 342	1 458 742	77	(9 323)
– à la fin	1 442 592	1 442 233	1 442 195	359	397
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,75 \$	0,75 \$	0,67 \$	– \$	0,08 \$
Rendement de l'action (5)	3,9 %	3,8 %	3,8 %	10 p.b.	10 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX)	71,74 \$	80,01 \$	68,93 \$	(8,27)\$	2,81 \$
Capitalisation boursière (TSX)	103 492	115 393	99 411	(11 901)	4 081
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	73 332	73 498	74 117	(166)	(785)
Nombre de succursales	1 365	1 366	1 376	(1)	(11)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 913	4 929	4 979	(16)	(66)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période (6)	0,839 \$	0,900 \$	0,926 \$	(0,061)\$	(0,087)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,787 \$	0,887 \$	0,898 \$	(0,100)\$	(0,111)\$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Les ratios de capital et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'Accord de Bâle III, qui ne s'applique pas aux périodes précédentes. Le coefficient actif-capital est présenté sur une base transitoire pour les périodes précédentes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.
- (4) Comprend un montant de 30,8 milliards de dollars (31,2 milliards au 31 octobre 2014; 32,3 milliards au 31 janvier 2014) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.
- (5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 24 février 2015

### Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au quatrième trimestre civil de 2014 s'est établi à 2,1 % et découle de la stabilité des dépenses de consommation et de la reconstitution des stocks. Cependant, la croissance a probablement été atténuée par la baisse continue des prix du pétrole brut depuis juin 2014, laquelle s'est répercutée sur les investissements effectués par les entreprises. Les activités sur le marché de l'habitation ont ralenti en novembre et en décembre 2014, particulièrement dans les marchés sensibles au secteur pétrolier tels que celui de l'Alberta. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est poursuivie, en raison de la baisse des prix du pétrole et des attentes diverses du marché concernant les modifications apportées aux taux d'intérêt par la Banque du Canada et par la Federal Reserve Bank aux États-Unis (Réserve fédérale). Le taux de chômage s'est établi à 6,6 % en janvier 2015, soit un taux inchangé par rapport à octobre 2014, les emplois perdus en novembre et en décembre 2014 ayant été récupérés au cours du premier mois de 2015. Afin d'atténuer l'incidence prévue de l'importante baisse des prix du pétrole sur les investissements effectués par les entreprises, sur l'inflation et sur la croissance de l'économie, la Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 25 points de base et a ramené ce taux à 0,75 % en janvier 2015.

En raison de l'environnement macroéconomique difficile qui prévaut à l'heure actuelle, nous avons révisé nos prévisions, et nous prévoyons maintenant une croissance de l'économie canadienne de 2,4 % au cours de l'année civile 2015, car nous nous attendons à ce que la croissance découlant des exportations nettes et des dépenses de consommation soit neutralisée en partie par une réduction des dépenses d'investissement. Nous nous attendons à ce que le ralentissement des activités sur le marché de l'habitation dans les marchés sensibles au secteur pétrolier soit neutralisé par la croissance des activités dans les autres régions du pays. Aucune remontée des prix du pétrole n'est prévue pour le premier trimestre civil de 2015, et il est possible que la Banque du Canada réduise à nouveau le taux de financement à un jour en mars 2015. Cette réduction de taux possible, conjuguée aux hausses de taux que la Réserve fédérale devrait effectuer, entraînera probablement une dépréciation plus prononcée du dollar canadien.

### États-Unis

L'économie américaine a ralenti légèrement au quatrième trimestre civil de 2014, par rapport aux deux trimestres civils précédents; le taux de croissance estimatif s'est établi à 2,6 %, ce qui tient au fait que les dépenses de consommation élevées ont été plus que contrebalancées par la réduction des exportations nettes et des dépenses effectuées par les gouvernements. La croissance des dépenses de consommation est attribuable à une importante amélioration du marché du travail, le taux de chômage s'étant établi à 5,7 % en janvier 2015. La Réserve fédérale est demeurée prudente et a maintenu son taux directeur à un taux plancher historique en janvier 2015.

Nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 3,4 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux supérieur à nos estimations précédentes, en raison de l'amélioration des marchés du travail, laquelle étaye la croissance des dépenses de consommation et la reprise continue du marché de l'habitation. Nous nous attendons également à un accroissement modeste des investissements effectués par les entreprises au cours de l'année civile 2015. Le redressement continu de l'économie, une inflation stable et la diminution du taux de chômage devraient se traduire par une hausse du taux directeur de la Réserve fédérale, qui est de 0,0 %, à 0,25 % à l'heure actuelle; nous prévoyons que la première hausse aura lieu au milieu de l'année civile 2015.

### Europe

Le faible taux de croissance estimatif de l'économie dans la zone euro s'est établi à 0,3 % au quatrième trimestre civil de 2014, en raison de la croissance des dépenses de consommation et de l'amélioration des exportations nettes, facteurs atténués par la réduction des dépenses effectuées par les entreprises. La baisse des prix du pétrole, conjuguée au ralentissement de la croissance des prix dans d'autres secteurs dans la zone euro, a entraîné une baisse du taux d'inflation, lequel est passé de (0,2) % en décembre 2014 à (0,6) % en janvier 2015, ce qui laisse craindre que l'économie pourrait connaître une période de déflation. Le taux de chômage est demeuré élevé et s'est établi à 11,4 % en décembre 2014, certaines économies membres ayant continué d'afficher des taux de chômage élevés. La Banque centrale européenne (BCE) a fourni des détails concernant le programme d'achat d'actifs annoncé précédemment; elle s'est engagée à effectuer des achats mensuels totalisant 60 milliards d'euros à compter de mars 2015 et à maintenir ce programme au moins jusqu'en septembre 2016, afin de soutenir la croissance de l'économie.

Nous prévoyons une croissance estimative de l'économie dans la zone euro de 1,3 % au cours de l'année civile 2015, soit un taux supérieur à nos estimations précédentes, en raison des avantages dont la zone tire parti par suite de la baisse des prix du pétrole, ainsi qu'en raison des mesures de relance mises en œuvre par la BCE et de la dépréciation de l'euro. Nous nous attendons à ce que la BCE maintienne son taux directeur à 0,05 % dans un avenir prévisible.

### Marchés financiers

Les indices boursiers au Canada, aux États-Unis et dans les principales économies européennes sont demeurés volatils au cours du trimestre considéré, en raison principalement de l'incidence des faibles prix du pétrole à l'échelle mondiale et des politiques monétaires divergentes des banques centrales mondiales. La chute des taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada s'est accentuée par suite de la décision de la Banque du Canada de réduire le taux de financement à un jour, et les taux de rendement des obligations d'État à long terme aux États-Unis sont demeurés près des taux planchers historiques. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés en Amérique du Nord ont augmenté vers la fin du trimestre considéré. Les prix du pétrole ont diminué de façon importante depuis le milieu de l'exercice 2014 et ont atteint, au cours du premier trimestre, leur plus bas niveau en six ans, en raison des préoccupations concernant l'offre excédentaire et des incertitudes liées à la croissance à l'échelle mondiale. Si les prix actuels se maintiennent, la production de pétrole au Canada, ainsi que dans d'autres économies où les coûts de production sont plus élevés, pourrait devenir non rentable. Les prix des métaux non précieux ont diminué légèrement ce trimestre, en raison de l'affaiblissement de la demande des économies émergentes.

### Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect des nouvelles exigences et d'atténuer toutes répercussions défavorables d'ordre commercial ou économique, y compris celles susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur nos activités. Ces répercussions pourraient découler de la mise en œuvre de nouveaux règlements ou de règlements modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Les faits nouveaux importants comprennent les règlements adoptés en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis, y compris la règle Volcker et la règle intitulée Foreign Banking Organization. Nous continuons également de surveiller les modifications aux règles visant le capital et les liquidités en vertu des normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (accord de Bâle III); les réformes concernant les dérivés hors cote; l'annonce, en 2014, de l'engagement volontaire de MasterCard Canada et de Visa Canada à réduire les frais de carte de crédit imposés aux marchands au Canada, et de nous y préparer.

L'article 619 de la loi intitulée Dodd-Frank Act (la règle Volcker) établit d'importantes interdictions et restrictions en ce qui a trait aux activités de négociation pour compte propre et aux activités d'investissement ou de parrainage relativement à des fonds de couverture ou de titres de placements

privés. La règle Volcker a une incidence sur nos activités à l'échelle mondiale, car son champ d'application touche la Banque et chacune de ses filiales et de ses sociétés liées (sous réserve de certaines exceptions et exclusions, notamment en ce qui concerne les activités exécutées uniquement à l'extérieur des États-Unis). Comme nous l'avons annoncé précédemment, nous avons mis fin, ou sommes en voie de mettre fin, à certaines activités que nous ne pouvons pas restructurer afin d'assurer leur conformité à la règle Volcker, et nous ne nous attendons pas à ce que ces changements aient une incidence significative sur nos résultats. Nous sommes d'avis que nous pourrions continuer d'exercer la plupart de nos activités de négociation et de maintenir la plupart de nos relations avec les fonds en vertu de la règle Volcker. Par ailleurs, nous poursuivons la mise sur pied du programme de surveillance et des paramètres de présentation requis aux fins de la conformité à la règle, de manière à assurer notre conformité à cette règle, le cas échéant, d'ici le délai accordé, soit le 21 juillet 2015. Le 18 décembre 2014, la Réserve fédérale a accordé par ordonnance au secteur un délai supplémentaire de un an (soit jusqu'au 21 juillet 2016) pour se conformer à la règle en ce qui a trait aux placements dans les fonds couverts et aux relations avec les fonds couverts qui étaient en place avant le 31 décembre 2013 (les fonds couverts existants). En décembre 2014, la Réserve fédérale a annoncé son intention, conformément à la loi, d'agir en 2016 pour accorder une prorogation du délai d'un an, jusqu'en juillet 2017. La Réserve fédérale a publié une ordonnance similaire en avril 2014, qui proroge jusqu'au 21 juillet 2017 le délai de conformité concernant les titres garantis par des prêts qui étaient en place au 31 décembre 2013 et qui ne sont autrement pas admissibles à l'exclusion visant la titrisation de prêts prévue par la règle Volcker. Étant donné que RBC détient des placements dans des fonds couverts et des titres garantis par des prêts admissibles existants, nous prévoyons nous prévaloir de ce délai supplémentaire afin d'assurer le respect de la règle en ce qui a trait à certains de ces placements, ou nous être entièrement défait de nos placements avant la fin du délai de conformité prorogé. Nous poursuivons nos discussions avec d'autres banques étrangères et avec les autorités aux États-Unis afin de clarifier la manière dont la règle Volcker s'applique à certains de nos fonds en raison de questions d'interprétation liées à la façon dont ces fonds sont structurés ou exploités à l'extérieur des États-Unis.

Nous continuons également de nous préparer en prévision de la mise en œuvre du nouveau régime de surveillance (intitulé *Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations*) de la Réserve fédérale touchant les banques autres que les banques américaines ayant des filiales, des sociétés liées et des succursales en exploitation aux États-Unis, conformément à l'article 165 de la loi intitulée *Dodd-Frank Act*. Le régime vise à composer avec le risque systémique perçu que les grandes banques étrangères pourraient poser pour les marchés financiers aux États-Unis. Le 23 décembre 2014, RBC a déposé un plan de mise en application auprès de la Réserve fédérale, dans lequel elle donne un aperçu de notre approche visant à nous conformer aux exigences en ce qui a trait à l'information financière, au capital et aux liquidités, à la gestion des risques et à la simulation de crise, et fournit des détails concernant la constitution prévue d'une société de portefeuille intermédiaire américaine capitalisée indépendamment (société de portefeuille intermédiaire), dans laquelle toutes nos filiales américaines doivent être placées. Les exigences de levier financier aux États-Unis (qui diffèrent du ratio de levier prévu par l'accord de Bâle III) s'appliqueront à nos activités aux États-Unis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le plan d'application visant la constitution d'une société de portefeuille intermédiaire sera révisé à une date ultérieure afin de tenir compte de l'intégration prévue de City National Corporation dans la société de portefeuille intermédiaire, et cette dernière deviendra alors une société de portefeuille bancaire américaine. La Réserve fédérale n'a pas encore publié des règles distinctes mais connexes prévoyant l'application d'obligations de remédiation précoce et de limites relatives aux risques liés à une contrepartie unique, qui s'appliqueront à l'entité américaine. RBC a engagé, et continuera d'engager, des coûts aux fins de la conformité à ces exigences supplémentaires en matière d'information financière, de gestion des risques et de gouvernance aux États-Unis, et il se pourrait qu'elle bénéficie d'une moins grande souplesse à l'égard de ses structures de capital et de liquidités qui étaient dans le passé gérées à l'échelle mondiale (plutôt qu'à l'échelle régionale). Nous ne nous attendons pas à ce que ces règles aient une incidence significative sur notre rendement financier ou sur nos résultats globaux.

En août 2014, le gouvernement du Canada a proposé un régime de « recapitalisation interne » s'appliquant aux six plus importantes banques canadiennes, y compris RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure. Cette proposition vise à limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et à s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé conférerait au gouvernement du Canada le pouvoir d'annuler de façon permanente les actions ordinaires existantes d'une institution et/ou de convertir les titres de créance de premier rang à long terme d'une institution en actions ordinaires. Ce pouvoir pourrait uniquement être exercé une fois que l'institution ne serait plus viable et que la conversion des instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de l'institution en actions ordinaires aurait eu lieu. Les dépôts (y compris ceux qui sont assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada), les titres de créance de gros à court terme non garantis et les dérivés ne feraient pas l'objet d'une conversion ou d'une annulation. Le régime de recapitalisation interne n'a pas encore été finalisé, et les changements proposés pourraient avoir une incidence défavorable sur nos coûts de financement.

En novembre 2014, le Conseil de stabilité financière a proposé des normes internationales communes minimales relativement à la capacité totale d'absorption des pertes des banques d'importance systémique mondiale. Ces normes visent à mettre en place une stratégie de résolution consistant à déterminer le caractère adéquat du capital des banques d'importance systémique mondiale afin d'absorber les pertes, de manière à limiter les incidences sur la stabilité financière et à assurer la continuité des fonctions économiques cruciales. Jusqu'à présent, RBC et les autres banques canadiennes n'ont pas été désignées comme étant des banques d'importance systémique mondiale. Nous ne savons pas comment ces normes proposées seront intégrées dans le régime de recapitalisation interne au Canada présenté ci-dessus.

Les conditions macroéconomiques difficiles décrites ci-dessus n'ont pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers pour le premier trimestre de 2015. Cependant, une baisse continue des prix du pétrole et un ralentissement de la production canadienne, ainsi que d'autres réductions éventuelles du taux de financement à un jour de la Banque du Canada, pourraient avoir une incidence sur nos résultats pour le reste de 2015.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2014. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2014, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015.

## Principaux événements de 2015

### City National Corporation

Le 22 janvier 2015, nous annonçons la signature d'un accord de fusion visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank, en contrepartie d'un montant en trésorerie et d'actions ordinaires de RBC. À la date de l'annonce, la valeur de la transaction totalisait environ 5,4 milliards de dollars US. Le total de la contrepartie versée se composera d'un montant en trésorerie d'environ 2,7 milliards de dollars US et d'environ 44 millions d'actions ordinaires de RBC. Le nombre total d'actions ordinaires de RBC devant être émises et le montant en trésorerie devant être versé dans le cadre de la transaction sont fixes. La transaction devrait être conclue au quatrième trimestre civil de 2015; elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires requises et l'approbation des actionnaires ordinaires de City National. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

## Rendement financier

## Vue d'ensemble

**Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est établi à 2 456 millions de dollars, soit une hausse de 364 millions, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,65 \$, en hausse de 0,27 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,3 %, en hausse de 120 points de base par rapport à 18,1 % à l'exercice précédent. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,6 %.

En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et décrits ci-après, le bénéfice net a augmenté de 272 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,21 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 40 points de base. Nos résultats reflètent le solide rendement de la plupart de nos secteurs d'exploitation. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et à la croissance solide des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, la croissance de la plupart des secteurs d'activité du secteur Marchés des Capitaux découlant en grande partie de l'amélioration des conditions du marché, de l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de l'accroissement des activités des clients, ainsi que la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et trésorerie découlant de l'accroissement des activités des clients en raison des conditions de marché favorables, y compris de la volatilité accrue du marché des contrats de change à terme, à la hausse du bénéfice du secteur Assurances tenant en grande partie à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, à l'incidence de la conversion des devises, et à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ainsi que par des coûts de restructuration supplémentaires de 42 millions de dollars (27 millions après impôt) liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 123 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,08 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 30 points de base, par rapport à 19,0 % au dernier trimestre.

L'augmentation du bénéfice net découle principalement de la croissance de la plupart des secteurs d'activité du secteur Marchés des Capitaux, de la croissance des volumes liés aux activités du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'accroissement des activités des clients liées au secteur Services aux investisseurs et trésorerie, ce qui reflète des conditions de marché favorables, y compris une volatilité accrue du marché des contrats de change à terme. L'augmentation tient également à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

**Éléments précisés**

Nos résultats à l'exercice précédent ont été touchés par une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les activités de RBC en Jamaïque), ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

**Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés**

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	196 \$	155 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	(1)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	10	6
Frais autres que d'intérêt	116	88
Bénéfice net	41	34
<b>Incidence sur le bénéfice par action</b>		
De base	0,03 \$	0,02 \$
Dilué	0,03	0,02

Le tableau suivant illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Dollar US	0,839	0,900	0,926
Livre sterling	0,544	0,553	0,563
Euro	0,704	0,705	0,680

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Revenu d'intérêt	5 702 \$	5 476 \$	5 450 \$
Frais d'intérêt	2 071	1 916	1 990
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>3 631 \$</b>	<b>3 560 \$</b>	<b>3 460 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)</b>	<b>1,74 %</b>	<b>1,80 %</b>	<b>1,86 %</b>
Services de placement (2)	1 987 \$	1 924 \$	1 788 \$
Activités d'assurance (2)	1 892	1 167	1 282
Activités de négociation	340	(153)	310
Services bancaires (2)	995	1 012	994
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	445	428	401
Autres (2)	354	444	225
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>6 013 \$</b>	<b>4 822 \$</b>	<b>5 000 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>9 644 \$</b>	<b>8 382 \$</b>	<b>8 460 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires</b>			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	540 \$	524 \$	429 \$
Revenus autres que d'intérêt	340	(153)	310
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>880 \$</b>	<b>371 \$</b>	<b>739 \$</b>

(1) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2014 pour une définition de ces catégories.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 1 184 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation comprend la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 652 millions de dollars, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices, ainsi que l'incidence de la conversion des devises au cours de ce trimestre, laquelle s'est traduite par une augmentation du total des revenus de 196 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 171 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et de la solide croissance des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens.

La marge nette d'intérêt a diminué de 12 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement du changement effectué à la fin de l'exercice précédent en vertu duquel certaines commissions sur prêts liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises des Services bancaires canadiens qui étaient comptabilisées dans le revenu net d'intérêt, sont maintenant comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt. La diminution découle également de la compression des écarts reflétant les pressions concurrentielles sur les taux et du maintien de faibles taux d'intérêt dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ainsi que de la hausse des coûts de financement découlant de l'élargissement des écarts de financement du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 199 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières du secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont augmenté de 610 millions de dollars, ou 48 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 652 millions découlant de la diminution des taux d'intérêt à long terme, qui a été neutralisée en partie par la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, cette variation et cette réduction ayant été en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 30 millions de dollars, ou 10 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui s'est établi à 880 millions de dollars et qui se compose des revenus tirés des activités de négociation inscrits dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, est en hausse de 141 millions, ou 19 %, résultat qui découle essentiellement de la forte croissance des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation reflétant l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrues de 1 million de dollars, en raison principalement de l'augmentation des soldes et des volumes de transactions sur cartes de crédit, ainsi que de la hausse des honoraires tirés des services de gestion. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la réduction des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 44 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis, ainsi que par la

croissance des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada.

Les autres revenus ont augmenté de 129 millions de dollars, ou 57 %, en raison principalement d'un profit découlant de la vente d'un bien immobilier, ainsi que des mesures de gestion de l'actif et du passif.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 1 262 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation tient également aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, laquelle reflète l'accroissement des activités des clients et l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises de 155 millions de dollars. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de titres de participation, ainsi que par la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession dont il est fait mention ci-dessus. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de 105 millions de dollars reflétant la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis (ajustements de l'évaluation liés au financement), ainsi que par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker. En outre, nos revenus du trimestre précédent ont également été touchés de façon favorable par des ajustements comptables cumulatifs nets de 55 millions de dollars (40 millions après impôt) comptabilisés dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

#### Dotation à la provision pour pertes sur créances

##### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui a trait principalement aux Services bancaires canadiens, et de la baisse des dotations du secteur Gestion de patrimoine, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

##### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 75 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui a trait principalement à nos services bancaires dans les Antilles, et de la baisse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

#### Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

##### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 540 millions de dollars, ou 55 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus, ainsi que par la réduction des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances – Canada.

##### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 770 millions de dollars, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession dont il est fait mention ci-dessus.

#### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Salaires	1 267 \$	1 233 \$	1 200 \$
Rémunération variable	1 181	923	1 108
Avantages du personnel et conservation du personnel	432	361	431
Rémunération fondée sur des actions	135	64	111
Ressources humaines	3 015 \$	2 581 \$	2 850 \$
Matériel	297	288	284
Frais d'occupation	335	333	316
Communications	198	259	170
Honoraires	198	263	160
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	174	176	156
Autres	403	440	451
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>4 620 \$</b>	<b>4 340 \$</b>	<b>4 387 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>47,9 %</b>	<b>51,8 %</b>	<b>51,9 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 233 millions de dollars, ou 5 %. En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 333 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence de 116 millions de la conversion des devises, à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et à la hausse de la rémunération variable. L'augmentation est aussi imputable aux coûts de restructuration supplémentaires de 42 millions de dollars liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International, ainsi qu'à la hausse des coûts de marketing du secteur Services bancaires canadiens.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 47,9 %, en baisse de 400 points de base par rapport à 51,9 % à l'exercice précédent. En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent et dont il est fait mention ci-dessus, le ratio d'efficacité a diminué de 280 points de base par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique essentiellement par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 280 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse de la rémunération variable découlant des résultats en hausse du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, y compris l'augmentation des coûts liés à l'effectif. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de 88 millions de dollars de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse saisonnière des coûts de marketing dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le ratio d'efficacité s'est établi à 47,9 %, en baisse de 390 points de base par rapport à 51,8 % au dernier trimestre, résultat qui s'explique essentiellement par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les frais autres que d'intérêt et le ratio d'efficacité excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>776 \$</b>	<b>612 \$</b>	<b>707 \$</b>
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>3 232 \$</b>	<b>2 945 \$</b>	<b>2 799 \$</b>
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,3 %	26,3 %	26,3 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(1,5)%	(2,3)%	(2,4)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(2,7)%	(2,8)%	(2,7)%
Modification du taux d'imposition	0,0 %	(0,2)%	0,0 %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non constatés antérieurement	0,0 %	(0,2)%	0,0 %
Autres	1,9 %	0,0 %	4,1 %
<b>Taux d'imposition effectif (2)</b>	<b>24,0 %</b>	<b>20,8 %</b>	<b>25,3 %</b>

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

(2) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

La charge d'impôt a augmenté de 69 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,0 %, en baisse de 130 points de base, résultat qui tient à la réduction des ajustements fiscaux défavorables, facteur neutralisé en partie par la hausse du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

La charge d'impôt a augmenté de 164 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,0 %, en hausse de 320 points de base par rapport à 20,8 % au dernier trimestre, résultat qui tient essentiellement à la hausse, ce trimestre, du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'ajustements fiscaux favorables.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2014. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

### Mesures du rendement

#### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2014.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014	
	le 31 janvier 2015							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 242 \$	226 \$	184 \$	140 \$	581 \$	21 \$	2 394 \$	2 272 \$	2 005 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16 000	5 800	1 600	2 350	15 800	7 700	49 250	47 450	44 050		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,8 %	15,5 %	46,0 %	23,7 %	14,6 %	n.s.	19,3 %	19,0 %	18,1 %		

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

### Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2014, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

#### Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. En 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014	
	le 31 janvier 2015							Total			Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net	1 255 \$	230 \$	185 \$	142 \$	594 \$	50 \$	2 456 \$	2 333 \$	2 092 \$		
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	–	1	–	–	–	(23)	(22)	(17)	(25)		
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	7	17	–	5	–	1	30	30	33		
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	6	–		
Bénéfice net ajusté	1 262 \$	248 \$	185 \$	147 \$	594 \$	28 \$	2 464 \$	2 352 \$	2 100 \$		
Moins : Charge de capital	376	136	38	55	371	181	1 157	1 121	1 061		
Bénéfice (perte) économique	886 \$	112 \$	147 \$	92 \$	223 \$	(153)\$	1 307 \$	1 231 \$	1 039 \$		

#### Résultats excluant les éléments précisés

Nous n'avons comptabilisé aucun élément précisé au cours de la période considérée ou du trimestre clos le 31 octobre 2014. Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 ont été touchés par les éléments précisés suivants :

- Une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Une provision de 40 millions de dollars (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures consolidés et sectoriels excluant ces éléments précisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 :

### Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			
	le 31 janvier 2014			
	Données présentées	Éléments exclus		Données ajustées
Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration		
Total des revenus	8 460 \$	– \$	– \$	8 460 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	292	–	–	292
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	982	–	–	982
Frais autres que d'intérêt	4 387	(60)	(40)	4 287
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>2 799 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>2 899 \$</b>
Impôt sur le résultat	707	–	8	715
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>2 184 \$</b>
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 005 \$	60 \$	32 \$	2 097 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 434			1 442 434
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,39 \$	0,04 \$	0,02 \$	1,45 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 458 742			1 458 742
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,38 \$	0,04 \$	0,02 \$	1,44 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44 050 \$			44 050 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	18,1 %			18,9 %
Ratio d'efficacité	51,9 %			50,7 %
Taux d'imposition effectif	25,3 %			24,7 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun élément précisé pour les trimestres clos le 31 janvier 2015 et le 31 octobre 2014.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

### Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			
	le 31 janvier 2014			
	Données présentées	Éléments exclus		Données ajustées
Perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration		
<b>Total des revenus</b>	<b>3 411 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>3 411 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	274	–	–	274
Frais autres que d'intérêt	1 673	(60)	(40)	1 573
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 464</b>	<b>60</b>	<b>40</b>	<b>1 564</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>60 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>1 163 \$</b>
<b>Principales données et autres renseignements</b>				
Frais autres que d'intérêt	1 673 \$	(60)\$	(40)\$	1 573 \$
Total des revenus	3 411			3 411
Ratio d'efficacité	49,0 %			46,1 %
Taux de croissance des revenus	6,9 %			6,9 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	13,5 %			6,8 %
Levier d'exploitation	(6,6)%			0,1 %

(1) Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos le 31 janvier 2015 et le 31 octobre 2014.

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 493 \$	2 447 \$	2 443 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 104	968
<b>Total des revenus</b>	<b>3 566</b>	<b>3 551</b>	<b>3 411</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances	252	314	274
Frais autres que d'intérêt	1 628	1 686	1 673
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 686</b>	<b>1 551</b>	<b>1 464</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 255 \$</b>	<b>1 151 \$</b>	<b>1 071 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Services bancaires canadiens	3 336 \$	3 346 \$	3 178 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	230	205	233
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,8 %	28,3 %	27,7 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,73 %	2,71 %	2,79 %
Ratio d'efficacité (2)	45,7 %	47,5 %	49,0 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	s.o.	s.o.	46,1 %
Levier d'exploitation	7,2 %	2,1 %	(6,6) %
Levier d'exploitation ajusté (3), (4)	1,0 %	s.o.	0,1 %
Taux d'imposition effectif	25,6 %	25,8 %	26,8 %
Moyenne du total des actifs productifs (5)	362 300 \$	357 600 \$	347 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations (5)	362 200	358 000	347 300
Moyenne des dépôts	293 700	285 200	275 100
Biens administrés (6)	221 400	214 200	198 400
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,35 %	0,31 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures, qui sont des mesures hors PCGR, ont été ajustées en excluant la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Au premier trimestre de 2014, les frais autres que d'intérêt ont été ajustés pour ne pas tenir compte de la perte de 60 millions de dollars liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et de la provision de 40 millions liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Ces ajustements ont donné lieu à un montant ajusté de 1 573 millions de dollars au titre des frais autres que d'intérêt pour le premier trimestre de 2014, ainsi qu'à un taux de croissance ajusté des frais autres que d'intérêt de 3,5 % pour le premier trimestre de 2015. Le taux de croissance des revenus s'est établi à 4,5 % pour le premier trimestre de 2015.

(5) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, laquelle s'est établie à 56,9 milliards de dollars et à 7,6 milliards, respectivement (54,5 milliards et 8,0 milliards au 31 octobre 2014; 52,9 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014).

(6) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,2 milliards de dollars et de 7,6 milliards, respectivement, au 31 janvier 2015 (23,2 milliards et 8,0 milliards au 31 octobre 2014; 25,1 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014).

s.o. sans objet

## Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 184 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque comptabilisée à l'exercice précédent, ainsi que la provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, le bénéfice net a augmenté de 92 millions, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que le bénéfice à la hausse tiré de nos activités dans les Antilles.

Le total des revenus a augmenté de 155 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 158 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète principalement la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés découlant essentiellement de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de l'augmentation des volumes de transactions sur cartes de crédit, ainsi que la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis sont demeurés relativement inchangés par rapport à l'exercice précédent, l'incidence de l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles et de la conversion des devises ayant été largement neutralisée par la prise en compte, à l'exercice précédent, des revenus tirés des activités de RBC en Jamaïque.

La marge nette d'intérêt a diminué de 6 points de base, en raison principalement du changement effectué au dernier trimestre et en vertu duquel certaines commissions sur prêts liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, qui étaient comptabilisées dans le revenu net d'intérêt, sont maintenant comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt, ce qui s'est traduit par une diminution de 3 points de base de la marge nette d'intérêt. La diminution est aussi attribuable à la compression des écarts reflétant les pressions concurrentielles sur les taux et au maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 3 points de base, en raison de la réduction des dotations liées à la plupart de nos portefeuilles de prêts de détail au Canada et dans les Antilles. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 45 millions de dollars, ou 3 %. En excluant les éléments précisés comptabilisés à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 55 millions de dollars, ou 3 %. La hausse des coûts liés à l'effectif et des coûts liés aux infrastructures en raison de la croissance des activités, ainsi que l'accroissement des coûts de marketing, ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, principalement dans les Antilles. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une provision pour litiges ayant trait à nos activités au Canada et de l'inclusion des charges liées aux activités de RBC en Jamaïque.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 104 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète la croissance des volumes au Canada ainsi que l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles. Nos résultats au dernier trimestre tenaient compte d'ajustements comptables cumulatifs nets favorables de 55 millions de dollars (40 millions après impôt) ayant trait au secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et d'une dotation liée à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

Le total des revenus s'est accru de 15 millions de dollars, en raison de la croissance des volumes et de la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit au Canada, ainsi que de l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles. Nos résultats du dernier trimestre tenaient compte des ajustements comptables cumulatifs nets favorables dont il est fait mention ci-dessus.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 2 points de base, les résultats du dernier trimestre ayant été touchés de façon défavorable par d'autres ajustements comptables ayant entraîné une réduction de 3 points de base de la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 62 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 7 points de base, ce qui tient au fait que les résultats du dernier trimestre tenaient compte de l'augmentation des dotations liées à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels douteux dans les Antilles, ainsi qu'à la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada ce trimestre.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 58 millions de dollars, ou 3 %, la baisse saisonnière des coûts de marketing au Canada et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité dans les Antilles ayant été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif au Canada. De plus, les résultats du dernier trimestre tenaient compte de la provision liée à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles dont il est fait mention ci-dessus.

Les résultats excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

#### Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 341 \$	2 305 \$	2 296 \$
Revenus autres que d'intérêt	995	1 041	882
<b>Total des revenus</b>	<b>3 336</b>	<b>3 346</b>	<b>3 178</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	234	236	258
Frais autres que d'intérêt	1 460	1 479	1 390
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 642</b>	<b>1 631</b>	<b>1 530</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 220 \$</b>	<b>1 210 \$</b>	<b>1 137 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Services financiers aux particuliers	1 886 \$	1 843 \$	1 805 \$
Services financiers aux entreprises	792	869	758
Solutions cartes et paiements	658	634	615
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,9 %	36,1 %	36,7 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,68 %	2,66 %	2,73 %
Ratio d'efficacité (2)	43,8 %	44,2 %	43,7 %
Levier d'exploitation	0,0 %	1,8 %	0,5 %
Taux d'imposition effectif	25,7 %	25,8 %	25,7 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	347 000 \$	343 400 \$	334 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3)	353 600	350 200	339 600
Moyenne des dépôts	277 000	269 700	259 800
Biens administrés (4)	211 100	205 200	189 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,27 %	0,30 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2015, laquelle s'est établie à 56,9 milliards de dollars et à 7,6 milliards, respectivement (54,5 milliards et 8,0 milliards au 31 octobre 2014; 52,9 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014).

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,2 milliards de dollars et de 7,6 milliards, respectivement, au 31 janvier 2015 (23,2 milliards et 8,0 milliards au 31 octobre 2014; 25,1 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014).

**Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est accru de 83 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la croissance élevée des revenus tirés des services tarifés et la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 158 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 81 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient à la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de dépôts des particuliers et de prêts aux particuliers, ainsi qu'à l'accroissement des revenus tirés des services tarifés découlant principalement de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient au fait que la solide croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises a été neutralisée en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 43 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 5 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison du changement effectué au dernier trimestre relativement à la comptabilisation de certaines commissions sur prêts, qui s'est traduit par une réduction de 3 points de base de la marge nette d'intérêt et dont il est fait mention ci-dessus. La compression des écarts reflétant les pressions concurrentielles sur les taux et le maintien de faibles taux d'intérêt se sont également répercutés sur la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 24 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 70 millions de dollars, ou 5 %, en raison de la hausse des coûts liés à l'effectif et aux infrastructures en raison de la croissance des activités et de l'augmentation des coûts de marketing. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une provision pour litiges.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 10 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité. Nos résultats au dernier trimestre tenaient compte d'ajustements comptables cumulatifs nets favorables de 55 millions de dollars (40 millions après impôt).

Le total des revenus a diminué de 10 millions de dollars, résultat qui tient au fait que la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit et l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement ont été largement neutralisées par la prise en compte des ajustements comptables cumulatifs nets favorables comptabilisés au dernier trimestre et dont il est fait mention ci-dessus.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 2 points de base, ce qui s'explique par le fait que les résultats du dernier trimestre ont été touchés de façon défavorable par d'autres ajustements comptables ayant entraîné une réduction de 3 points de base de la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 2 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 1 point de base, la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux ayant été en grande partie neutralisée par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 19 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la baisse saisonnière des coûts de marketing, facteur neutralisé en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Revenu net d'intérêt	124 \$	123 \$	111 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 145	1 112	1 017
Revenus tirés des transactions et autres revenus	397	404	407
<b>Total des revenus</b>	<b>1 666</b>	<b>1 639</b>	<b>1 535</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	–	19
Frais autres que d'intérêt	1 333	1 245	1 191
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>320</b>	<b>394</b>	<b>325</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>230 \$</b>	<b>285 \$</b>	<b>235 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	539 \$	583 \$	520 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	665	630	582
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	557	565	539
Gestion mondiale d'actifs <sup>(1)</sup>	462	426	433
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15,5 %	19,6 %	16,6 %
Marge avant impôt <sup>(2)</sup>	19,2 %	24,0 %	21,2 %
Nombre de conseillers <sup>(3)</sup>	4 332	4 402	4 371
Moyenne des prêts et acceptations	17 800 \$	16 800 \$	14 600 \$
Moyenne des dépôts	39 700	37 900	34 800
Biens administrés – Total <sup>(4)</sup>	767 900	717 500	675 300
Gestion de patrimoine – États-Unis et International <sup>(4)</sup>	488 300	432 400	414 800
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains) <sup>(4)</sup>	384 200	383 700	372 400
Biens sous gestion <sup>(4)</sup>	480 500	452 300	411 500
Moyenne des biens administrés	767 900	714 000	663 000
Moyenne des biens sous gestion	480 400	449 200	402 000

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	51 \$	38 \$
Frais autres que d'intérêt	49	38
Bénéfice net	–	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(9)%	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	(0)%

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 5 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la hausse du bénéfice découlant de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients a été largement neutralisée par des coûts de restructuration supplémentaires de 42 millions (27 millions après impôt) liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Le total des revenus s'est accru de 131 millions de dollars, ou 9 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 19 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées, facteur neutralisé en partie par la réduction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 83 millions de dollars, ou 14 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 18 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, facteur neutralisé en partie par la réduction des volumes de transactions.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 29 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes. Les revenus comptabilisés à l'exercice précédent tenaient compte des revenus tirés de BlueBay pour un mois supplémentaire.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 6 millions de dollars. Les résultats comptabilisés ce trimestre tiennent compte de dotations à l'égard de deux comptes ayant trait principalement à nos activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de dotations à l'égard de quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 142 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient principalement à la hausse des coûts liés à l'effectif et des investissements dans les infrastructures visant à soutenir la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, à l'incidence de la conversion des devises et aux coûts de restructuration supplémentaires dont il est fait mention ci-dessus.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 55 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui découle en grande partie de la hausse des coûts liés à la croissance des activités et des coûts des restructurations supplémentaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation ce trimestre d'honoraires liés au rendement semestriels.

Le total des revenus s'est accru de 27 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de la hausse des revenus tirés des services tarifés, y compris les honoraires liés au rendement semestriels comptabilisés ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis et par la réduction des volumes de transactions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 13 millions de dollars, en raison principalement des dotations à l'égard de deux comptes ayant trait en grande partie à nos activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 88 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités des secteurs Gestion de patrimoine – Canada et Gestion mondiale d'actifs, laquelle reflète l'accroissement des coûts liés à l'effectif, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises et aux coûts de restructuration supplémentaires.

### Assurances

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	902 \$	940 \$	953 \$
Revenu de placement (1)	900	159	260
Honoraires	90	75	69
<b>Total des revenus</b>	<b>1 892</b>	<b>1 174</b>	<b>1 282</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 448	657	884
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	74	95	98
Frais autres que d'intérêt	146	149	147
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>224</b>	<b>273</b>	<b>153</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>185 \$</b>	<b>256 \$</b>	<b>157 \$</b>
<b>Revenus par division</b>			
Assurances – Canada	1 490 \$	646 \$	770 \$
Assurances – International	402	528	512
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46,0 %	61,5 %	40,5 %
Primes et dépôts (2)	1 238 \$	1 318 \$	1 276 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	775	43	123

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et elles sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 28 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, des résultats favorables au chapitre des provisions techniques dans le secteur Assurances – Canada, de la hausse des profits nets sur placements liés au marché et de la diminution des coûts nets liés au sinistre du secteur Assurances – Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une modification apportée aux lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014, qui touche certaines sociétés liées étrangères.

Le total des revenus a augmenté de 610 millions de dollars, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 720 millions de dollars, ou 94 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la diminution des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 110 millions de dollars, ou 21 %, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des revenus liés à nos produits de rétrocession, qui sont dans les deux cas en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 540 millions de dollars, ou 55 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession, qui est en grande partie compensée dans les revenus, ainsi que par la diminution des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances – Canada.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement inchangés par rapport à l'exercice précédent.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le bénéfice net a diminué de 71 millions de dollars, ou 28 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par le fait que les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que d'un ajustement cumulatif favorable au titre des sinistres en cours liés à nos produits de rétrocession vie. La diminution découle également de la modification apportée aux lois fiscales canadiennes ce trimestre dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et par l'accroissement des profits nets sur placements liés au marché.

Le total des revenus a augmenté de 718 millions de dollars, ou 61 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des revenus tirés de nos produits de rétrocession dont il est fait mention ci-dessus.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 770 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ayant trait à nos produits de rétrocession dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 3 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent.

**Services aux investisseurs et trésorerie**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Revenu net d'intérêt	196 \$	183 \$	183 \$
Revenus autres que d'intérêt	310	293	269
<b>Total des revenus</b>	<b>506</b>	<b>476</b>	<b>452</b>
Frais autres que d'intérêt	315	321	310
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>191</b>	<b>155</b>	<b>142</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>142 \$</b>	<b>113 \$</b>	<b>106 \$</b>
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23,7 %	19,5 %	19,7 %
Moyenne des dépôts	128 300 \$	112 700 \$	113 000 \$
Dépôts des clients	44 200	45 000	40 800
Dépôts liés au financement de gros	84 100	67 700	72 200
Biens administrés (1)	3 725 400	3 702 800	3 426 000
Moyenne des biens administrés	3 665 200	3 565 500	3 344 000

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou 34 %, en raison principalement de l'accroissement des activités des clients sur le marché des contrats de change à terme et de la hausse des volumes d'opérations de change reflétant les conditions de marché favorables, y compris l'accroissement de la volatilité. La hausse des commissions de services de garde a également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus s'est accru de 54 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients sur le marché des contrats de change à terme et à la hausse des volumes d'opérations de change reflétant les conditions de marché favorables, y compris l'accroissement de la volatilité. La hausse des commissions de services de garde a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 millions de dollars, ou 2 %.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est accru de 29 millions de dollars, ou 26 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités des clients du marché des contrats de change à terme reflétant des conditions de marché favorables, y compris l'accroissement de la volatilité, ainsi que des résultats à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 30 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des clients sur le marché des contrats de change à terme et à la hausse tirés de la gestion des liquidités et du financement tenant principalement à la volatilité des taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 6 millions de dollars, ou 2 %.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Revenu net d'intérêt (1)	916 \$	877 \$	761 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 117	622	1 049
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 033</b>	<b>1 499</b>	<b>1 810</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	32	(2)
Frais autres que d'intérêt	1 157	899	1 065
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>871</b>	<b>568</b>	<b>747</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>594 \$</b>	<b>402 \$</b>	<b>505 \$</b>
<b>Revenus par division (2)</b>			
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	886 \$	846 \$	826 \$
Marchés Mondiaux	1 149	721	944
Autres	(2)	(68)	40
<b>Principales données et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,6 %	10,7 %	14,5 %
Moyenne du total de l'actif	478 000 \$	416 900 \$	376 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	118 300	105 400	100 700
Moyenne des prêts et acceptations	73 900	68 500	60 600
Moyenne des dépôts	55 100	51 500	43 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,03 %	0,19 %	(0,01)%

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos	
	Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	128 \$	102 \$
Frais autres que d'intérêt	64	44
Bénéfice net	41	37
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	(9)%	(7)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(3)%	(2)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	3 %	(0)%

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 s'élève à 109 millions de dollars (101 millions au 31 octobre 2014; 95 millions au 31 janvier 2014). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.
- (2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, nous avons reclassé du poste Marchés Mondiaux au poste Autres les montants relatifs à certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre auxquelles nous avons mis fin au quatrième trimestre de 2014 pour nous conformer à la règle Volcker. Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 89 millions de dollars, ou 18 %, résultat qui reflète la croissance de la plupart des secteurs d'activité tenant à l'amélioration des conditions du marché, à l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et à l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises.

Le total des revenus s'est accru de 223 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient compte de l'incidence de 128 millions de la conversion des devises.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 60 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis. L'augmentation est également attribuable à la solide croissance des activités de prêts, principalement aux États-Unis et en Europe, ainsi qu'à l'accroissement des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et par la baisse des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont augmenté de 205 millions de dollars, ou 22 %, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation reflétant l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité.

Les autres revenus ont diminué de 42 millions de dollars, recul qui s'explique en grande partie par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre au quatrième trimestre de 2014 aux fins de la conformité à la règle Volcker, ces stratégies étant désormais prises en compte dans les résultats liés à nos portefeuilles existants à compter de ce trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 5 millions de dollars, en hausse de 7 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Services publics. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 92 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de 64 millions de la conversion des devises et à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités, y compris la hausse des coûts liés à l'effectif.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 192 millions de dollars, ou 48 %, en raison de la croissance de la plupart des secteurs d'activité reflétant l'amélioration des conditions du marché et l'accroissement des activités des clients, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de 105 millions de dollars (51 millions après impôt et écritures de compensation) reflétant la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis, ainsi que par une diminution de 75 millions (46 millions après impôt et rémunération variable) des revenus tirés des activités de négociation et des coûts associés à l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker.

Le total des revenus a augmenté de 534 millions de dollars, ou 36 %, résultat qui tient en grande partie aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation reflétant l'accroissement des activités des clients, ainsi qu'à l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité. L'augmentation est également attribuable à la hausse des activités de fusion et d'acquisition et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada et aux États-Unis. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par la prise en compte des ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis et par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 5 millions de dollars, en baisse de 27 millions par rapport au trimestre précédent. Les résultats des deux trimestres tenaient compte d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Services publics.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 258 millions de dollars, ou 29 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats. L'augmentation tient également à la hausse des coûts liés à l'effectif et à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(98) \$	(70) \$	(38) \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	79	113	8
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(19)</b>	<b>43</b>	<b>(30)</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1	(1)	1
Frais autres que d'intérêt	40	40	1
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(60)</b>	<b>4</b>	<b>(32)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(110)	(122)	(50)
<b>Bénéfice net (2)</b>	<b>50 \$</b>	<b>126 \$</b>	<b>18 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 s'est établi à 23 millions de dollars (24 millions au 31 octobre 2014; 23 millions au 31 janvier 2014).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 s'est établi à 109 millions de dollars, par rapport à 101 millions au trimestre précédent et à 95 millions pour l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2014.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Premier trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est élevé à 50 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement un profit à la vente d'un bien immobilier, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

### Quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 126 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie les profits sur les titres de placements privés liés à la vente d'un portefeuille existant, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

### Premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 18 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif.

## Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos											
	le 31 janvier 2015				le 31 octobre 2014				le 31 janvier 2014			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Total des revenus</b>	6 410 \$	1 703 \$	1 531 \$	9 644 \$	5 527 \$	1 346 \$	1 509 \$	8 382 \$	5 357 \$	1 560 \$	1 543 \$	8 460 \$
<b>Bénéfice net</b>	1 811 \$	313 \$	332 \$	2 456 \$	1 921 \$	241 \$	171 \$	2 333 \$	1 577 \$	340 \$	175 \$	2 092 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 234 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que de la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est également attribuable au profit découlant de la vente d'un bien immobilier. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de titres de participation.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 27 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe tenant en grande partie à l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre au quatrième trimestre de 2014. La diminution est également imputable à la baisse des activités de syndication de prêts et aux coûts de restructuration supplémentaires liés aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation reflétant l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité, ainsi que par l'accroissement des activités de montage de prêts du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 157 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de détail dans les Antilles, de la solide croissance des activités de prêts en Europe, et de la hausse du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni dans le secteur Assurances. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a diminué de 110 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des activités de montage de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la hausse des coûts liés à l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes et par la hausse saisonnière des volumes de transactions sur cartes de crédit du secteur Services bancaires canadiens. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par des ajustements comptables cumulatifs nets de 55 millions de dollars (40 millions après impôt) dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que par des ajustements des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses dans le secteur Assurances. Nos résultats au trimestre précédent ont également été touchés de façon défavorable par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 72 millions de dollars, ou 30 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la croissance dans la plupart des secteurs d'activité du secteur Marchés des Capitaux, qui tient en grande partie à l'amélioration des conditions du marché, y compris l'accroissement de la volatilité, et à l'accroissement des activités des clients, facteurs neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 161 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi que de l'augmentation des activités de syndication de prêts en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une modification apportée aux lois fiscales canadiennes entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014, qui touche certaines sociétés liées étrangères et qui a été prise en compte dans les résultats du secteur Assurances. De plus, les résultats du dernier trimestre ont été touchés de façon défavorable par la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels douteux, ainsi que par une dotation à l'égard des activités de restructuration, facteurs ayant dans les deux cas trait à nos activités dans les Antilles.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

### Résultats trimestriels <sup>(1), (2)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2015	2014			2013			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	3 631 \$	3 560 \$	3 647 \$	3 449 \$	3 460 \$	3 351 \$	3 392 \$	3 222 \$
Revenus autres que d'intérêt	6 013	4 822	5 343	4 827	5 000	4 568	3 784	4 501
<b>Total des revenus</b>	<b>9 644 \$</b>	<b>8 382 \$</b>	<b>8 990 \$</b>	<b>8 276 \$</b>	<b>8 460 \$</b>	<b>7 919 \$</b>	<b>7 176 \$</b>	<b>7 723 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	345	283	244	292	334	267	287
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 522	752	1 009	830	982	878	263	938
Frais autres que d'intérêt	4 620	4 340	4 602	4 332	4 387	4 151	3 999	4 015
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>3 232 \$</b>	<b>2 945 \$</b>	<b>3 096 \$</b>	<b>2 870 \$</b>	<b>2 799 \$</b>	<b>2 556 \$</b>	<b>2 647 \$</b>	<b>2 483 \$</b>
Impôt sur le résultat	776	612	718	669	707	455	362	574
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 378 \$</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>2 101 \$</b>	<b>2 285 \$</b>	<b>1 909 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,66 \$	1,57 \$	1,59 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$	1,26 \$
– dilué	1,65	1,57	1,59	1,47	1,38	1,39	1,51	1,25
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur</b>								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 255 \$	1 151 \$	1 138 \$	1 115 \$	1 071 \$	1 070 \$	1 167 \$	1 039 \$
Gestion de patrimoine	230	285	285	278	235	202	233	222
Assurances	185	256	214	154	157	107	160	164
Services aux investisseurs et trésorerie	142	113	110	112	106	91	104	65
Marchés des Capitaux	594	402	641	507	505	469	386	383
Services de soutien généraux	50	126	(10)	35	18	162	235	36
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 378 \$</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>2 101 \$</b>	<b>2 285 \$</b>	<b>1 909 \$</b>
Taux d'imposition effectif	24,0 %	20,8 %	23,2 %	23,3 %	25,3 %	17,8 %	13,7 %	23,1 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,839 \$	0,900 \$	0,925 \$	0,907 \$	0,926 \$	0,960 \$	0,963 \$	0,982 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Les montants comparatifs ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.

### Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente annoncée des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice 2012.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.

### Analyse des tendances

La conjoncture au Canada et aux États-Unis s'est, de façon générale, améliorée au cours de la période, en raison principalement des dépenses de consommation élevées, du raffermissement des marchés du travail, ainsi que de la solidité des activités sur les marchés de l'habitation. La croissance de l'économie au Canada a ralenti, en raison de la baisse marquée des prix du pétrole à l'échelle mondiale depuis le troisième trimestre de 2014. Les indices boursiers mondiaux se sont avérés volatils tout au long de la période en raison des incertitudes géopolitiques, de la possibilité que la zone euro soit aux prises avec une récession, et de la récente chute des prix du pétrole à l'échelle mondiale. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives.

Le bénéfice a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, stimulé par la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et par la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au cours du quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre aux fins de la conformité à la règle Volcker, ainsi que par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les résultats du secteur Assurances ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, particulièrement depuis le quatrième trimestre de 2013, trimestre au cours duquel ils ont été touchés par une charge défavorable découlant de la nouvelle loi fiscale au Canada dont il est fait mention ci-dessus. Les résultats du secteur Assurances au premier trimestre de 2015 ont été touchés par une modification défavorable des lois fiscales canadiennes, qui touche les compagnies d'assurance liées étrangères. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient en grande partie aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficience.

Les revenus ont dans l'ensemble affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la forte croissance des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens et de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Les revenus tirés des activités de négociation ont de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le troisième trimestre de 2013, et ils ont été touchés de façon défavorable au quatrième trimestre de 2014 par l'abandon de certaines stratégies liées aux activités de négociation pour compte propre et par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis. Les revenus du secteur Services bancaires canadiens au quatrième trimestre de 2014 ont été touchés de façon favorable par des ajustements comptables cumulatifs nets. Le revenu net d'intérêt a affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et des solides activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Depuis le premier trimestre de 2014, l'incidence de la conversion des devises découlant de la dépréciation du dollar canadien a aussi contribué à la hausse des revenus. Les revenus du secteur Assurances ont été touchés par les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

La qualité des actifs est demeurée élevée au cours de la période, bien que les activités de prêts aient augmenté, et la dotation à la provision pour pertes sur créances est, en conséquence, demeurée relativement stable au cours de la période. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tiennent compte d'une dotation supplémentaire comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle est liée à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels douteux dans les Antilles. Le secteur Gestion de patrimoine a comptabilisé des dotations au cours des deux derniers trimestres de 2013 et du premier trimestre de 2014 à l'égard de quelques comptes, ainsi que des dotations au premier trimestre de 2015 à l'égard de deux comptes ayant trait aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a fluctué au cours de la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada, dont il est fait mention ci-dessus.

Bien que nous continuions de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficience, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Les résultats du premier trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2014 ont été touchés par les coûts de restructuration du secteur Gestion de patrimoine dont il est fait mention ci-dessus. Les résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la dotation concernant nos activités dans les Antilles, tandis que les résultats du troisième trimestre de 2014 ont été touchés par une perte incluant l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Depuis le premier trimestre de 2014, l'incidence de la conversion des devises découlant de la dépréciation du dollar canadien a également contribué à la hausse des frais autres que d'intérêt.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi qu'un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux telles que les dividendes imposables de sociétés canadiennes. La hausse du bénéfice avant impôt et des ajustements fiscaux favorables ont également influé sur notre taux d'imposition effectif au cours de la période.

## Situation financière

## Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
<b>Actif</b>			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	20 027 \$	17 421 \$	13 786 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 866	8 399	8 245
Valeurs mobilières	230 723	199 148	189 494
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	163 573	135 580	140 669
Prêts			
Prêts de détail	336 503	334 269	322 624
Prêts de gros	113 764	102 954	94 983
Provision pour pertes sur prêts	(2 057)	(1 994)	(1 979)
Actif net des fonds distincts	719	675	542
Autres – Dérivés	150 564	87 402	79 475
– Autres	69 013	56 696	56 878
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 086 695 \$</b>	<b>940 550 \$</b>	<b>904 717 \$</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts	654 707 \$	614 100 \$	594 444 \$
Passif au titre des fonds distincts	719	675	542
Autres – Dérivés	152 869	88 982	80 702
– Autres	213 090	174 431	170 500
Débitures subordonnées	7 889	7 859	6 521
Total du passif	1 029 274	886 047	852 709
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>55 665</b>	<b>52 690</b>	<b>50 236</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	1 756	1 813	1 772
Total des capitaux propres	57 421	54 503	52 008
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 086 695 \$</b>	<b>940 550 \$</b>	<b>904 717 \$</b>

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 66 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent et d'environ 76 milliards par rapport au dernier trimestre, en raison de la dépréciation du dollar canadien.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 182 milliards de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises dont il est fait mention ci-dessus.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 53 %, résultat qui reflète principalement la diminution des dépôts auprès de banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 41 milliards de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements attribuable essentiellement aux conditions de marché favorables et à l'accroissement des activités des clients, ainsi qu'à l'augmentation des positions liées aux activités de négociation de titres de participation découlant des activités.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 23 milliards de dollars, ou 16 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises, à l'accroissement des activités et à l'augmentation des activités des clients.

Les prêts ont augmenté de 33 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la croissance des prêts de gros et de la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés se sont accrus de 71 milliards de dollars, ou 89 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt découlant de la plus grande volatilité des marchés, à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation de la juste valeur des contrats de change à terme, facteurs neutralisés en grande partie par la hausse de la compensation financière.

Les autres actifs ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 21 %, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des exigences relatives aux garanties en espèces et l'incidence de la conversion des devises.

Le total du passif s'est accru de 177 milliards de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète l'incidence de la conversion des devises.

Les dépôts ont augmenté de 60 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises, des émissions de billets à terme aux fins du respect des exigences en matière de financement ainsi que de la croissance des activités.

L'augmentation est aussi attribuable à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont augmenté de 72 milliards de dollars, ou 89 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt découlant de la plus grande volatilité des marchés, à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation de la juste valeur des contrats de change à terme, facteurs neutralisés en grande partie par la hausse de la compensation financière.

Les autres passifs se sont accrus de 43 milliards de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de l'augmentation des engagements afférents aux conventions de rachat. L'augmentation est aussi attribuable aux exigences plus élevées relatives aux garanties en espèces et à l'augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de la conversion des devises et le bénéfice, déduction faite des dividendes.

#### **Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le total de l'actif a augmenté de 146 milliards de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des actifs dérivés reflétant les raisons dont il est fait mention ci-dessus. Cette hausse est également attribuable à l'augmentation des conventions de revente et à la croissance des prêts de gros tenant en grande partie à l'accroissement des activités des clients.

Le total du passif a augmenté de 143 milliards de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises et à l'accroissement des passifs dérivés reflétant les raisons dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est également attribuable à l'accroissement des dépôts des entreprises et à l'augmentation des engagements afférents aux conventions de rachat, qui découlent dans les deux cas des exigences relatives au financement.

#### **Arrangements hors bilan**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 51 à 53 de notre rapport annuel 2014.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

#### **Titrisation de nos actifs financiers**

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH, et ces prêts hypothécaires ne sont pas décomptabilisés dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Nous titrisons périodiquement des prêts hypothécaires résidentiels liés au programme d'habitation sociale du Canada par l'entremise du Programme des titres hypothécaires LNH, qui sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés lorsqu'ils sont vendus à des tiers investisseurs. Au cours du premier trimestre de 2015, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 25 millions de dollars liés au programme d'habitation sociale du Canada (78 millions au 31 octobre 2014; néant au 31 janvier 2014).

#### **Participations dans des entités structurées non consolidées**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

#### **Conduits multicédants gérés par RBC**

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 janvier 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39 milliards de dollars (31 milliards au 31 octobre 2014; 33 milliards au 31 janvier 2014), et il a trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 31 janvier 2015, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 39 milliards de dollars (31 milliards au 31 octobre 2014; 33 milliards au 31 janvier 2014), et la valeur nominale des facilités de rehaussements de crédit partiels que nous fournissons se chiffrait à 3,6 milliards (2,9 milliards au 31 octobre 2014; 3,0 milliards au 31 janvier 2014). Les augmentations du montant des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit fournies aux conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflètent principalement l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants ainsi que les fluctuations des taux de change.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est établi à 967 millions de dollars, en hausse de 103 millions par rapport au trimestre précédent et de 25 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison des fluctuations des taux de change. Au 31 janvier 2015, le total de l'actif des conduits multicédants s'est élevé à 38 milliards de dollars (30 milliards au 31 octobre 2014; 32 milliards au 31 janvier 2014). L'augmentation par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'augmentation enregistrée relativement aux prêts aux étudiants, aux prêts sur cartes de crédit, et aux prêts automobiles et crédit-bail automobile ainsi qu'aux fluctuations des taux de change. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de l'augmentation enregistrée relativement aux prêts aux étudiants, aux prêts sur cartes de crédit, aux prêts automobiles et crédit-bail automobile, et au financement des stocks de concessionnaires, ainsi qu'aux fluctuations des taux de change.

Au 31 janvier 2015, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 25 milliards de dollars (20 milliards au 31 octobre 2014; 20 milliards au 31 janvier 2014). Une tranche de 71 % (73 % au 31 octobre 2014; 73 % au 31 janvier 2014) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 janvier 2015, la juste valeur de nos placements s'élevait à 2 millions de dollars, en baisse de 40 millions par rapport au trimestre précédent et de 2 millions par rapport à l'exercice précédent. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

#### *Entités de financement structuré*

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 1,0 milliard de dollars au 31 janvier 2015 (0,9 milliard au 31 octobre 2014; 0,9 milliard au 31 janvier 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement aux fluctuations des taux de change. Au 31 janvier 2015, environ 90 % de ces placements présentaient une notation AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales sont détenus par des tiers. Au 31 janvier 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 905 millions de dollars (749 millions au 31 octobre 2014; 627 millions au 31 janvier 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient en grande partie aux nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons agi à titre de prêteur sur stocks de premier rang et d'agent de structuration et des placements sur le marché des titres garantis par des prêts. Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des certificats de titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 janvier 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui est lié à la seule facilité de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 67 millions de dollars.

#### *Fonds de placement*

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds visés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés gérés par des tiers. Notre risque maximal, qui vise principalement nos placements dans de tels fonds référencés, s'élevait à 3,6 milliards de dollars au 31 janvier 2015 (3,4 milliards au 31 octobre 2014; 3,1 milliards au 31 janvier 2014). L'augmentation de notre risque maximal par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient essentiellement aux fluctuations des taux de change et au rendement positif des fonds référencés.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 janvier 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces fonds s'élevait à 723 millions de dollars (641 millions au 31 octobre 2014; 634 millions au 31 janvier 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement aux fluctuations des taux de change.

#### *Entités de titrisation de tiers*

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 janvier 2015, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités se chiffrait à 3,8 milliards de dollars (2,4 milliards au 31 octobre 2014; 2,7 milliards au 31 janvier 2014). L'augmentation du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires et les fluctuations des taux de change.

#### **Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux**

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 281 milliards de dollars au 31 janvier 2015 (258 milliards au 31 octobre 2014; 244 milliards au 31 janvier 2014). L'augmentation par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement à l'incidence des fluctuations des taux de change et à la croissance des activités au titre des autres engagements. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement ainsi qu'à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

## Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2014
	31 janvier 2015						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres		Risque total (4)	
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)		Dérivés (3)		Risque total (4)	
Prêts hypothécaires résidentiels	221 558 \$	– \$	208 \$	– \$	– \$	221 766 \$	219 454 \$
Prêts aux particuliers	95 994	85 434	175	–	–	181 603	180 140
Prêts sur cartes de crédit	14 922	23 360	–	–	–	38 282	36 613
Prêts aux petites entreprises (5)	4 029	4 811	8	–	–	8 848	8 707
<b>Prêts de détail</b>	<b>336 503 \$</b>	<b>113 605 \$</b>	<b>391 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>450 499 \$</b>	<b>444 914 \$</b>
Prêts aux entreprises (5)							
Exploitations agricoles	5 893 \$	1 044 \$	68 \$	– \$	118 \$	7 123 \$	6 879 \$
Industrie automobile	6 612	5 018	387	–	991	13 008	12 085
Biens de consommation	6 933	7 084	606	–	548	15 171	14 189
Énergie							
Pétrole et gaz	6 901	11 905	1 427	–	909	21 142	18 589
Services publics	5 042	12 389	2 441	–	1 724	21 596	18 118
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 719	11 243	17 884	178 349	31 922	245 117	212 681
Industrie forestière	1 077	485	113	–	37	1 712	1 557
Produits industriels	4 999	5 308	482	–	680	11 469	10 321
Mines et métaux	1 518	3 247	934	–	347	6 046	5 240
Secteur immobilier et secteurs connexes	32 506	8 626	1 776	32	384	43 324	40 185
Technologie et médias	5 351	8 824	621	3	1 647	16 446	14 995
Transport et environnement	5 661	3 719	1 957	–	1 623	12 960	11 568
Autres	30 394	13 976	11 362	3 435	14 638	73 805	65 618
Organismes souverains (5)	5 170	5 420	47 664	31 681	11 450	101 385	91 762
Banques (5)	1 770	935	74 889	110 018	27 941	215 553	192 824
<b>Prêts de gros</b>	<b>125 546 \$</b>	<b>99 223 \$</b>	<b>162 611 \$</b>	<b>323 518 \$</b>	<b>94 959 \$</b>	<b>805 857 \$</b>	<b>716 611 \$</b>
<b>Risque total</b>	<b>462 049 \$</b>	<b>212 828 \$</b>	<b>163 002 \$</b>	<b>323 518 \$</b>	<b>94 959 \$</b>	<b>1 256 356 \$</b>	<b>1 161 525 \$</b>

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, des montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014 pour obtenir la définition de ces termes.

## Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 95 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises.

Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 6 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui a trait principalement à nos activités au Canada et qui s'explique par la croissance continue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 89 milliards de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de l'augmentation des risques liés aux activités de négociation tenant aux mises en pension de titres, laquelle découle de l'accroissement des activités des clients. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, soit un taux inchangé par rapport au trimestre précédent.

**Risque de crédit brut par région (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2014
	31 janvier 2015						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations		Autres	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total	
En cours	Engagements inutilisés						
Canada	393 691 \$	146 388 \$	69 727 \$	64 686 \$	30 148 \$	704 640 \$	674 079 \$
États-Unis	34 330	48 901	26 491	160 325	15 599	285 646	258 167
Europe	17 285	14 532	46 655	65 036	43 462	186 970	163 066
Autres pays	16 743	3 007	20 129	33 471	5 750	79 100	66 213
<b>Risque total</b>	<b>462 049 \$</b>	<b>212 828 \$</b>	<b>163 002 \$</b>	<b>323 518 \$</b>	<b>94 959 \$</b>	<b>1 256 356 \$</b>	<b>1 161 525 \$</b>

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés a augmenté dans toutes les régions par rapport au trimestre précédent; il a augmenté de 5 % au Canada, de 11 % aux États-Unis, de 15 % en Europe et de 20 % dans les autres pays. Ces variations découlent essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de l'accroissement des activités de négociation.

**Risque lié à l'Europe**

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 octobre 2014
	31 janvier 2015							
	Prêts et acceptations		Autres			Mise en pension de titres	Risque total lié à l'Europe	
	En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Dérivés			
<b>Risque brut lié à l'Europe</b>	<b>17 285 \$</b>	<b>14 532 \$</b>	<b>22 685 \$</b>	<b>23 970 \$</b>	<b>65 036 \$</b>	<b>43 462 \$</b>	<b>186 970 \$</b>	<b>163 066 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard de la mise en pension de titres	–	–	–	–	62 876	–	62 876	51 386
Montant additionnel au titre du risque de crédit futur éventuel	–	–	–	–	–	26 230	26 230	22 403
Engagements inutilisés	–	14 532	–	23 970	–	–	38 502	38 079
<b>Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours</b>	<b>17 285 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>22 685 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>2 160 \$</b>	<b>17 232 \$</b>	<b>59 362 \$</b>	<b>51 198 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	–	–	–	–	–	12 263	12 263	8 249
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	–	–	15 128	–	–	–	15 128	15 471
<b>Risque net lié à l'Europe (3)</b>	<b>17 285 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>37 813 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>2 160 \$</b>	<b>4 969 \$</b>	<b>62 227 \$</b>	<b>58 420 \$</b>

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 11,4 milliards de dollars à des entreprises, de 2,5 milliards à des institutions financières et de 0,6 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 5,8 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,4 milliards en Allemagne, de 2,2 milliards en France, de 426 millions en Irlande, de 361 millions en Espagne et de 151 million en Italie, la tranche résiduelle de 3,2 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 74 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 15,1 milliards de dollars (15,5 milliards au 31 octobre 2014), des dépôts de 13,1 milliards (11,9 milliards au 31 octobre 2014) et des titres disponibles à la vente de 9,6 milliards (11 milliards au 31 octobre 2014).

(3) Exclut un risque de 3,6 milliards de dollars (2,8 milliards au 31 octobre 2014) lié aux organismes supranationaux et un risque de néant (0,7 milliard au 31 octobre 2014) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 187 milliards de dollars au 31 janvier 2015. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 59 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des transactions de mise en pension de titres de 63 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 39 milliards ainsi que du montant de 26 milliards lié au risque de crédit futur éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 62 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 12 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 15 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,7 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

**Risque net lié à l'Europe, par pays (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2014
	31 janvier 2015					Total	
	Prêts En cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total		
Royaume-Uni	10 741 \$	11 615 \$	1 540 \$	1 958 \$	25 854 \$	24 033 \$	
Allemagne	1 107	8 050	43	862	10 062	10 172	
France	488	3 373	295	580	4 736	4 284	
<b>Total – R.-U., Allemagne et France</b>	<b>12 336 \$</b>	<b>23 038 \$</b>	<b>1 878 \$</b>	<b>3 400 \$</b>	<b>40 652 \$</b>	<b>38 489 \$</b>	
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	
Irlande	887	107	10	67	1 071	883	
Italie	14	99	–	75	188	150	
Portugal	6	2	–	1	9	9	
Espagne	282	137	2	56	477	476	
<b>Total – pays périphériques (2)</b>	<b>1 189 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>199 \$</b>	<b>1 745 \$</b>	<b>1 518 \$</b>	
Luxembourg	508 \$	1 101 \$	2 \$	69 \$	1 680 \$	1 909 \$	
Pays-Bas	944	3 350	39	761	5 094	4 260	
Norvège	408	2 825	–	125	3 358	3 011	
Suède	39	2 430	91	1	2 561	2 731	
Suisse	628	3 246	103	84	4 061	3 557	
Autres	1 233	1 478	35	330	3 076	2 945	
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>3 760 \$</b>	<b>14 430 \$</b>	<b>270 \$</b>	<b>1 370 \$</b>	<b>19 830 \$</b>	<b>18 413 \$</b>	
<b>Total du risque lié à l'Europe</b>	<b>17 285 \$</b>	<b>37 813 \$</b>	<b>2 160 \$</b>	<b>4 969 \$</b>	<b>62 227 \$</b>	<b>58 420 \$</b>	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 octobre 2014), de 3,0 milliards de dollars pour l'Irlande (2,5 milliards au 31 octobre 2014), de 0,4 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 31 octobre 2014), de néant pour le Portugal (néant au 31 octobre 2014) et de 1,3 milliard pour l'Espagne (0,9 milliard au 31 octobre 2014).

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 4 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du risque lié au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et à la Suisse. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total ayant augmenté de 0,2 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 1,7 milliard au 31 janvier 2015, en grande partie en raison d'une hausse du risque lié à l'Irlande.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de créances d'entités gouvernementales, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts sont principalement liés aux dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Une reprise de provision pour pertes sur créances de 0,1 million de dollars liée à ce portefeuille a été comptabilisée ce trimestre. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,20 %, en hausse par rapport à 0,12 % au dernier trimestre.

**Risque net lié à l'Europe par type de client**

(en millions de dollars canadiens)	Au											31 octobre 2014	
	31 janvier 2015										Total – Europe		
	Royaume-Uni	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques			Autres pays d'Europe
Institutions financières	6 480 \$	7 042 \$	985 \$	14 507 \$	– \$	129 \$	101 \$	1 \$	96 \$	327 \$	10 234 \$	25 068 \$	24 641 \$
Organismes souverains	9 072	798	2 968	12 838	–	24	13	–	23	60	5 203	18 101	17 527
Grandes entreprises	10 302	2 222	783	13 307	–	918	74	8	358	1 358	4 393	19 058	16 252
<b>Total</b>	<b>25 854 \$</b>	<b>10 062 \$</b>	<b>4 736 \$</b>	<b>40 652 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>188 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>477 \$</b>	<b>1 745 \$</b>	<b>19 830 \$</b>	<b>62 227 \$</b>	<b>58 420 \$</b>

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises a augmenté de 3 milliards de dollars, en raison principalement d'augmentations qui touchent le Royaume-Uni et l'Allemagne.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2015					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (3)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique	6 510 \$	56 %	5 195 \$	44 %	11 705 \$	2 066 \$
Québec	13 258	50	13 263	50	26 521	4 165
Ontario	36 189	41	52 199	59	88 388	16 949
Provinces des Prairies	26 509	54	22 750	46	49 259	10 214
Colombie-Britannique et territoires	15 755	38	25 886	62	41 641	9 605
<b>Total – Canada (4)</b>	<b>98 221 \$</b>	<b>45 %</b>	<b>119 293 \$</b>	<b>55 %</b>	<b>217 514 \$</b>	<b>42 999 \$</b>
États-Unis	4	1	629	99	633	371
Autres pays	14	–	3 168	100	3 182	2 896
<b>Total – autres pays</b>	<b>18 \$</b>	<b>– %</b>	<b>3 797 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>3 815 \$</b>	<b>3 267 \$</b>
<b>Total</b>	<b>98 239 \$</b>	<b>44 %</b>	<b>123 090 \$</b>	<b>56 %</b>	<b>221 329 \$</b>	<b>46 266 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2014					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (3)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique	6 411 \$	55 %	5 169 \$	45 %	11 580 \$	2 068 \$
Québec	13 006	50	13 248	50	26 254	4 163
Ontario	35 354	40	51 974	60	87 328	17 104
Provinces des Prairies	25 813	53	22 826	47	48 639	10 310
Colombie-Britannique et territoires	15 585	38	25 887	62	41 472	9 768
<b>Total – Canada (4)</b>	<b>96 169 \$</b>	<b>45 %</b>	<b>119 104 \$</b>	<b>55 %</b>	<b>215 273 \$</b>	<b>43 413 \$</b>
États-Unis	4	1	535	99	539	332
Autres pays	13	–	3 081	100	3 094	2 691
<b>Total – autres pays</b>	<b>17 \$</b>	<b>– %</b>	<b>3 616 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>3 633 \$</b>	<b>3 023 \$</b>
<b>Total</b>	<b>96 186 \$</b>	<b>44 %</b>	<b>122 720 \$</b>	<b>56 %</b>	<b>218 906 \$</b>	<b>46 436 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 229 millions de dollars (351 millions au 31 octobre 2014).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (4) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 218 milliards de dollars (215 milliards au 31 octobre 2014) comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 194 milliards (192 milliards au 31 octobre 2014) et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards (5 milliards au 31 octobre 2014), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 31 octobre 2014) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards (18 milliards au 31 octobre 2014) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2015, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 31 octobre 2014) de ce portefeuille. Environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 31 octobre 2014) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de 8 % (8 % au 31 octobre 2014) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

**Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement**

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

	Au					
	31 janvier 2015			31 octobre 2014		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
<b>Période d'amortissement</b>						
25 ans ou moins	72 %	93 %	73 %	71 %	91 %	72 %
Plus de 25 à 30 ans	23	7	22	23	9	22
Plus de 30 à 35 ans	4	–	4	5	–	5
Plus de 35 ans	1	–	1	1	–	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

**Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio**

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2015		le 31 octobre 2014	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
<b>Secteur géographique (3)</b>				
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	74 %	75 %
Québec	72	73	70	73
Ontario	71	70	71	71
Provinces des Prairies	73	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	69	67	70	68
États-Unis	71	n.s.	71	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour l'exercice (4), (5)</b>	<b>71 %</b>	<b>70 %</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens</b>	<b>56 %</b>	<b>55 %</b>	<b>55 %</b>	<b>55 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2014 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 55 % au 31 janvier 2015 (55 % au 31 octobre 2014). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

## Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	252 \$	314 \$	274 \$
Gestion de patrimoine	13	–	19
Marchés des Capitaux	5	32	(2)
Services de soutien généraux et autres (1)	–	(1)	1
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>270 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>292 \$</b>
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	8 \$	10 \$	8 \$
Prêts aux particuliers	96	94	117
Prêts sur cartes de crédit	92	85	83
Prêts aux petites entreprises	9	11	14
Prêts de détail	205	200	222
Prêts de gros	28	35	34
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	233	235	256
États-Unis (2)			
Prêts de détail	– \$	1 \$	– \$
Prêts de gros	7	33	1
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	7	34	1
Autres pays (2)			
Prêts de détail	4 \$	61 \$	29 \$
Prêts de gros	26	15	6
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	30	76	35
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>270 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>292 \$</b>
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)			
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,24 %	0,31 %	0,27 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28	0,35	0,31
Services bancaires canadiens	0,26	0,27	0,30
Services bancaires dans les Antilles	0,93	4,18	0,89
Gestion de patrimoine	0,29	–	0,52
Marchés des Capitaux	0,03	0,19	(0,01)

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

## Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 24 points de base, en baisse de 3 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 22 millions de dollars, ou 8 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 28 points de base, en baisse de 3 points de base. Ces résultats reflètent principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens, laquelle tient à la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles est demeurée relativement inchangée par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a diminué de 6 millions de dollars. Les résultats du trimestre considéré tenaient compte de dotations à l'égard de deux comptes qui ont principalement trait aux activités du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis et International. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de dotations à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 5 millions de dollars, en hausse de 7 millions, en raison principalement d'une dotation comptabilisée ce trimestre à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Services publics.

## Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 75 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 24 points de base, en baisse de 7 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 62 millions de dollars, ou 20 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 28 points de base, en baisse de 7 points de base, ce qui s'explique par le fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte de l'accroissement de 50 millions

des dotations liées à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels douteux dans les Antilles. La diminution est également attribuable à la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 13 millions de dollars, en raison essentiellement des dotations à l'égard de deux comptes dont il est fait mention ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des capitaux s'est établie à 5 millions de dollars, en baisse de 27 millions. Les résultats des deux trimestres tenaient compte d'une dotation à l'égard d'un seul compte ayant trait au secteur Services publics.

### Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 949 \$	1 913 \$	1 891 \$
Gestion de patrimoine	104	11	76
Marchés des Capitaux	77	50	139
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	3
Services de soutien généraux et autres	1	1	2
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 133 \$</b>	<b>1 977 \$</b>	<b>2 111 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	652 \$	659 \$	794 \$
Prêts de gros	471	487	446
Montant brut des prêts douteux	1 123	1 146	1 240
États-Unis (1)			
Prêts de détail	12 \$	13 \$	15 \$
Prêts de gros	36	18	86
Montant brut des prêts douteux	48	31	101
Autres pays (1)			
Prêts de détail	395 \$	353 \$	377 \$
Prêts de gros	567	447	393
Montant brut des prêts douteux	962	800	770
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>2 133 \$</b>	<b>1 977 \$</b>	<b>2 111 \$</b>
Prêts douteux, solde d'ouverture	1 977 \$	1 999 \$	2 201 \$
Désignés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	407	326	337
Remboursements nets (2)	(32)	(45)	(136)
Montants radiés	(315)	(337)	(319)
Autres (2), (3)	96	34	28
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 133 \$	1 977 \$	2 111 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (4)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,46 %	0,44 %	0,49 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,54	0,53	0,54
Services bancaires canadiens	0,31	0,32	0,35
Services bancaires dans les Antilles	10,75	10,87	9,42
Gestion de patrimoine	0,58	0,07	0,52
Marchés des Capitaux	0,10	0,07	0,23

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts remboursés, aux prêts vendus et aux prêts échangés de même qu'aux autres variations ne peuvent être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux prêts échangés et aux autres variations, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts remboursés et aux prêts vendus ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tiens compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus, des prêts échangés et des autres variations.

(4) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 22 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 46 points de base, en baisse de 3 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 58 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises dans nos portefeuilles dans les Antilles et au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 54 points de base, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 28 millions de dollars, en raison essentiellement des prêts classés à titre de prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 62 millions de dollars, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias et Produits de financement, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux lié au secteur Services publics.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 156 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 46 points de base, en hausse de 2 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 36 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises dans nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux s'est établi à 54 points de base, en hausse de 1 point de base par rapport au dernier trimestre.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 93 millions de dollars, en raison essentiellement des prêts nouvellement classés à titre de prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 27 millions de dollars, ou 54 %, en raison en grande partie d'un prêt nouvellement classé à titre de prêt douteux ayant trait au secteur Services publics.

**Provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Provision pour prêts douteux</b>			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	623 \$	602 \$	517 \$
Gestion de patrimoine	25	10	73
Marchés des Capitaux	29	18	27
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>679</b>	<b>632</b>	<b>619</b>
<b>Canada (1)</b>			
Prêts de détail	149 \$	143 \$	174 \$
Prêts de gros	149	160	157
Provision pour prêts douteux	298	303	331
<b>États-Unis (1)</b>			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	2 \$
Prêts de gros	28	16	23
Provision pour prêts douteux	29	17	25
<b>Autres pays (1)</b>			
Prêts de détail	185 \$	172 \$	168 \$
Prêts de gros	167	140	95
Provision pour prêts douteux	352	312	263
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>679</b>	<b>632</b>	<b>619</b>
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 469	1 453	1 451
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 148 \$</b>	<b>2 085 \$</b>	<b>2 070 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 78 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 63 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles et de la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

**Risque de marché**

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur la situation financière de l'entreprise, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites.

Les mesures de la situation financière touchées par le risque de marché et les façons dont le risque de marché se manifeste sont les suivantes :

- Les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus, qui comprennent :
  - les variations de la juste valeur des instruments classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
  - la perte de valeur des titres disponibles à la vente;
  - l'inefficacité de la couverture.
- Les capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprennent :
  - tous les éléments ci-dessus; plus
  - les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente relativement auxquels les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global;
  - les variations de la valeur en dollars canadiens des placements dans des filiales étrangères, déduction faite des couvertures, découlant de la conversion des devises;
  - les réévaluations des régimes de retraite à prestations définies du personnel.

3. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, qui comprend :
  - a) tous les éléments ci-dessus; plus
  - b) les variations de l'actif pondéré en fonction des risques découlant des variations des risques de marché liés aux activités de négociation;
  - c) les variations de la valeur en dollars canadiens de l'actif pondéré en fonction des risques découlant de la conversion des devises.
4. La valeur économique de la banque, qui comprend :
  - a) tous les éléments des points 1 et 2 ci-dessus; plus
  - b) les variations de la juste valeur des autres positions liées aux activités autres que de négociation dont la juste valeur est fonction des risques de marché.

#### Contrôles du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il fait partie du cadre de gestion lié au goût du risque de l'entreprise, le Conseil d'administration approuve les restrictions globales liées au risque de marché de RBC. La Gestion des risques du Groupe crée et gère la structure de contrôle des positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, qui permet de s'assurer que la conduite de nos activités est conforme aux exigences du Conseil. La fonction Gestion des risques de marché et de crédit commercial, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, est responsable de la création et de la gestion des contrôles et des procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques pris cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en période de tensions pour lesquelles une analyse est présentée ci-dessous.

**Valeur à risque (VAR)** – La VAR est une mesure statistique utilisée pour estimer la perte potentielle qui pourrait découler d'un portefeuille financier, selon un niveau de confiance précis et une période de détention déterminée. Nous évaluons la VAR en fonction du 99<sup>e</sup> centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation liés au crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine.

**VAR en période de tensions** – La VAR en période de tensions est calculée de la même manière que la VAR, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles.

Les calculs relatifs à ces mesures sont effectués en ce qui a trait à toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions liées à nos activités d'assurance.

#### Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

##### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-dessous présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015				31 octobre 2014		31 janvier 2014	
	Au 31 janvier	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 octobre	Pour le trimestre clos à cette date		Au 31 janvier
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne	Moyenne	
Actions	15 \$	9 \$	15 \$	7 \$	9 \$	11 \$	11 \$	8 \$
Change	5	4	5	3	3	2	3	4
Marchandises	4	4	5	3	2	3	2	4
Taux d'intérêt	30	27	32	24	24	21	30	32
Risque spécifique de crédit (1)	7	8	9	7	8	8	11	10
Effet de diversification (2)	(22)	(19)	(25)	(15)	(18)	(19)	(23)	(24)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>39 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>34 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>157 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>157 \$</b>	<b>83 \$</b>	<b>83 \$</b>	<b>78 \$</b>	<b>108 \$</b>	<b>103 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 33 millions de dollars, en baisse de 1 million par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient principalement à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, qui ne tient plus compte de la volatilité des marchés au printemps 2012 découlant des craintes liées à l'endettement d'États souverains en Europe. La diminution a été en grande partie neutralisée par l'augmentation de notre risque de crédit tenant à la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement des dérivés hors cote non garantis (ajustements de l'évaluation liés au financement) à la fin du quatrième trimestre de 2014, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 107 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement et par l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'adoption des dispositions d'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), selon lesquelles les variations de la juste valeur des passifs non dérivés attribuables aux variations de notre risque de crédit ne sont plus comptabilisées dans les revenus et sont, par conséquent, exclues de notre modèle de la VAR à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014.

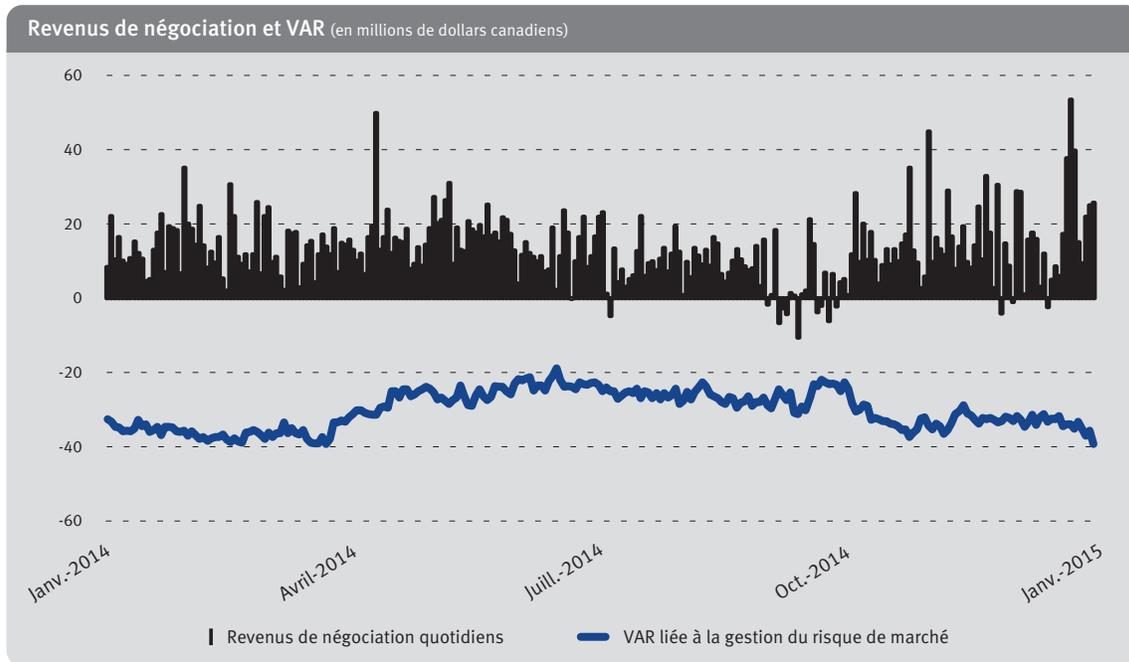
La VAR en période de tensions s'est établie à 157 millions de dollars au 31 janvier 2015, résultat qui tient à certaines positions liées aux activités de négociation dont les prix ont été particulièrement volatils au cours de la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises.

#### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 33 millions de dollars, en hausse de 7 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés au financement à la fin du quatrième trimestre de 2014 dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que l'incidence de la conversion des devises.

La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 29 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la prise en compte d'ajustements de l'évaluation liés aux coûts de financement dont il est fait mention ci-dessus, de la hausse des stocks de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence ce trimestre, de l'augmentation du risque lié aux actions et de l'incidence de la conversion des devises.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 8 millions de dollars, aucune des pertes n'ayant excédé la VAR; au quatrième trimestre de 2014, nous avons connu 10 séances marquées par des pertes totalisant 46 millions.



#### Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2015, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 9,4 milliards de dollars et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 7,5 milliards à l'appui des passifs.

#### Contrôle du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel<sup>(1)</sup>

La non-concordance de l'actif et du passif relativement aux positions qui ne sont pas évaluées à la valeur de marché constitue le risque de taux d'intérêt structurel. Ce risque est assujéti à des limites et contrôles distincts. Le Conseil d'administration approuve le goût du risque global lié au risque de taux d'intérêt structurel, et le Comité actif-passif, de même que la Gestion des risques du Groupe, assure la surveillance de ce risque au moyen de politiques, de limites et de normes en matière d'exploitation. En outre, les rapports concernant le risque de taux d'intérêt sont revus régulièrement par la Gestion des risques du Groupe, par le Comité actif-passif, par le Comité de la politique de prêt, par le Comité de gestion des risques du Conseil, ainsi que par le Conseil d'administration.

#### Mesure du risque lié au taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel tient compte de l'incidence des variations des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt sur une période de un an et de l'incidence immédiate de ces variations sur la valeur économique des capitaux propres. Ces mesures sont évaluées sur une base hebdomadaire et sont assujétiées à des limites et contrôles établis par le Comité actif-passif et par la Gestion des risques du Groupe.

Nous complétons notre évaluation en mesurant le risque de taux d'intérêt en fonction de divers scénarios de marché dynamiques et statiques. Les scénarios dynamiques simulent notre revenu d'intérêt en réponse à diverses combinaisons de facteurs commerciaux et de facteurs de marché. Les facteurs commerciaux comprennent des hypothèses concernant des stratégies futures d'établissement des prix ainsi que le volume et la composition des nouvelles affaires, tandis que les facteurs de marché comprennent des fluctuations présumées des taux d'intérêt ainsi que des variations dans la forme des courbes de rendement. Les scénarios statiques complètent les scénarios dynamiques et sont aussi utilisés pour évaluer les risques liés à la valeur des capitaux propres et au revenu net d'intérêt.

(1) Les positions liées au risque de taux d'intérêt structurel comprennent l'incidence des dérivés dans le cadre des relations de couverture comptable et les titres disponibles à la vente utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt.

Dans le cadre de notre processus de surveillance, nous évaluons l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt en fonction de la valeur et du bénéfice, et les hypothèses qui sous-tendent les modèles sont corroborées par le comportement réel des clients.

### Évaluations du risque de marché – Positions liées au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du premier trimestre de 2015, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015						31 octobre 2014		31 janvier 2014	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(869)\$	(3)\$	(872)\$	419 \$	13 \$	432 \$	(916)\$	414 \$	(483)\$	467 \$
diminution des taux de 100 p.b.	662	(6)	656	(327)	(3)	(330)	754	(348)	406	(318)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

### Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

#### Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 46 milliards de dollars au 31 janvier 2015, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 31 janvier 2015, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représente une perte avant impôt de 9 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous expose également au risque lié à l'écart de taux, lequel représente une perte avant impôt de 14 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,8 milliard de dollars au 31 janvier 2015, en hausse par rapport à 1,7 milliard au trimestre précédent.

#### Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 3,4 milliards de dollars au 31 janvier 2015, en hausse par rapport à 2,0 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 2,9 milliards au 31 janvier 2015, en hausse par rapport à 837 millions au dernier trimestre. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 4 millions de dollars au 31 janvier 2015.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

#### Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de ces devises. Notre exposition la plus importante touche le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants auxquels nous sommes exposés sont liés à la livre sterling et à l'euro et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces devises à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfice libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres devises, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques liés aux opérations libellées en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à d'autres devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2014.

**Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan**

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	20 027 \$	12 171 \$	7 856 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	3 866	431	3 435	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	181 125	173 612	7 513	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	49 598	–	49 598	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	163 573	163 384	189	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	336 503	16 846	319 657	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	113 764	480	113 284	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 057)	–	(2 057)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	719	–	719	Taux d'intérêt
Dérivés	150 564	143 004	7 560	Taux d'intérêt, écart de taux
Autres actifs (11)	61 280	24 262	37 018	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>7 733</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 086 695 \$</b>	<b>534 190 \$</b>	<b>544 772 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	654 707 \$	147 441 \$	507 266 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts (14)	719	–	719	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	59 485	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	81 301	81 141	160	Taux d'intérêt
Dérivés	152 869	147 983	4 886	Taux d'intérêt, écart de taux
Autres passifs (16)	61 201	20 831	40 370	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	7 889	–	7 889	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (17)</b>	<b>11 103</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 029 274 \$</b>	<b>456 881 \$</b>	<b>561 290 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>57 421 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 086 695 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 664 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 192 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 3 435 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 513 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 46 214 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 384 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 189 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 319 658 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 112 075 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 209 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 34 372 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 646 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 7 733 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 507 266 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 160 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 10 119 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 30 251 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 103 millions de dollars.

Au 31 octobre 2014

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	17 421 \$	10 840 \$	6 581 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	8 399	5 642	2 757	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	151 380	144 607	6 773	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	47 768	–	47 768	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)				
	135 580	135 444	136	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	334 269	16 614	317 655	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	102 954	427	102 527	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 994)	–	(1 994)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	675	–	675	Taux d'intérêt
Dérivés	87 402	83 981	3 421	Taux d'intérêt, écart de taux
Autres actifs (11)	49 878	14 098	35 780	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>6 818</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>940 550 \$</b>	<b>411 653 \$</b>	<b>522 079 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	614 100 \$	116 348 \$	497 752 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts (14)	675	–	675	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 345	50 345	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	64 331	64 210	121	Taux d'intérêt
Dérivés	88 982	87 145	1 837	Taux d'intérêt, écart de taux
Autres passifs (16)	51 190	14 756	36 434	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	7 859	–	7 859	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (17)</b>	<b>8 565</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>886 047 \$</b>	<b>332 804 \$</b>	<b>544 678 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>54 503 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>940 550 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 5 494 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 087 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 2 757 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 761 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 44 403 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 365 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 136 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 317 658 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 101 364 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 163 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 33 309 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 471 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 818 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 497 747 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 5 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 121 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 9 324 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 27 110 millions utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 8 565 millions de dollars.

## Risque de liquidité et de financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2014. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre de réformes réglementaires dont l'application est prospective. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent largement dans les limites de notre goût du risque.

## Contexte réglementaire

En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité. La ligne directrice sur les normes de liquidité convertit les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB, y compris les paramètres d'évaluation des liquidités relatives au ratio de couverture des liquidités et au ratio de capitalisation stable net ainsi que les outils de surveillance, en ligne directrice du BSIF, en plus d'officialiser

l'utilisation des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF en tant qu'outil de supervision. La ligne directrice sur les normes de liquidité précise que, à la différence de la période d'application progressive prescrite par le CBCB relativement au ratio de couverture des liquidités, qui prévoit une couverture minimale de 60 % à compter de 2015, les institutions canadiennes devront se conformer à l'exigence minimale de 100 % liée au ratio de couverture des liquidités à la date de mise en application, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Conformément à ces exigences, nous établissons tous les mois un rapport sur les flux de trésorerie nets cumulatifs pour le BSIF et nous soumettons au BSIF des résultats mensuels concernant le ratio de couverture des liquidités et des résultats trimestriels concernant le ratio de capitalisation stable net. Nous soumettons également deux fois par année au BSIF et au CBCB des rapports sur les études d'impact quantitatives concernant le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net.

En juillet 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice intitulée « Divulgence publique du ratio de liquidité à court terme des banques d'importance systémique intérieure ». On s'attend à ce que les banques d'importance systémique intérieure se conforment aux normes d'information relatives au ratio de couverture des liquidités du CBCB à compter du premier trimestre complet de l'année civile 2015. En ce qui nous concerne, les exigences de divulgation entreront en vigueur au deuxième trimestre de 2015.

En août 2014, le ministère des Finances du gouvernement du Canada a publié son document de consultation sur la recapitalisation interne intitulé « Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques ». Des régimes de recapitalisation interne sont actuellement mis en place dans divers pays par suite de la crise financière de 2008, afin de limiter le risque que les contribuables soient exposés aux pertes potentielles que pourrait subir une institution en sérieuse difficulté et de s'assurer que les actionnaires et les créanciers de l'institution continuent d'assumer la responsabilité de telles pertes. Le régime proposé s'applique seulement aux banques d'importance systémique intérieure. Il met l'accent sur une série de passifs et exclut les dépôts.

En octobre 2014, le CBCB a publié la norme définitive concernant le ratio de capitalisation stable net, et les banques sont tenues de se conformer à la norme minimale d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En décembre 2014, il a publié un document de consultation sur les normes de présentation du ratio de capitalisation stable net, et les commentaires concernant ce document de consultation devraient être présentés en mars 2015.

### Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations significatives et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2014.

### Profil de risque

Au 31 janvier 2015, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 404 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (394 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2014). Le financement de gros à plus court terme sert principalement à financer les actifs très liquides de nos portefeuilles d'activités et de trésorerie, ainsi qu'à fournir du crédit-relais aux fins de l'émission de titres d'emprunt à plus long terme et des exigences liées à la gestion quotidienne de la trésorerie. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 97 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 154 milliards, qui représentaient 12 % et 19 % du total du financement au 31 janvier 2015, respectivement (74 milliards et 126 milliards, ou 10 % et 17 % du total du financement, respectivement, au 31 octobre 2014). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et les actifs liquides en cas d'urgence désignés au sein de la fonction Trésorerie. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 31 janvier 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 13 milliards de dollars, soit 8 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 octobre 2014). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 octobre 2014). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 31 janvier 2015 (4 milliards de dollars US au 31 octobre 2014); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015 (3 milliards de dollars US au 31 octobre 2014).

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de nos réserves de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau des réserves de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex. certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides.

Au 31 janvier 2015, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 62 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour

assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisqu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

**Réserve de liquidités** (1)

	Au 31 janvier 2015				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	15 810 \$	– \$	15 810 \$	1 232 \$	14 578 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 823	–	3 823	466	3 357
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	259 236	20 862	280 098	139 408	140 690
Autres (2)	140 288	30 005	170 293	77 021	93 272
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	65	–	65	–	65
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	8 937	–	8 937	–	8 937
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	124 767	–	124 767	–	124 767
Autres actifs liquides (7)	20 465	–	20 465	20 465	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>573 391 \$</b>	<b>50 867 \$</b>	<b>624 258 \$</b>	<b>238 592 \$</b>	<b>385 666 \$</b>

	Au 31 octobre 2014				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	18 656 \$	– \$	18 656 \$	1 054 \$	17 602 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 855	–	3 855	333	3 522
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	204 409	16 626	221 035	104 335	116 700
Autres (2)	112 878	21 346	134 224	59 345	74 879
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	62	–	62	–	62
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	8 372	–	8 372	–	8 372
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	125 627	–	125 627	–	125 627
Autres actifs liquides (7)	11 887	–	11 887	11 887	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>485 746 \$</b>	<b>37 972 \$</b>	<b>523 718 \$</b>	<b>176 954 \$</b>	<b>346 764 \$</b>

	Au	
	31 janvier 2015	31 octobre 2014
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	228 364 \$	221 007 \$
Succursales à l'étranger	56 086	47 570
Filiales	101 216	78 187
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>385 666 \$</b>	<b>346 764 \$</b>

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex. la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Le total des actifs liquides a augmenté de 101 milliards de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de l'accroissement de nos activités de négociation et de nos activités liées aux services de trésorerie, de l'incidence de la conversion des devises, ainsi que du passage des clients à des types de garanties plus liquides dans le cadre des conventions de revente et des transactions de financement contre sûretés.

**Charges grevant les actifs (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 janvier 2015					31 octobre 2014				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	364 \$	1 231 \$	18 102 \$	330 \$	20 027 \$	243 \$	1 054 \$	15 839 \$	285 \$	17 421 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	102	–	3 764	–	3 866	90	–	8 309	–	8 399
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	76 389	–	103 324	1 412	181 125	64 467	–	85 698	1 215	151 380
Titres disponibles à la vente	7 542	66	39 629	2 361	49 598	7 781	57	37 802	2 128	47 768
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	149 773	–	82 889	5 863	238 525	111 056	–	68 044	8 432	187 532
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	40 397	–	31 994	–	72 391	37 441	–	29 042	–	66 483
Prêts hypothécaires	25 864	–	–	123 303	149 167	26 589	–	–	126 185	152 774
Prêts autres qu'hypothécaires	9 657	–	96 002	9 286	114 945	8 915	–	97 223	8 874	115 012
Prêts de gros	–	–	37 702	76 062	113 764	–	–	36 777	66 177	102 954
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 057)	(2 057)	–	–	–	(1 994)	(1 994)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	719	719	–	–	–	675	675
Autres – Dérivés	–	–	–	150 564	150 564	–	–	–	87 402	87 402
– Autres (6)	20 465	–	–	48 548	69 013	11 887	–	–	44 809	56 696
<b>Total de l'actif</b>	<b>330 553 \$</b>	<b>1 297 \$</b>	<b>413 406 \$</b>	<b>416 391 \$</b>	<b>1 161 647 \$</b>	<b>268 469 \$</b>	<b>1 111 \$</b>	<b>378 734 \$</b>	<b>344 188 \$</b>	<b>992 502 \$</b>

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.
- (6) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités d'emprunt auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient insuffisantes et ne nous permettraient pas de monétiser nos actifs disponibles à titre de garantie pour satisfaire à nos besoins (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre et la Banque de France).

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

### Profil des dépôts

Les dépôts de base tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts sur préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, et ils représentaient 67 % du total de nos dépôts au 31 janvier 2015 (69 % au 31 octobre 2014). Au cours du dernier trimestre, la croissance des dépôts de base de 2 % était attribuable aux dépôts basés sur les relations et des profits ont été enregistrés en raison de l'incidence de la conversion des devises. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur les échéances du financement de gros, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

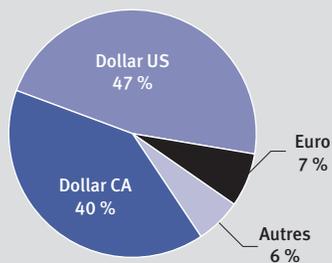
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons un certain nombre de programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

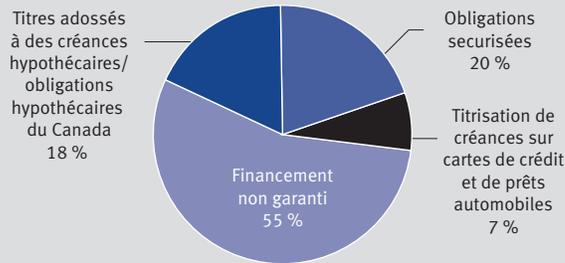
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US</li> <li>• Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>• Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros</li> <li>• Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme par monnaie d'émission  
(134 milliards de dollars au 31 janvier 2015)



Composition du financement de la dette à long terme par produit  
(134 milliards de dollars au 31 janvier 2015)



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 453 \$	90 \$	26 \$	63 \$	4 632 \$	– \$	– \$	4 632 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 838	8 976	13 371	12 091	39 276	5 715	–	44 991
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	385	1 777	3 522	4 451	10 135	–	–	10 135
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	444	3 276	2 875	8 625	15 220	18 445	35 183	68 848
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	140	373	952	1 045	2 510	550	5 568	8 628
Titrisation de prêts hypothécaires	24	905	957	1 827	3 713	3 408	16 462	23 583
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	9	2 372	1 900	2 218	6 499	6 337	19 402	32 238
Passifs subordonnés	–	–	1 500	1 500	3 000	–	4 705	7 705
Autres <sup>(7)</sup>	3 793	506	154	2 152	6 605	51	4 364	11 020
<b>Total</b>	<b>14 086 \$</b>	<b>18 275 \$</b>	<b>25 257 \$</b>	<b>33 972 \$</b>	<b>91 590 \$</b>	<b>34 506 \$</b>	<b>85 684 \$</b>	<b>211 780 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	3 836 \$	5 053 \$	6 380 \$	8 496 \$	23 765 \$	9 745 \$	35 864 \$	69 374 \$
– Financement non garanti	10 250	13 222	18 877	25 476	67 825	24 761	49 820	142 406

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	3 034 \$	277 \$	11 \$	19 \$	3 341 \$	– \$	– \$	3 341 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	859	4 411	10 880	12 873	29 023	2 746	–	31 769
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	518	1 320	1 835	4 114	7 787	–	–	7 787
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	592	4 573	3 341	3 970	12 476	16 809	38 254	67 539
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	336	578	458	1 058	2 430	597	4 729	7 756
Titrisation de prêts hypothécaires	58	699	950	1 435	3 142	3 751	16 395	23 288
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	761	22	2 391	2 635	5 809	6 934	20 246	32 989
Passifs subordonnés	200	–	–	1 500	1 700	1 500	4 632	7 832
Autres <sup>(7)</sup>	3 203	51	596	1 111	4 961	42	3 963	8 966
<b>Total</b>	<b>9 561 \$</b>	<b>11 931 \$</b>	<b>20 462 \$</b>	<b>28 715 \$</b>	<b>70 669 \$</b>	<b>32 379 \$</b>	<b>88 219 \$</b>	<b>191 267 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	4 455 \$	2 041 \$	5 176 \$	8 184 \$	19 856 \$	10 685 \$	36 641 \$	67 182 \$
– Financement non garanti	5 106	9 890	15 286	20 531	50 813	21 694	51 578	124 085

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 3 419 millions de dollars (3 118 millions au 31 octobre 2014), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 528 millions (2 215 millions au 31 octobre 2014) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 073 millions (3 633 millions au 31 octobre 2014).

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

## Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2015									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	20 003 \$	146 \$	14 \$	– \$	265 \$	– \$	– \$	– \$	3 465 \$	23 893 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	115 175	29	43	42	42	210	536	5 957	59 091	181 125
Titres disponibles à la vente	3 660	4 059	496	691	1 304	3 397	19 163	14 922	1 906	49 598
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	73 652	33 272	25 166	6 865	12 517	4 575	–	–	7 526	163 573
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	20 108	10 033	11 760	15 127	18 363	72 687	181 610	31 398	87 124	448 210
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 390	2 138	181	9	41	17	6	–	–	11 782
Dérivés	13 564	13 786	6 361	4 768	7 246	13 476	31 266	60 088	9	150 564
Autres actifs financiers	27 749	680	491	196	201	286	339	926	964	31 832
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>283 301 \$</b>	<b>64 143 \$</b>	<b>44 512 \$</b>	<b>27 698 \$</b>	<b>39 979 \$</b>	<b>94 648 \$</b>	<b>232 920 \$</b>	<b>113 291 \$</b>	<b>160 085 \$</b>	<b>1 060 577 \$</b>
Autres actifs non financiers	2 626	968	593	404	1 058	620	1 419	2 606	15 824	26 118
<b>Total de l'actif</b>	<b>285 927 \$</b>	<b>65 111 \$</b>	<b>45 105 \$</b>	<b>28 102 \$</b>	<b>41 037 \$</b>	<b>95 268 \$</b>	<b>234 339 \$</b>	<b>115 897 \$</b>	<b>175 909 \$</b>	<b>1 086 695 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	44 384 \$	25 937 \$	25 858 \$	21 326 \$	31 256 \$	41 963 \$	46 291 \$	11 013 \$	317 412 \$	565 440 \$
Emprunts garantis	450	2 975	6 849	6 043	4 045	10 665	20 252	10 342	–	61 621
Obligations sécurisées	–	2 763	–	–	1 907	3 470	15 664	3 842	–	27 646
Autres										
Acceptations	9 390	2 138	181	9	41	17	6	–	–	11 782
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	–	–	–	–	–	–	–	–	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	70 963	3 425	1 181	585	456	–	–	–	4 691	81 301
Dérivés	12 575	13 394	7 447	4 575	8 551	15 312	33 993	57 018	4	152 869
Autres passifs financiers	29 244	806	296	276	394	258	666	4 585	398	36 923
Déventures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	7 889	–	7 889
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>226 491 \$</b>	<b>51 438 \$</b>	<b>41 812 \$</b>	<b>32 814 \$</b>	<b>46 650 \$</b>	<b>71 685 \$</b>	<b>116 872 \$</b>	<b>94 689 \$</b>	<b>322 505 \$</b>	<b>1 004 956 \$</b>
Autres passifs non financiers	2 668	367	255	66	1 345	878	2 180	8 799	7 760	24 318
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	57 421	57 421
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>229 159 \$</b>	<b>51 805 \$</b>	<b>42 067 \$</b>	<b>32 880 \$</b>	<b>47 995 \$</b>	<b>72 563 \$</b>	<b>119 052 \$</b>	<b>103 488 \$</b>	<b>387 686 \$</b>	<b>1 086 695 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	1 049 \$	1 552 \$	3 514 \$	1 659 \$	3 399 \$	5 061 \$	2 997 \$	234 \$	67 \$	19 532 \$
Engagements en vertu de baux	59	119	175	172	171	634	1 226	1 329	–	3 885
Engagements de crédit	3 540	6 609	6 481	8 368	7 653	23 839	120 861	11 593	2 464	191 408
Autres engagements	213	494	817	763	2 410	464	633	295	63 962	70 051
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>4 861 \$</b>	<b>8 774 \$</b>	<b>10 987 \$</b>	<b>10 962 \$</b>	<b>13 633 \$</b>	<b>29 998 \$</b>	<b>125 717 \$</b>	<b>13 451 \$</b>	<b>66 493 \$</b>	<b>284 876 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2014									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	22 871 \$	218 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 731 \$	25 820 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	94 025	13	65	55	48	229	558	5 236	51 151	151 380
Titres disponibles à la vente	4 450	3 739	2 528	433	1 113	3 417	18 307	11 959	1 822	47 768
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	54 860	24 728	28 241	8 261	10 361	2 142	–	–	6 987	135 580
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	19 260	10 776	7 490	14 961	16 081	73 788	176 063	29 787	87 023	435 229
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations (2)	8 812	2 498	88	49	9	–	6	–	–	11 462
Dérivés	4 145	7 275	3 483	2 673	1 909	8 507	21 331	38 071	8	87 402
Autres actifs financiers	18 729	672	585	169	106	245	281	828	828	22 443
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>227 152 \$</b>	<b>49 919 \$</b>	<b>42 480 \$</b>	<b>26 601 \$</b>	<b>29 627 \$</b>	<b>88 328 \$</b>	<b>216 546 \$</b>	<b>85 881 \$</b>	<b>150 550 \$</b>	<b>917 084 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 847	779	679	409	52	589	1 637	2 302	15 172	23 466
<b>Total de l'actif</b>	<b>228 999 \$</b>	<b>50 698 \$</b>	<b>43 159 \$</b>	<b>27 010 \$</b>	<b>29 679 \$</b>	<b>88 917 \$</b>	<b>218 183 \$</b>	<b>88 183 \$</b>	<b>165 722 \$</b>	<b>940 550 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	31 190 \$	22 626 \$	27 372 \$	18 602 \$	21 581 \$	39 693 \$	49 523 \$	9 727 \$	310 045 \$	530 359 \$
Emprunts garantis	561	2 715	2 950	5 331	4 786	9 753	21 099	10 135	–	57 330
Obligations sécurisées	748	–	2 558	–	–	4 908	14 556	3 641	–	26 411
Autres										
Acceptations (2)	8 812	2 498	88	49	9	–	6	–	–	11 462
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 345	–	–	–	–	–	–	–	–	50 345
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	58 208	1 252	1 306	1 051	574	–	–	–	1 940	64 331
Dérivés	3 745	6 997	3 845	3 351	2 042	10 345	22 295	36 359	3	88 982
Autres passifs financiers	18 094	1 121	492	170	298	309	530	4 033	357	25 404
Débiteures subordonnées	200	–	–	–	–	–	–	7 659	–	7 859
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>171 903 \$</b>	<b>37 209 \$</b>	<b>38 611 \$</b>	<b>28 554 \$</b>	<b>29 290 \$</b>	<b>65 008 \$</b>	<b>108 009 \$</b>	<b>71 554 \$</b>	<b>312 345 \$</b>	<b>862 483 \$</b>
Autres passifs non financiers	1 454	2 970	674	57	78	917	2 456	7 956	7 002	23 564
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	54 503	54 503
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>173 357 \$</b>	<b>40 179 \$</b>	<b>39 285 \$</b>	<b>28 611 \$</b>	<b>29 368 \$</b>	<b>65 925 \$</b>	<b>110 465 \$</b>	<b>79 510 \$</b>	<b>373 850 \$</b>	<b>940 550 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	646 \$	2 391 \$	2 289 \$	1 982 \$	2 970 \$	1 325 \$	5 292 \$	254 \$	59 \$	17 208 \$
Engagements en vertu de baux	58	114	167	165	161	634	1 220	1 291	–	3 810
Engagements de crédit	1 660	6 352	7 329	6 806	8 513	19 768	108 250	11 539	2 299	172 516
Autres engagements	127	420	575	879	2 578	289	984	263	62 319	68 434
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>2 491 \$</b>	<b>9 277 \$</b>	<b>10 360 \$</b>	<b>9 832 \$</b>	<b>14 222 \$</b>	<b>22 016 \$</b>	<b>115 746 \$</b>	<b>13 347 \$</b>	<b>64 677 \$</b>	<b>261 968 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 23 janvier 2015, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes.

Le tableau suivant présente nos principales notations<sup>(1)</sup> et perspectives au 24 février 2015 :

### Notations

	Au 24 février 2015		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2015			31 octobre 2014		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	661 \$	144 \$	972 \$	518 \$	143 \$	790 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges <sup>(1)</sup>	402	38	–	396	62	–

(1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

### Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2014. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment à l'heure actuelle aux ratios cibles « tout compris » (ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres – exigences du CBCB ayant prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019) en ce qui concerne les ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total. Les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sont appliquées graduellement sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays. Conformément aux directives, deux options sont possibles pour appliquer graduellement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation lié au crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total selon les facteurs scalaires de chaque ratio. Les facteurs scalaires varieront d'un exercice à l'autre pour atteindre 100 % d'ici la fin de 2018. En 2015, les exigences relatives au ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, au ratio du capital de première catégorie et au ratio du capital total seront mises en application graduellement à l'aide de facteurs scalaires de 64 %, de 71 % et de 77 %, respectivement. En mars 2013, le BSIF a publié la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique intérieure, pour lesquelles un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 % s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Les banques doivent présenter le ratio de levier et ses composantes, qui a remplacé le coefficient actif-capital prescrit par le BSIF, avec prise d'effet au premier trimestre de 2015. Le ratio de levier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure de l'exposition. La mesure du capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et la mesure de l'exposition correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Les banques doivent maintenir un ratio de levier minimum de 3 % en tout temps.

Conformément au préavis intitulé « Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles » que le BSIF a publié, toutes les banques réglementées par le gouvernement fédéral dont le risque total lié au ratio de levier en vertu de l'accord de Bâle III excède 200 milliards d'euros doivent rendre publics, au minimum, les 12 indicateurs utilisés dans la méthodologie d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale, l'objectif étant d'accroître la transparence du caractère relatif de l'importance systémique mondiale potentielle et de la qualité des données des banques. Au premier trimestre de 2015, les banques canadiennes, y compris RBC, qui satisfont au critère de taille du CBCB et qui n'ont pas été désignées comme des banques d'importance systémique mondiale dans l'année précédente devront uniquement rendre publics, dans leur rapport aux actionnaires, les 12 indicateurs (et non le modèle de déclaration intégrale) pour la clôture des exercices 2013 et 2014. Pour les exercices ultérieurs, l'information sera fournie dans le rapport annuel des banques à l'intention des actionnaires.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios de capital et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de capital et de levier de RBC au 31 janvier 2015	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (1)		
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,6 %	✓
Capital de première catégorie (%)	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	11,0 %	✓
Capital total (%)	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	13,0 %	✓
Ratio de levier (%)	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	3,8 %	✓

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre, et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

### Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

### Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

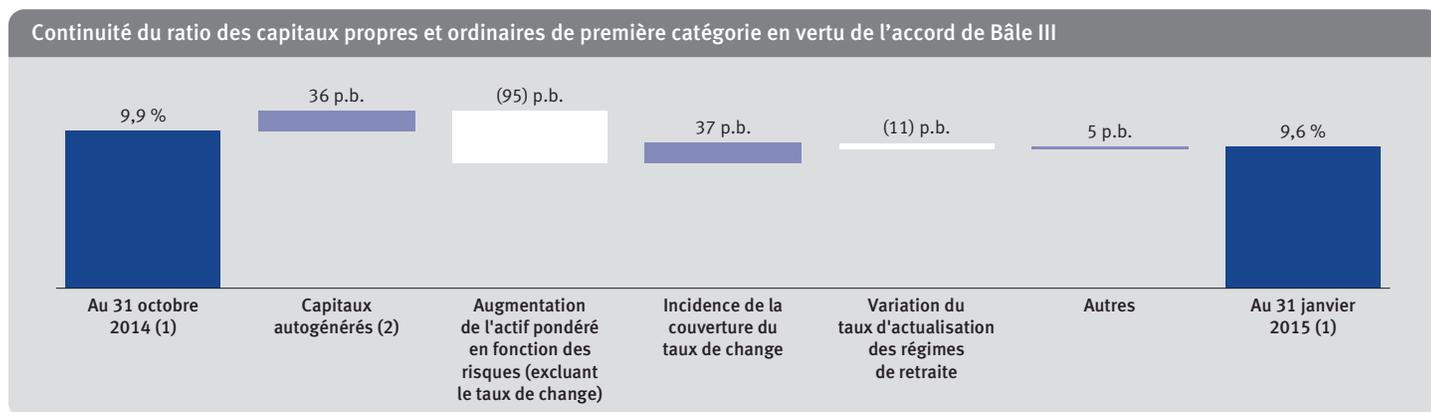
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
<b>Capital</b> (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	38 902 \$	36 406 \$	32 998 \$
Capital de première catégorie	44 917	42 202	39 414
Capital total	52 953	50 020	45 978
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital</b> (1), (2)			
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	405 307	368 594	341 752
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	406 722	369 976	341 752
Aux fins du calcul du ratio du capital total	407 934	372 050	341 752
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend : (1)			
Risque de crédit	314 163 \$	286 327 \$	253 799 \$
Risque de marché	45 623	38 460	44 055
Risque opérationnel	48 148	47 263	43 898
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total</b>	<b>407 934 \$</b>	<b>372 050 \$</b>	<b>341 752 \$</b>
<b>Ratios de capital, ratio de levier et coefficients</b> (1), (3)			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,6 %	9,9 %	9,7 %
Ratio du capital de première catégorie	11,0 %	11,4 %	11,5 %
Ratio du capital total	13,0 %	13,4 %	13,5 %
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	17,0 X	17,6 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards)	s.o.	885,0 \$	850,8 \$
Ratio de levier	3,8 %	s.o.	s.o.
Risque lié au ratio de levier (en milliards)	1 178,9 \$	s.o.	s.o.

(1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide des normes de liquidité du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2015, le ratio de levier a remplacé le coefficient actif-capital. Le ratio de levier est une mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III et il ne s'applique pas (s.o.) aux périodes précédentes. Les ratios de capital et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ».

(2) Pour les premier et deuxième trimestres de 2014, un facteur scalaire relatif à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit de 57 % a été appliqué aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2014, différents facteurs scalaires ont été appliqués à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit utilisé dans le cadre du calcul de l'actif pondéré en fonction des risques applicable à chacune des trois catégories de capital. Aux troisième et quatrième trimestres de 2014, des facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit de 57 %, de 65 % et de 77 % ont été appliqués aux capitaux propres ordinaires de première catégorie, au capital de première catégorie et au capital total, respectivement. Les facteurs scalaires appliqués pour l'exercice 2015 sont de 64 %, de 71 % et de 77 %.

(3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie, le ratio du capital total et le ratio de levier transitoires étaient de 11,2 %, 11,3 %, 13,2 % et 4,0 %, respectivement, au 31 janvier 2015. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

(4) Le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire pour les périodes précédentes.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés de 1,3 milliard de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

**Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014**

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est chiffré à 9,6 %, une baisse de 30 points de base par rapport au trimestre précédent qui s'explique par le fait que les capitaux autogénérés ont été plus que contrebalancés par la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, laquelle reflète la croissance des activités, l'incidence nette de la conversion des devises et l'incidence d'une baisse du taux d'actualisation utilisé pour déterminer nos obligations au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 37 milliards de dollars, principalement en raison de la croissance des activités, surtout pour nos portefeuilles de prêts, des risques liés aux dérivés et de la hausse des volumes de transactions liées à nos portefeuilles de créances et de titres d'emprunt titrisés. L'augmentation s'explique également par l'incidence de la conversion des devises.

Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 11,0 %, en baisse de 40 points de base, en raison essentiellement des facteurs mentionnés pour le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, contrebalancés en partie par le montant net de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du capital total s'est établi à 13,0 %, en baisse de 40 points de base, résultat qui tient principalement aux facteurs mentionnés pour le ratio du capital de première catégorie.

**Principales activités de gestion du capital**

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre clos le 31 janvier 2015.

**Principales activités de gestion du capital**

	31 janvier 2015	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		
<b>Capital de première catégorie</b>		
Actions ordinaires émises		
Options sur actions exercées (1)	359	20 \$
Émission d'actions privilégiées de série BD (2), (3), (4)	24 000	600
Rachat d'actions privilégiées de série AX	(13 000)	(325)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>		
Déventures subordonnées arrivées à échéance le 14 novembre 2014 (2)		(200)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) En fonction du montant brut.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

**Principales données concernant les actions (1)**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 janvier 2015		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 442 592	14 531 \$	0,75 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,18
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	
Actions propres détenues – privilégiées	(57)	1	
Actions propres détenues – ordinaires	742	(57)	
Options sur actions			
En cours	9 023		
Pouvant être exercées	6 062		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 081	
Actions privilégiées		40	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.  
(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.  
(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.  
(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 12 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2015. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous n'avons racheté aucune action en vertu de cette offre publique de rachat.

Au 20 février 2015, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 442 622 103 et à 8 993 463, respectivement. Au 20 février 2015, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 15 969 et à 645 572, respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de nos instruments de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2024 et les débentures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et des intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 932 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 39,24 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 janvier 2015.

**Capital attribué**

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué.

**Capital attribué**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Risque de crédit	15 450 \$	15 250 \$	13 000 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 200	4 200	3 900
Risque opérationnel	4 600	4 200	4 200
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 900	2 600	2 700
Risque d'assurance	500	500	500
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	11 650	11 400	11 350
Attribution du capital réglementaire	4 600	4 200	3 900
Capital attribué	43 900 \$	42 350 \$	39 550 \$
Sous-attribution de capital (1)	5 350	5 100	4 500
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>49 250 \$</b>	<b>47 450 \$</b>	<b>44 050 \$</b>

(1) Le montant comparatif a été retraité pour refléter l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*.

### Premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014

Le capital attribué a augmenté de 1,6 milliard de dollars, ce qui s'explique surtout par une augmentation du risque opérationnel et du risque commercial qui reflète la hausse des revenus bruts. Le risque de crédit a augmenté principalement en raison de la croissance des activités et de l'incidence de la conversion des devises. Le risque lié au goodwill et aux autres immobilisations incorporelles a augmenté essentiellement en raison de l'incidence de la conversion des devises.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

### Indicateurs aux fins de l'évaluation des banques d'importance systémique mondiale <sup>(1)</sup>

Le CBCB et le Conseil de stabilité financière utilisent 12 indicateurs aux fins de l'évaluation de l'importance systémique des grandes banques mondiales. Au 31 octobre 2014, RBC n'était pas désignée comme une banque d'importance systémique mondiale. Le tableau suivant illustre les 12 indicateurs utilisés aux fins de l'évaluation des banques d'importance systémique mondiale.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 octobre 2014	31 octobre 2013
<b>Activité transfrontière <sup>(2)</sup></b>		
Créances transfrontières	331 383 \$	291 483 \$
Passifs transfrontières	195 069	147 802
<b>Taille <sup>(3)</sup></b>		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 049 983	1 033 329
<b>Interdépendance <sup>(4)</sup></b>		
Actifs dans le système financier	90 174	75 787
Passifs dans le système financier	137 079	116 503
Titres en circulation	256 828	223 840
<b>Substituabilité/infrastructure financière <sup>(5)</sup></b>		
Activité de paiement	28 521 639	31 196 395
Actifs sous garde	3 533 655	3 126 803
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	233 352	241 800
<b>Complexité <sup>(6)</sup></b>		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	9 752 885	7 865 073
Titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	23 100	19 720
Actifs de niveau 3	6 288	7 732

- (1) Les indicateurs relatifs aux banques d'importance systémique mondiale sont établis en fonction de la méthodologie prescrite dans la ligne directrice 296 du CBCB publiée en novembre 2014. Les valeurs des indicateurs sont calculées selon les instructions publiées par le CBCB en janvier 2015. Les indicateurs sont basés sur le périmètre de la consolidation réglementaire, qui exclut RBC Assurances.
- (2) Représente le niveau d'interaction d'une banque avec des banques étrangères.
- (3) Représente le total des risques de la banque figurant au bilan et hors bilan, déterminés conformément aux règles de l'accord de Bâle III relatives au ratio de levier.
- (4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.
- (5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.
- (6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation d'une banque mettant en jeu des dérivés, des titres détenus à des fins de transaction, des titres disponibles à la vente et des actifs de niveau 3.

### 2014 par rapport à 2013

Les créances transfrontières ont augmenté de 40 milliards de dollars, ou 14 %, et les passifs transfrontières se sont accrus de 47 milliards, ou 32 %, en raison principalement de l'accroissement des activités transfrontières découlant de la croissance de notre bilan.

L'activité de paiement a diminué de 2 675 milliards de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de la diminution des paiements libellés en dollars américains, en euros et en dollars canadiens.

Les actifs sous garde ont augmenté de 407 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance des biens administrés du secteur Services aux investisseurs.

La valeur notionnelle des dérivés de gré à gré a augmenté de 1 888 milliards de dollars, ou 24 %, en raison principalement de l'accroissement des activités liées aux dérivés au cours de l'exercice.

## Information financière supplémentaire

## Risques liés à certains instruments financiers

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2015				31 janvier 2014			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
<b>Juste valeur des titres</b>	291 \$	294 \$	– \$	585 \$	150 \$	250 \$	– \$	400 \$
<b>Juste valeur des titres selon la notation</b>								
AAA	– \$	– \$	– \$		6 \$	– \$	– \$	
AA	20	4	–		31	7	–	
A	124	3	–		–	14	–	
BBB	5	19	–		26	20	–	
Inférieure à BBB-	142	268	–		87	209	–	
<b>Total</b>	291 \$	294 \$	– \$	585 \$	150 \$	250 \$	– \$	400 \$
<b>Juste valeur des titres par année de montage</b>								
2003 (ou avant)	7 \$	26 \$	– \$		18 \$	26 \$	– \$	
2004	57	16	–		3	76	–	
2005	26	113	–		78	70	–	
2006	133	50	–		19	61	–	
2007 et par la suite	68	89	–		32	17	–	
<b>Total</b>	291 \$	294 \$	– \$	585 \$	150 \$	250 \$	– \$	400 \$
<b>Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)</b>	10 \$	45 \$	– \$	55 \$	7 \$	27 \$	– \$	34 \$
<b>Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A</b>	301 \$	339 \$	– \$	640 \$	157 \$	277 \$	– \$	434 \$

## Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 p.b. de l'écart de taux	(11)\$	(13)\$
Augmentation de 100 p.b. des taux d'intérêt	(5)	(21)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(8)	(8)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(3)	5

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 640 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 janvier 2015, comparativement à 434 millions, ou moins de 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 206 millions de dollars s'explique principalement par l'achat de titres.

## Premier trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles présenté dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 janvier 2015, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'établissait à 291 millions de dollars, en hausse de 141 millions, ou 94 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'achat de certains titres et à l'incidence de la conversion des devises. Une tranche de 144 millions de dollars, ou 49 %, de nos placements liés à cette exposition présentait la notation A ou une notation plus élevée, soit une augmentation de 107 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres.

Au 31 janvier 2015, la proportion de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient la notation AAA était de néant, comparativement à 4 % à l'exercice précédent, principalement en raison de la vente de certains titres. Au 31 janvier 2015, notre exposition aux prêts à risque sur le marché américain s'établissait à 10 millions de dollars, en hausse de 3 millions.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements d'une juste valeur de 294 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a augmenté de 44 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison de l'incidence de la conversion des devises. Environ 47 % de ces titres ont été émis en 2006 et par la suite, comparativement à 31 % à l'exercice précédent. Au 31 janvier 2015, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain s'établissait à 45 millions de dollars, soit une augmentation de 18 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres et de l'incidence de la conversion des devises.

Sur le total de notre portefeuille de TGC, aucun placement n'est exposé aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 31 janvier 2015, la juste valeur de nos TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 786 millions de dollars, a diminué de 562 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du rachat de certains titres.

## Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 janvier 2015, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

### Financement avec endettement

Les activités de prêt avec endettement se rapportent à l'octroi de financement par emprunt dont le produit est généralement utilisé par les emprunteurs pour financer les rachats de participations, les fusions et acquisitions et les restructurations d'entreprise, et comprennent les facilités de crédit-relais qui répondent à certains critères de levier financier. Cette définition pourrait changer dans l'avenir. Au 31 janvier 2015, le total de nos engagements, y compris les montants capitalisés et non capitalisés, s'établissait à 20,2 milliards de dollars, une augmentation de 3,8 milliards comparativement à 16,4 milliards au trimestre précédent, laquelle reflète principalement l'incidence de la conversion des devises et l'accroissement des volumes de transactions des clients.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 134 millions de dollars au 31 janvier 2015.

### Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 janvier 2015.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2015				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	181 125 \$	42 %	58 %	0 %	100 %
Titres disponibles à la vente	46 439	14	76	10	100
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	105 530	0	100	0	100
Prêts de gros	3 257	0	74	26	100
Dérivés	266 821	1	99	0	100
<b>Passifs financiers</b>					
Dépôts	99 546 \$	0 %	99 %	1 %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	62	38	0	100
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	72 319	0	100	0	100
Dérivés	268 659	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

### Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté une IFRS modifiée et une interprétation d'une IFRS, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Ces prises de position comprennent les modifications à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, ainsi que l'Interprétation 21, *Droits ou taxes*, de l'IFRS Interpretations Committee. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

### Changements futurs des informations réglementaires

#### Ratio de couverture des liquidités

En juillet 2014, le BSIF a publié la ligne directrice finale sur la divulgation publique du ratio de liquidité à court terme des banques d'importance systémique intérieure. Les banques d'importance systémique intérieure doivent se conformer aux exigences de divulgation qui entreront en vigueur au deuxième trimestre de 2015.

#### Obligations d'information révisées prévues par le troisième pilier du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire

En janvier 2015, le CBCB a publié la norme finale liée aux exigences révisées en matière de divulgation en vertu du troisième pilier, qui vise à accroître la transparence et à améliorer la comparabilité et l'uniformité de l'information sur les risques et le capital divulguée par les banques. Le CBCB exige que toutes les banques divulguent les informations révisées en vertu du troisième pilier d'ici la fin de l'exercice 2016, et le BSIF devrait publier sa norme intérieure pour les banques canadiennes à l'automne 2015.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et processus liés à la présentation de l'information

Au 31 janvier 2015, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2015.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres opérations avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non liées. Nous accordons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. En outre, nous offrons des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2014, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2015 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
<b>Généralités</b>	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	54	125	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	54-60 227-229	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	54-55	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	39,46-47	79,99-100	–
<b>Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires</b>	5	Structure de gestion des risques	–	54-60	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	57-58	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	108-109	–
	8	Simulation de crise	–	58,73	–
<b>Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques</b>	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	47	100	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	21-24
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	25
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	99-100	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	28
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	61-64	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	28
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	58-62	42
<b>Liquidités</b>	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	39-40	81-82	–
	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	41,45-46	83 88-90	–
<b>Financement</b>	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	44-45	86-88	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	42-43	84-85	–
<b>Risque de marché</b>	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	37-38	77-78	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	34	72-75	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	72	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	72-74	–
<b>Risque de crédit</b>	26	Profil de risque de crédit de la banque	26-33	60-72	29-42
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	76-77	168-170 118-125	38
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	–	64,114-115 143-144	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	71	31,35
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	62	44
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	63	39
<b>Autres</b>	31	Types d'autres risques	–	90-98	–
	32	Événements publics comportant des risques	–	92 212-213	–

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
<b>Actif</b>			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	20 027 \$	17 421 \$	13 786 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 866	8 399	8 245
<b>Valeurs mobilières</b> (note 4)			
Titres détenus à des fins de transaction	181 125	151 380	148 774
Titres disponibles à la vente	49 598	47 768	40 720
	230 723	199 148	189 494
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	163 573	135 580	140 669
<b>Prêts</b> (note 5)			
Prêts de détail	336 503	334 269	322 624
Prêts de gros	113 764	102 954	94 983
	450 267	437 223	417 607
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 057)	(1 994)	(1 979)
	448 210	435 229	415 628
<b>Actif net des fonds distincts</b>	719	675	542
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 782	11 462	10 503
Dérivés (note 6)	150 564	87 402	79 475
Locaux et matériel, montant net	2 669	2 684	2 650
Goodwill	9 153	8 647	8 616
Autres immobilisations incorporelles	2 833	2 775	2 815
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	345	295	290
Actifs au titre des avantages du personnel	44	138	265
Autres actifs	42 187	30 695	31 739
	219 577	144 098	136 353
<b>Total de l'actif</b>	1 086 695 \$	940 550 \$	904 717 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts</b> (note 8)			
Particuliers	216 236 \$	209 217 \$	200 125 \$
Entreprises et gouvernements	417 084	386 660	375 785
Banques	21 387	18 223	18 534
	654 707	614 100	594 444
<b>Passif net au titre des fonds distincts</b>	719	675	542
<b>Autres</b>			
Acceptations	11 782	11 462	10 503
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	50 345	48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	81 301	64 331	67 015
Dérivés (note 6)	152 869	88 982	80 702
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 440	8 564	8 115
Passifs au titre des avantages du personnel	3 078	2 420	1 979
Autres passifs	48 004	37 309	34 070
	365 959	263 413	251 202
<b>Débiteures subordonnées</b> (note 10)	7 889	7 859	6 521
<b>Total du passif</b>	1 029 274	886 047	852 709
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>			
Actions privilégiées (note 10)	4 350	4 075	5 100
Actions ordinaires (émises : 1 442 592 103, 1 442 232 886 et 1 442 194 698) (note 10)	14 531	14 511	14 442
Actions propres – privilégiées [détenues : (56 760), (1 207) et 1 829]	1	–	–
– ordinaires [détenues : 741 617, (891 733) et (555 867)]	(57)	71	33
Bénéfices non distribués	32 505	31 615	28 544
Autres composantes des capitaux propres	4 335	2 418	2 117
	55 665	52 690	50 236
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	1 756	1 813	1 772
<b>Total des capitaux propres</b>	57 421	54 503	52 008
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	1 086 695 \$	940 550 \$	904 717 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Revenu d'intérêt</b>			
Prêts	4 308 \$	4 269 \$	4 230 \$
Valeurs mobilières	1 072	933	957
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	301	253	246
Dépôts et autres	21	21	17
	5 702	5 476	5 450
<b>Frais d'intérêt</b>			
Dépôts et autres	1 501	1 463	1 458
Autres passifs	507	390	470
Débentures subordonnées	63	63	62
	2 071	1 916	1 990
<b>Revenu net d'intérêt</b>	3 631	3 560	3 460
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>			
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 892	1 167	1 282
Revenus tirés des activités de négociation	340	(153)	310
Commissions de gestion de placements et de services de garde	927	886	812
Revenus tirés des fonds communs de placement	695	691	635
Commissions de courtage en valeurs mobilières	365	347	341
Frais bancaires	392	386	364
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	445	428	401
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	154	207	168
Revenus sur cartes	204	180	175
Commissions de crédit	245	239	287
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	27	62	23
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	42	34	44
Autres	285	348	158
	6 013	4 822	5 000
<b>Total des revenus</b>	9 644	8 382	8 460
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 5)	270	345	292
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	1 522	752	982
<b>Frais autres que d'intérêt</b>			
Ressources humaines (note 9)	3 015	2 581	2 850
Matériel	297	288	284
Frais d'occupation	335	333	316
Communications	198	259	170
Honoraires	198	263	160
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	174	176	156
Autres	403	440	451
	4 620	4 340	4 387
<b>Bénéfice avant impôt</b>	3 232	2 945	2 799
Impôt sur le résultat	776	612	707
<b>Bénéfice net</b>	2 456 \$	2 333 \$	2 092 \$
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>			
Actionnaires	2 434 \$	2 316 \$	2 067 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	22	17	25
	2 456 \$	2 333 \$	2 092 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 11)	1,66 \$	1,57 \$	1,39 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 11)	1,65	1,57	1,38
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	0,75	0,75	0,67

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 456 \$</b>	<b>2 333 \$</b>	<b>2 092 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>			
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>			
<b>Variation nette des profits latents sur les titres disponibles à la vente</b>			
Profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	208	22	74
Reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	–	(16)	(11)
	208	6	63
<b>Écarts de change</b>			
Profits de change latents	4 556	924	2 480
Pertes nettes de change liées aux activités de couverture	(2 605)	(470)	(1 513)
Reclassement en résultat de profits de change	(11)	–	(3)
Reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	10	–	3
	1 950	454	967
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Pertes nettes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(382)	(32)	(118)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	151	36	(3)
	(231)	4	(121)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>			
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	(490)	(152)	77
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	75	51	–
	(415)	(101)	77
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>1 512</b>	<b>363</b>	<b>986</b>
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>3 968 \$</b>	<b>2 696 \$</b>	<b>3 078 \$</b>
<b>Total du bénéfice global attribuable aux :</b>			
Actionnaires	3 936 \$	2 679 \$	3 053 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	32	17	25
	3 968 \$	2 696 \$	3 078 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Charge d'impôt liée aux profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	68 \$	14 \$	26 \$
Économie (charge) d'impôt liée au reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	2	(6)	(1)
Charge d'impôt liée aux profits de change latents	6	1	5
Économie d'impôt liée aux pertes nettes de change liées aux activités de couverture	(922)	(166)	(536)
Économie d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	4	–	1
Économie d'impôt liée aux pertes nettes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(137)	(12)	(42)
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	54	13	(1)
Charge (économie) d'impôt liée aux réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(173)	(54)	28
Charge d'impôt liée à la variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	28	18	–
<b>Total de l'économie la charge d'impôt</b>	<b>(1 070)\$</b>	<b>(192)\$</b>	<b>(520)\$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
<b>en millions de dollars canadiens)</b>												
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	500	65	-	-	(7)	-	-	-	-	558	-	558
Actions propres – vente	-	-	20	1 061	-	-	-	-	-	1 081	-	1 081
Actions propres – achat	-	-	(21)	(1 069)	-	-	-	-	-	(1 090)	-	(1 090)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(966)	-	-	-	-	(966)	-	(966)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(62)	-	-	-	-	(62)	(47)	(109)
Autres	-	-	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Bénéfice net	-	-	-	-	2 067	-	-	-	-	2 067	25	2 092
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	77	63	967	(121)	909	986	-	986
<b>Solde au 31 janvier 2014</b>	5 100 \$	14 442 \$	-\$	33 \$	28 544 \$	410 \$	1 653 \$	54 \$	2 117 \$	50 236 \$	1 772 \$	52 008 \$
<b>Solde au 31 juillet 2014</b>	4 750 \$	14 475 \$	(1)\$	10 \$	30 526 \$	426 \$	1 437 \$	91 \$	1 954 \$	51 714 \$	1 783 \$	53 497 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	36	-	-	-	-	-	-	-	36	-	36
Actions privilégiées rachetées	(675)	-	-	-	-	-	-	-	-	(675)	-	(675)
Actions propres – vente	-	-	24	1 485	-	-	-	-	-	1 509	-	1 509
Actions propres – achat	-	-	(23)	(1 424)	-	-	-	-	-	(1 447)	-	(1 447)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(3)	-	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 081)	-	-	-	-	(1 081)	-	(1 081)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(44)	-	-	-	-	(44)	-	(44)
Autres	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	13	15
Bénéfice net	-	-	-	-	2 316	-	-	-	-	2 316	17	2 333
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(101)	6	454	4	464	363	-	363
<b>Solde au 31 octobre 2014</b>	4 075 \$	14 511 \$	-\$	71 \$	31 615 \$	432 \$	1 891 \$	95 \$	2 418 \$	52 690 \$	1 813 \$	54 503 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	600	20	-	-	(7)	-	-	-	-	613	-	613
Actions privilégiées rachetées	(325)	-	-	-	-	-	-	-	-	(325)	-	(325)
Actions propres – vente	-	-	15	1 781	-	-	-	-	-	1 796	-	1 796
Actions propres – achat	-	-	(14)	(1 909)	-	-	-	-	-	(1 923)	-	(1 923)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 081)	-	-	-	-	(1 081)	-	(1 081)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(40)	-	-	-	-	(40)	(46)	(86)
Autres	-	-	-	-	(3)	-	-	-	-	(3)	(43)	(46)
Bénéfice net	-	-	-	-	2 434	-	-	-	-	2 434	22	2 456
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(415)	208	1 940	(231)	1 917	1 502	10	1 512
<b>Solde au 31 janvier 2015</b>	4 350 \$	14 531 \$	1 \$	(57)\$	32 505 \$	640 \$	3 831 \$	(136)\$	4 335 \$	55 665 \$	1 756 \$	57 421 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Bénéfice net	2 456 \$	2 333 \$	2 092 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270	345	292
Amortissement	127	132	119
Impôt différé	5	(183)	248
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	175	182	156
Perte de valeur de participations dans des coentreprises et des entreprises associées	6	(17)	6
(Profit) perte à la vente de locaux et de matériel	(38)	1	(2)
Profit sur les titres disponibles à la vente	(41)	(72)	(39)
(Profit) perte à la cession d'activités	–	(5)	60
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	14	8	10
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	(42)	(34)	(44)
Profit net à la vente de coentreprises et d'entreprises associées	–	(62)	–
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	876	91	81
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(318)	110	(49)
Impôt exigible	(1 143)	(74)	(853)
Actifs dérivés	(63 162)	(14 579)	(4 653)
Passifs dérivés	63 887	13 886	3 957
Titres détenus à des fins de transaction	(29 745)	1 376	(4 699)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(13 069)	(5 127)	(7 149)
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(27 993)	(375)	(23 152)
Dépôts	40 607	12 409	32 683
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 970	(1 092)	6 599
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	9 140	(1 709)	1 706
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	1 170	(10)	(267)
Autres	(1 944)	(1 438)	(6 537)
<b>Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation</b>	<b>(1 792)</b>	<b>6 096</b>	<b>565</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 772	(3 016)	794
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 227	5 019	2 076
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 306	11 009	8 886
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(8 181)	(16 035)	(11 529)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	–	–	142
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(1 607)	(1 073)	(132)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(281)	(395)	(311)
Produit de cessions	–	82	–
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>5 236</b>	<b>(4 409)</b>	<b>(74)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	(900)
Émission de débentures subordonnées	–	1 000	–
Remboursement de débentures subordonnées	(200)	–	(1 000)
Émission d'actions ordinaires	20	36	65
Émission d'actions privilégiées	600	–	500
Rachat d'actions privilégiées	(325)	(675)	–
Actions propres – vente	1 796	1 509	1 081
Actions propres – achat	(1 923)	(1 447)	(1 090)
Dividendes versés	(1 125)	(1 080)	(1 026)
Frais d'émission	(7)	–	(7)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(46)	–	(47)
Variation des emprunts à court terme des filiales	24	12	5
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement</b>	<b>(1 186)</b>	<b>(645)</b>	<b>(2 419)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	348	82	164
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>2 606</b>	<b>1 124</b>	<b>(1 764)</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	17 421	16 297	15 550
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>20 027 \$</b>	<b>17 421 \$</b>	<b>13 786 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>			
Intérêts versés	2 032 \$	1 530 \$	2 170 \$
Intérêts reçus	5 166	4 982	5 407
Dividendes reçus	405	412	369
Impôt sur le résultat payé	565	724	712

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,8 milliards de dollars au 31 janvier 2015 (2,0 milliards au 31 octobre 2014; 2,3 milliards au 31 juillet 2014; 2,6 milliards au 31 janvier 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2014 audités et les notes annexes présentés aux pages 126 à 224 de notre rapport annuel 2014. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 24 février 2015, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2014.

### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles prises de position faisant autorité en comptabilité suivantes.

#### IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (IAS 32)

Les modifications à IAS 32 clarifient les exigences actuelles pour la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. La norme fournit des précisions sur le droit juridique de compenser des transactions, ainsi que sur les circonstances où les transactions réglées au moyen d'un système de règlement brut répondent aux critères de règlement simultané. Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2014. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés.

#### Interprétation 21, *Droits ou taxes* (IFRIC 21) de l'*International Financial Reporting Standards (IFRS) Interpretations Committee (IFRIC)*

IFRIC 21 fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont la comptabilisation est requise par IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. Elle traite également de la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe dont l'échéance ou le montant sont certains. L'interprétation précise que l'événement générateur d'obligation qui crée le passif relatif au paiement d'un droit ou d'une taxe est l'activité décrite dans la législation pertinente qui rend le droit ou la taxe exigible. Nous avons adopté la norme de façon prospective le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers consolidés.

### Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Au cours du trimestre, les nouvelles normes comptables ont évolué comme suit :

#### IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9)

Le 9 janvier 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié un préavis relativement à l'adoption anticipée d'IFRS 9 par les banques d'importance systémique intérieure, obligeant ces dernières à adopter IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017. À titre de banque d'importance systémique intérieure, nous devons adopter IFRS 9 à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, à l'exception des dispositions sur le risque de crédit propre, que nous avons adoptées au deuxième trimestre 2014.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers****Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2015						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	169 926 \$	11 199 \$	– \$	– \$	– \$	181 125 \$	181 125 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 454	3 144	3 347	49 598	49 801
	169 926	11 199	46 454	3 144	3 347	230 723	230 926
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	105 530	–	58 043	58 043	163 573	163 573
Prêts							
Prêts de détail	–	–	–	335 251	336 358	335 251	336 358
Prêts de gros	1 484	1 773	–	109 702	109 215	112 959	112 472
	1 484	1 773	–	444 953	445 573	448 210	448 830
Autres							
Dérivés	150 564	–	–	–	–	150 564	150 564
Autres actifs	–	927	–	42 687	42 687	43 614	43 614
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	100 \$	15 274 \$		200 862 \$	201 027 \$	216 236 \$	216 401 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	76 051		341 033	343 118	417 084	419 169
Banques (3)	–	8 121		13 266	13 267	21 387	21 388
	100	99 446		555 161	557 412	654 707	656 958
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	59 485	–		–	–	59 485	59 485
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	72 319		8 982	8 982	81 301	81 301
Dérivés	152 869	–		–	–	152 869	152 869
Autres passifs	227	20		48 458	48 415	48 705	48 662
Débitures subordonnées	–	114		7 775	7 731	7 889	7 845

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

Au 31 octobre 2014

	Valeur comptable et juste valeur		Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti			
	(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>								
<b>Valeurs mobilières</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	141 217 \$	10 163 \$	– \$	– \$	– \$	151 380 \$	151 380 \$	
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	46 009	1 759	1 762	47 768	47 771	
	141 217	10 163	46 009	1 759	1 762	199 148	199 151	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	85 292	–	50 288	50 288	135 580	135 580	
<b>Prêts</b>								
Prêts de détail	–	–	–	333 045	334 475	333 045	334 475	
Prêts de gros	1 337	2 278	–	98 569	98 461	102 184	102 076	
	1 337	2 278	–	431 614	432 936	435 229	436 551	
<b>Autres</b>								
Dérivés	87 402	–	–	–	–	87 402	87 402	
Autres actifs	–	930	–	32 975	32 975	33 905	33 905	
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	112 \$	13 289 \$		195 816 \$	195 964 \$	209 217 \$	209 365 \$	
Entreprises et gouvernements (2)	–	59 446		327 214	328 328	386 660	387 774	
Banques (3)	–	6 592		11 631	11 636	18 223	18 228	
	112	79 327		534 661	535 928	614 100	615 367	
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 345	–		–	–	50 345	50 345	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 411		5 920	5 921	64 331	64 332	
Dérivés	88 982	–		–	–	88 982	88 982	
Autres passifs	20	30		36 816	36 762	36 866	36 812	
Débetures subordonnées	–	106		7 753	7 712	7 859	7 818	

	Au 31 janvier 2014						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
<b>Actifs financiers</b>							
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres détenus à des fins de transaction	139 381 \$	9 393 \$	– \$	– \$	– \$	148 774 \$	148 774 \$
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	40 310	410	410	40 720	40 720
	139 381	9 393	40 310	410	410	189 494	189 494
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	98 008	–	42 661	42 661	140 669	140 669
<b>Prêts</b>							
Prêts de détail	–	–	–	321 396	320 110	321 396	320 110
Prêts de gros	1 100	671	–	92 461	92 519	94 232	94 290
	1 100	671	–	413 857	412 629	415 628	414 400
<b>Autres</b>							
Dérivés	79 475	–	–	–	–	79 475	79 475
Autres actifs	–	1 483	–	32 122	32 122	33 605	33 605
<b>Passifs financiers</b>							
<b>Dépôts</b>							
Particuliers	78 \$	9 968 \$	–	190 079 \$	190 335 \$	200 125 \$	200 381 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	62 832	–	312 953	313 916	375 785	376 748
Banques (3)	–	4 864	–	13 670	13 670	18 534	18 534
	78	77 664	–	516 702	517 921	594 444	595 663
<b>Autres</b>							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	–	–	–	–	48 818	48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 194	–	6 821	6 821	67 015	67 015
Dérivés	80 702	–	–	–	–	80 702	80 702
Autres passifs	(16)	125	–	34 490	34 490	34 599	34 599
Débetures subordonnées	–	112	–	6 409	6 373	6 521	6 485

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont constatés au coût amorti.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 janvier 2015					31 octobre 2014							
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3					
<b>Actifs financiers</b>													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	368 \$	– \$	368 \$	\$	368 \$	– \$	5 603 \$	– \$	5 603 \$	\$	5 603 \$	
<b>Valeurs mobilières</b>													
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	10 092	7 489	–	17 581		17 581	8 288	5 855	–	14 143		14 143	
Provinces et municipalités	–	13 049	–	13 049		13 049	–	11 371	–	11 371		11 371	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	2 436	37 177	1	39 614		39 614	1 838	27 628	6	29 472		29 472	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 913	9 296	20	17 229		17 229	7 334	7 991	–	15 325		15 325	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 298	21	2 319		2 319	–	964	4	968		968	
Titres adossés à des actifs TGC (3)	–	53	73	126		126	–	37	74	111		111	
Titres non garantis par des créances	–	1 402	55	1 457		1 457	–	889	364	1 253		1 253	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	8	30 446	205	30 659		30 659	15	27 422	149	27 586		27 586	
Titres de participation	54 893	4 020	178	59 091		59 091	47 396	3 589	166	51 151		51 151	
	75 342	105 230	553	181 125		181 125	64 871	85 746	763	151 380		151 380	
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	315	11 711	–	12 026		12 026	429	11 540	–	11 969		11 969	
Provinces et municipalités	–	843	–	843		843	–	799	–	799		799	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	6 415	1 500	7 915		7 915	29	4 839	1 389	6 257		6 257	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 157	6 128	13	12 298		12 298	6 979	7 303	11	14 293		14 293	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	125	–	125		125	–	138	–	138		138	
Titres adossés à des actifs TGC	–	926	–	926		926	–	857	24	881		881	
Titres non garantis par des créances	–	444	199	643		643	–	381	182	563		563	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	8 039	1 733	9 772		9 772	–	7 714	1 573	9 287		9 287	
Titres de participation	157	528	1 092	1 777		1 777	140	514	1 028	1 682		1 682	
Titres de substitut de prêt	90	24	–	114		114	102	24	–	126		126	
	6 719	35 183	4 537	46 439		46 439	7 679	34 109	4 207	45 995		45 995	
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>													
<b>Prêts</b>	–	105 530	–	105 530		105 530	–	85 292	–	85 292		85 292	
<b>Autres</b>	–	2 421	836	3 257		3 257	–	3 154	461	3 615		3 615	
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	21	184 669	564	185 254		185 254	13	102 176	339	102 528		102 528	
Contrats de change	–	72 541	75	72 616		72 616	–	33 761	48	33 809		33 809	
Dérivés de crédit	–	200	13	213		213	–	244	10	254		254	
Autres contrats	3 435	5 790	595	9 820		9 820	3 238	4 839	560	8 637		8 637	
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(1 034)	(48)	(1 082)		(1 082)	–	(702)	(56)	(758)		(758)	
Total des dérivés, montant brut	3 456	262 166	1 199	266 821		266 821	3 251	140 318	901	144 470		144 470	
Ajustements de compensation						(116 257)						(57 068)	(57 068)
Total des dérivés						150 564						87 402	87 402
Autres actifs	697	230	–	927		927	604	326	–	930		930	
	86 214 \$	511 128 \$	7 125 \$	604 467 \$	(116 257) \$	488 210 \$	76 405 \$	354 548 \$	6 332 \$	437 285 \$	(57 068) \$	380 217 \$	
<b>Passifs financiers</b>													
<b>Dépôts</b>													
Particuliers	– \$	14 959 \$	415 \$	15 374 \$	\$	15 374 \$	– \$	12 904 \$	497 \$	13 401 \$	\$	13 401 \$	
Entreprises et gouvernements	–	75 963	88	76 051		76 051	–	59 376	70	59 446		59 446	
Banques	–	8 121	–	8 121		8 121	–	6 592	–	6 592		6 592	
<b>Autres</b>													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 067	22 412	6	59 485		59 485	32 857	17 484	4	50 345		50 345	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	72 319	–	72 319		72 319	–	58 411	–	58 411		58 411	
<b>Dérivés</b>													
Contrats de taux d'intérêt	23	176 999	1 058	178 080		178 080	9	96 752	709	97 470		97 470	
Contrats de change	–	76 092	44	76 136		76 136	–	35 664	39	35 703		35 703	
Dérivés de crédit	–	277	20	297		297	–	327	15	342		342	
Autres contrats	3 160	9 934	1 160	14 254		14 254	2 886	8 537	1 062	12 485		12 485	
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(129)	21	(108)		(108)	–	(65)	29	(36)		(36)	
Total des dérivés, montant brut	3 183	263 173	2 303	268 659		268 659	2 895	141 215	1 854	145 964		145 964	
Ajustements de compensation						(115 790)						(56 982)	(56 982)
Total des dérivés						152 869						88 982	88 982
Autres passifs	159	20	68	247		247	–	30	20	50		50	
Débitures subordonnées	–	114	–	114		114	–	106	–	106		106	
	40 409 \$	457 081 \$	2 880 \$	500 370 \$	(115 790) \$	384 580 \$	35 752 \$	296 118 \$	2 445 \$	334 315 \$	(56 982) \$	277 333 \$	

Au 31 janvier 2014						
(en millions de dollars canadiens)	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			
<b>Actifs financiers</b>						
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	1 766 \$	– \$	1 766 \$	\$	1 766 \$
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	9 240	7 756	–	16 996		16 996
Provinces et municipalités	–	12 545	–	12 545		12 545
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	4 429	24 858	4	29 291		29 291
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 158	9 112	–	13 270		13 270
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	994	30	1 024		1 024
Titres adossés à des actifs						
TGC (3)	–	14	19	33		33
Titres non garantis par des créances	–	936	297	1 233		1 233
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5	27 483	389	27 877		27 877
Titres de participation	41 919	4 401	185	46 505		46 505
	59 751	88 099	924	148 774		148 774
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>						
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)						
Gouvernement fédéral	313	9 217	–	9 530		9 530
Provinces et municipalités	–	552	–	552		552
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	22	4 447	2 160	6 629		6 629
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 511	5 834	–	12 345		12 345
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	166	–	166		166
Titres adossés à des actifs						
TGC	–	1 194	93	1 287		1 287
Titres non garantis par des créances	–	270	171	441		441
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	5 590	1 837	7 427		7 427
Titres de participation	149	581	1 064	1 794		1 794
Titres de substitut de prêt	99	24	–	123		123
	7 094	27 875	5 325	40 294		40 294
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>						
Prêts	–	98 008	–	98 008		98 008
Autres	–	1 324	447	1 771		1 771
<b>Dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	28	78 125	311	78 464		78 464
Contrats de change	–	28 390	66	28 456		28 456
Dérivés de crédit	–	198	27	225		225
Autres contrats	2 126	2 926	945	5 997		5 997
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(499)	(60)	(559)		(559)
Total des dérivés, montant brut	2 154	109 140	1 289	112 583		112 583
Ajustements de compensation					(33 108)	(33 108)
Total des dérivés						79 475
Autres actifs	603	880	–	1 483		1 483
	69 602 \$	327 092 \$	7 985 \$	404 679 \$	(33 108)\$	371 571 \$
<b>Passifs financiers</b>						
<b>Dépôts</b>						
Particuliers	– \$	9 523 \$	523 \$	10 046 \$	\$	10 046 \$
Entreprises et gouvernements	–	58 070	4 762	62 832		62 832
Banques	–	4 864	–	4 864		4 864
<b>Autres</b>						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 546	16 262	10	48 818		48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 194	–	60 194		60 194
<b>Dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	16	74 066	720	74 802		74 802
Contrats de change	–	29 453	21	29 474		29 474
Dérivés de crédit	–	279	32	311		311
Autres contrats	2 209	5 892	1 589	9 690		9 690
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(28)	20	(8)		(8)
Total des dérivés, montant brut	2 225	109 662	2 382	114 269		114 269
Ajustements de compensation					(33 567)	(33 567)
Total des dérivés						80 702
Autres passifs	–	125	(16)	109		109
Débitures subordonnées	–	–	112	112		112
	34 771 \$	258 700 \$	7 773 \$	301 244 \$	(33 567)\$	267 677 \$

- (1) Au 31 janvier 2015, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 12 295 millions de dollars et de 100 millions (6 564 millions et 81 millions au 31 octobre 2014; 5 992 millions et 114 millions au 31 janvier 2014), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 7 532 millions et à 34 millions (6 956 millions et 34 millions au 31 octobre 2014; 3 627 millions et 34 millions au 31 janvier 2014), respectivement.
- (2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».
- (3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente de 15 millions de dollars qui sont comptabilisés au coût (14 millions au 31 octobre 2014; 16 millions au 31 janvier 2014).
- (5) Une exception est permise, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon son exposition nette au risque lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.
- s.o.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

#### Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables. Pour une description de la sensibilité aux données non observables et des relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014. Aucun changement important n'a été apporté à ces sensibilités ou à ces relations au cours du trimestre.

Au 31 janvier 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)			
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/répartition des données (4)	
<b>Instruments financiers non dérivés</b>									
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	147 \$	4 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	40,42 \$ 0,79 % 2,43 % – % – % 20,00 %	91,50 \$ 12,00 % 4,45 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	77,44 \$ 6,39 % 2,98 % 2,50 % 15,00 % 45,00 %	
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 101 180		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,42 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,85 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	2,49 % 9,79 % 4,77 % 93,55 %	
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	201 836	1	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écart de taux Taux de capitalisation Escomptes de liquidité (5)	6,10 \$ 3,06 % s.o. 8,25 % s.o.	140,00 \$ 7,47 % s.o. 9,00 % s.o.	96,95 \$ 4,93 % s.o. 8,63 % s.o.	
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	400 33 1 737		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	66,50 \$ 0,18 %	99,08 \$ 27,91 %	94,01 \$ 2,88 %	
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées	– –		Flux de trésorerie actualisés	Écart de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Corrélation taux de change/taux d'intérêt	s.o. s.o. s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o. s.o.	s.o. s.o. s.o. s.o.	
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 270 15 548 1		Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	4,00 X 9,40 X 0,26 X – % 12,00 % s.o.	15,50 X 22,40 X 7,50 X 50,00 % 17,00 % s.o.	8,71 X 13,67 X 3,21 X 27,24 % 16,41 % s.o.	
Certificats de placement garanti de municipalités	Dépôts	–		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	s.o.	s.o.	s.o.	
<b>Instruments financiers dérivés</b>									
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	612 – 1 071		Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écart de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	2,20 % 1,27 % s.o. 19,00 % 29,00 % 68,00 % 37,70 %	2,25 % 2,10 % s.o. 67,00 % 56,00 % 68,00 % 39,70 %	Répartition égale Répartition égale s.o. Répartition égale Répartition égale Répartition égale Répartition égale	
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	444 – 466	415 466	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écart de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % s.o. 0,10 % (74,50)% 1,00 %	40,67 % s.o. 95,60 % 45,50 % 129,00 %	Tranche inférieure s.o. Tranche centrale Tranche centrale Tranche inférieure	
Autres (8)	Titres adossés à des créances hypothécaires Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	21 – 128 88 218 68							
<b>Total</b>		<b>7 125 \$</b>	<b>2 880 \$</b>						

Au 31 octobre 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
<b>Instruments financiers non dérivés</b>								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs	478 \$		Fondée sur les prix	Prix	53,70 \$	90,50 \$	75,92 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		- \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	0,70 %	9,48 %	5,09 %
					Rendements	2,84 %	5,36 %	3,52 %
					Taux de défaillance	1,00 %	5,00 %	2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	15,00 %	30,00 %	20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %	50,00 %
Titres à enchères				Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,32 %	4,63 %	2,26 %
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	979			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,80 %
	Titres adossés à des actifs	166			Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	4,76 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	93,51 %
Titres d'emprunt de sociétés				Fondée sur les prix	Prix	2,50 \$	119,52 \$	97,86 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres	100		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,75 %	7,50 %	3,84 %
	Prêts	461			Écarts de taux	s.o.	s.o.	s.o.
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		4		Taux de capitalisation	6,43 %	9,47 %	7,95 %
					Escomptes de liquidité (5)	10,00 %	10,00 %	10,00 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	416		Fondée sur les prix	Prix	67,38 \$	100,00 \$	96,24 \$
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,17 %	30,15 %	3,06 %
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 616						
Financement bancaire et dépôts				Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Dépôts		70		Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Répartition égale
	Débiteures subordonnées		-		Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Répartition égale
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes				Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	4,00 X	10,80 X	8,73 X
	Titres de participation	1 194		Fondée sur les prix	Ratios c/b	8,79 X	15,70 X	11,79 X
	Actifs liés aux dérivés	11		Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,45 X	7,50 X	4,97 X
	Passifs liés aux dérivés		434		Escomptes de liquidité (5)	- %	50,00 %	26,92 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		-		Taux d'actualisation	12,00 %	17,00 %	14,78 %
					Valeurs liquidatives/prix (6)	s.o.	s.o.	s.o.
Certificats de placement garanti de municipalités	Dépôts		-	Flux de trésorerie actualisés	Rendements	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés	348		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,96 %	2,98 %	Répartition égale
	Dépôts		-	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,73 %	2,30 %	Répartition égale
	Passifs liés aux dérivés		732		Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux de change	68,00 %	68,00 %	Répartition égale
					Volatilités des taux d'intérêt	26,28 %	28,28 %	Répartition égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés	442		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,04 %	18,11 %	Tranche inférieure
	Dépôts		497	Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	s.o.	s.o.	s.o.
	Passifs liés aux dérivés		529		Corrélation cours des actions/cours des actions	0,50 %	97,20 %	Tranche centrale
					Corrélation cours des actions/taux de change	(72,80) %	53,20 %	Tranche centrale
					Volatilités des cours des actions	1,00 %	172,00 %	Tranche inférieure
<b>Autres (8)</b>								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	4						
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6						
	Actifs liés aux dérivés	100						
	Dépôts		-					
	Passifs liés aux dérivés		159					
	Autres passifs		20					
<b>Total</b>		<b>6 332 \$</b>	<b>2 445 \$</b>					

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

Au 31 janvier 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3)		Moyenne pondérée/ Répartition des données (4)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
<b>Instruments financiers non dérivés</b>								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	424 \$	10 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	68,49 \$ 1,07 % 0,26 % 2,00 % 20,00 % 30,00 %	115,16 \$ 6,91 % 1,32 % 2,00 % 20,00 % 70,00 %	94,28 \$ 1,89 % 1,09 % 2,00 % 20,00 % 50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 624 156		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,59 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,68 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	3,35 % 9,65 % 5,02 % 81,78 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	432 447	-	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écarts de taux Taux de capitalisation Escomptes de liquidité (5)	47,70 \$ 4,00 % 0,92 % 6,70 % s.o.	124,18 \$ 15,00 % 5,40 % 14,30 % s.o.	103,91 \$ 4,99 % 4,40 % 8,27 % s.o.
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	540 - 1 794		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	22,00 \$ 0,02 %	105,44 \$ 11,76 %	98,66 \$ 0,83 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		3 169 112	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/ taux d'intérêt Corrélation taux de change/ taux de change Corrélation taux de change/ taux d'intérêt	0,20 % s.o. s.o. s.o.	0,58 % s.o. s.o. s.o.	0,54 % s.o. s.o. s.o.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 249 22	515	Cours de marché comparable Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (5) Taux d'actualisation Valeurs liquidatives/prix (6)	3,00 X 2,22 X 1,21 X 15,00 % s.o. s.o.	7,37 X 12,82 X 7,10 X 30,00 % s.o. s.o.	7,10 X 8,49 X 4,92 X 26,91 % s.o. s.o.
Certificats de placement garanti de municipalités	Dépôts		492	Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,48 %	2,79 %	2,72 %
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	270	1 101 740	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/ taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	3,17 % 1,50 % 0,19 % 19,00 % 29,00 % 75,00 % 20,02 %	3,39 % 2,28 % 0,58 % 67,00 % 56,00 % 75,00 % 36,00 %	Répartition égale Répartition égale Tranche supérieure Répartition égale Répartition égale Répartition égale Tranche centrale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (7)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	826	523 945	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écarts de financement Corrélation cours des actions/ cours des actions Corrélation cours des actions/ taux de change Volatilités des cours des actions	0,08 % 0,50 % 3,70 % (72,00) % 6,00 %	16,56 % 0,58 % 97,40 % 53,90 % 157,00 %	Tranche inférieure Répartition égale Tranche centrale Tranche inférieure Tranche inférieure
<b>Autres (8)</b>								
	Titres adossés à des créances hypothécaires Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés Autres passifs	30 - 171	- - 182 (16)					
<b>Total</b>		<b>7 985 \$</b>	<b>7 773 \$</b>					

(1) Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).

(2) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(3) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

(4) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.

(5) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 236 millions de dollars (211 millions au 31 octobre 2014; 134 millions au 31 janvier 2014).

(6) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.

(7) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.

(8) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et le financement bancaire et les dépôts.

s.o. sans objet

**Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2015
	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2015	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	6 \$	– \$	1 \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	20	–	20	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	4	(1)	–	22	(16)	12	–	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	74	16	(12)	24	(15)	–	(14)	73	13
Titres non garantis par des créances	364	(2)	46	44	(223)	5	(179)	55	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	1	1	3	(8)	64	(5)	205	1
Titres de participation	166	(10)	20	5	(18)	18	(3)	178	(10)
	763	4	56	98	(286)	119	(201)	553	1
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 389	–	144	–	(33)	–	–	1 500	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	–	2	–	–	13	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	24	–	1	–	–	–	(25)	–	s.o.
Titres non garantis par des créances	182	–	6	–	11	–	–	199	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 573	–	201	522	(600)	37	–	1 733	s.o.
Titres de participation	1 028	18	79	16	(42)	–	(7)	1 092	s.o.
	4 207	18	431	538	(662)	37	(32)	4 537	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	461	–	58	322	(5)	–	–	836	–
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(370)	(98)	(2)	11	(9)	(22)	(4)	(494)	(110)
Contrats de change	9	38	4	9	6	–	(35)	31	39
Dérivés de crédit	(5)	(10)	(1)	–	9	–	–	(7)	(2)
Autres contrats	(502)	(86)	(69)	(7)	73	(86)	112	(565)	(6)
Ajustements de l'évaluation	(85)	(3)	(2)	–	22	(1)	–	(69)	(5)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	4 478 \$	(137)\$	475 \$	971 \$	(852)\$	47 \$	(160)\$	4 822 \$	(83)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(497)\$	30 \$	(25)\$	(111)\$	13 \$	(62)\$	237 \$	(415)\$	19 \$
Entreprises et gouvernements	(70)	(2)	(4)	(46)	16	–	18	(88)	(3)
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4)	–	–	(10)	8	–	–	(6)	–
Autres passifs	(20)	(43)	(5)	–	–	–	–	(68)	(45)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(591)\$	(15)\$	(34)\$	(167)\$	37 \$	(62)\$	255 \$	(577)\$	(29)\$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2014

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> août 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 octobre 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 octobre 2014
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	7 \$	– \$	1 \$	13 \$	(10)\$	– \$	(5)\$	6 \$	1 \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	(2)	1	8	(21)	–	(3)	4	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	71	1	(5)	56	(49)	–	–	74	1
Titres non garantis par des créances	302	(4)	11	432	(360)	–	(17)	364	(5)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	197	1	(3)	(22)	(7)	20	(37)	149	–
Titres de participation	164	(5)	5	5	(16)	13	–	166	(4)
	762	(9)	10	492	(463)	33	(62)	763	(7)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 092	–	81	–	(784)	–	–	1 389	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	1	(1)	–	–	11	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	71	–	(2)	–	(3)	24	(66)	24	s.o.
Titres non garantis par des créances	177	–	3	–	2	–	–	182	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 566	–	55	539	(587)	–	–	1 573	s.o.
Titres de participation	1 045	46	15	14	(92)	–	–	1 028	s.o.
	4 962	46	152	554	(1 465)	24	(66)	4 207	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	460	1	14	4	(18)	–	–	461	–
<b>Autres</b>									
<b>Soldes nets des dérivés (3)</b>									
Contrats de taux d'intérêt	(359)	(26)	–	2	–	12	1	(370)	(23)
Contrats de change	15	(13)	3	3	(1)	4	(2)	9	(11)
Dérivés de crédit	(5)	(8)	–	–	8	–	–	(5)	(1)
Autres contrats	(592)	38	(18)	(53)	3	(40)	160	(502)	76
Ajustements de l'évaluation	(87)	10	–	–	(8)	–	–	(85)	10
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 156 \$	39 \$	161 \$	1 002 \$	(1 944)\$	33 \$	31 \$	4 478 \$	44 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(462)\$	25 \$	(2)\$	(117)	13 \$	(139)\$	185 \$	(497)\$	23 \$
Entreprises et gouvernements	(176)	(7)	6	–	4	–	103	(70)	(1)
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	–	–	(51)	55	–	8	(4)	–
Autres passifs	2	(22)	–	–	–	–	–	(20)	(22)
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(652)\$	(4)\$	4 \$	(168)\$	72 \$	(139)\$	296 \$	(591)\$	– \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014

	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/ latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/ émissions de passifs	Ventes d'actifs/ règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	2 \$	12 \$	(29)\$	– \$	(3)\$	4 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	(1)	2	17	(12)	–	(4)	30	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	8	–	6	(26)	–	–	19	7
Titres non garantis par des créances	260	2	16	663	(641)	–	(3)	297	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(6)	31	78	(119)	–	(10)	389	(6)
Titres de participation	183	6	12	7	(31)	8	–	185	6
	1 309	9	59	783	(858)	8	(386)	924	7
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	146	–	–	–	–	2 160	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	10	–	(12)	–	(8)	93	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	13	–	(18)	–	–	171	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	106	239	(181)	–	–	1 837	s.o.
Titres de participation	969	9	109	9	(32)	–	–	1 064	s.o.
	4 939	5	384	248	(243)	–	(8)	5 325	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	414	6	26	–	1	–	–	447	6
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(4)	(2)	14	1	–	40	(409)	(12)
Contrats de change	(117)	12	1	–	–	–	149	45	12
Dérivés de crédit	(5)	(6)	(2)	–	8	–	–	(5)	2
Autres contrats	(869)	37	(49)	(14)	19	(51)	283	(644)	1
Ajustements de l'évaluation	(105)	8	(1)	–	–	–	18	(80)	6
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	67 \$	416 \$	1 031 \$	(1 072)\$	(43)\$	85 \$	5 603 \$	22 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(1 043)\$	12 \$	(57)\$	(174)\$	74 \$	(41)\$	706 \$	(523)\$	1 \$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(45)	(238)	(613)	39	–	28	(4 762)	(54)
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	–	(1)	(18)	25	–	–	(10)	–
Autres passifs	(3)	14	1	–	–	–	4	16	15
Débitures subordonnées	(109)	–	(3)	–	–	–	–	(112)	–
	(5 104)\$	(19)\$	(298)\$	(805)\$	138 \$	(41)\$	738 \$	(5 391)\$	(38)\$

- (1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les pertes latentes sur les titres disponibles à la vente de 30 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (profits de 152 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; profits de 63 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.
- (2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.
- (3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2015 comprend des actifs dérivés de 1 199 millions de dollars (901 millions au 31 octobre 2014; 1 289 millions au 31 janvier 2014) et des passifs dérivés de 2 303 millions (1 854 millions au 31 octobre 2014; 2 382 millions au 31 janvier 2014).
- s.o. sans objet

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 331 millions de dollars, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente, un montant de 284 millions présenté au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, et un montant de 337 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient des titres garantis par des prêts de 179 millions de dollars inclus dans les titres non garantis par des créances, en raison de la transparence accrue des prix, des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 87 millions (montant net) incluses dans les autres contrats, en raison de l'observabilité accrue de la volatilité (montant de 97 millions au titre des actifs liés aux dérivés et montant de 184 millions au titre des passifs liés aux dérivés) et des obligations structurées liées à des titres de participation de 237 millions incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

**Total des profits ou des pertes des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015					
	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat			Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 janvier 2015		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 \$	– \$	1 \$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	305	(471)	(166)	286	(397)	(111)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	18	–	18	–	–	–
Commissions de crédit et autres	(1)	(4)	(5)	(1)	(1)	(2)
	323 \$	(475)\$	(152)\$	286 \$	(398)\$	(112)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2014					
	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat			Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 octobre 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	44	(47)	(3)	63	(108)	(45)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	46	–	46	–	–	–
Commissions de crédit et autres	–	(8)	(8)	16	73	89
	90 \$	(55)\$	35 \$	79 \$	(35)\$	44 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014					
	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat			Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour le trimestre clos le 31 janvier 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt						
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 \$	– \$	1 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	303	(253)	50	283	(297)	(14)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	5	–	5	–	–	–
Commissions de crédit et autres	(1)	(7)	(8)	(1)	(1)	(2)
	308 \$	(260)\$	48 \$	282 \$	(298)\$	(16)\$

**Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles**

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2015			31 octobre 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	6 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	20	1	(1)	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	2	(3)	4	1	(1)
Titres adossés à des actifs	128	6	(8)	438	10	(14)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	205	3	(3)	149	2	(2)
Titres de participation	178	–	–	166	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 500	26	(58)	1 389	23	(57)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13	–	–	11	–	–
Titres adossés à des actifs	199	14	(20)	206	12	(18)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 733	12	(12)	1 573	12	(10)
Titres de participation	1 092	88	(36)	1 028	92	(23)
<b>Prêts</b>	836	12	(40)	461	12	(11)
<b>Dérivés</b>	1 199	25	(21)	901	23	(21)
	7 125 \$	189 \$	(202)\$	6 332 \$	187 \$	(157)\$
<b>Dépôts</b>	(503)	12	(12)	(567)	14	(14)
<b>Dérivés</b>	(2 303)	32	(48)	(1 854)	38	(59)
<b>Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées</b>	(74)	–	(1)	(24)	–	–
	(2 880)\$	44 \$	(61)\$	(2 445)\$	52 \$	(73)\$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
	<b>Valeurs mobilières</b>		
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	1	(2)
Titres adossés à des actifs	316	8	(9)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	389	38	(31)
Titres de participation	185	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>			
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 160	21	(71)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–
Titres adossés à des actifs	264	12	(17)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 837	12	(12)
Titres de participation	1 064	26	(24)
<b>Prêts</b>	447	6	(8)
<b>Dérivés</b>	1 289	56	(48)
	7 985 \$	180 \$	(222)\$
<b>Dépôts</b>	(5 285)	74	(46)
<b>Dérivés</b>	(2 382)	65	(84)
<b>Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées</b>	(106)	1	–
	(7 773)\$	140 \$	(130)\$

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Sensibilité**

Au 31 janvier 2015, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 189 millions de dollars et une diminution de 202 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 140 millions et une tranche de 122 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 44 millions de dollars et par une augmentation de 61 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

**Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles**

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités sont déterminées en ajustant, selon un écart type positif ou négatif, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	La sensibilité des titres à enchères est déterminée en diminuant la marge d'escompte pour l'établir entre 11 % et 14 % et en l'augmentant pour l'établir entre 18 % et 35 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	La sensibilité des titres de participation privés directs est établie en i) ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur, ii) en ajustant les coefficients des prix selon les divers coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds d'actions privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.
Certificats de placement garanti de municipalités	La sensibilité est calculée au moyen d'un écart type positif ou négatif par rapport à l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur de la courbe de financement.

**Note 4 Valeurs mobilières****Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2015				31 octobre 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 430 \$	596 \$	– \$	12 026 \$	11 633 \$	338 \$	(2)\$	11 969 \$
Provinces et municipalités	821	22	–	843	792	8	(1)	799
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	8 005	15	(105)	7 915	6 330	9	(82)	6 257
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 268	33	(3)	12 298	14 275	19	(1)	14 293
Titres adossés à des créances hypothécaires	120	6	(1)	125	133	5	–	138
Titres adossés à des actifs								
TGC	905	23	(2)	926	857	26	(2)	881
Titres non garantis par des créances	728	8	(93)	643	634	5	(76)	563
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	9 700	83	(11)	9 772	9 249	49	(11)	9 287
Titres de participation	1 424	377	(9)	1 792	1 333	369	(6)	1 696
Titres de substitut de prêt	120	–	(6)	114	124	2	–	126
	<b>45 521 \$</b>	<b>1 163 \$</b>	<b>(230)\$</b>	<b>46 454 \$</b>	<b>45 360 \$</b>	<b>830 \$</b>	<b>(181)\$</b>	<b>46 009 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes				
Gouvernement fédéral	9 168 \$	363 \$	(1)\$	9 530 \$
Provinces et municipalités	548	5	(1)	552
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	6 777	8	(156)	6 629
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	12 337	11	(3)	12 345
Titres adossés à des créances hypothécaires	158	8	–	166
Titres adossés à des actifs				
TGC	1 245	47	(5)	1 287
Titres non garantis par des créances	519	4	(82)	441
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7 402	50	(25)	7 427
Titres de participation	1 432	387	(9)	1 810
Titres de substitut de prêt	125	–	(2)	123
	39 711 \$	883 \$	(284)\$	40 310 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance de 3 144 millions de dollars au 31 janvier 2015 (1 759 millions au 31 octobre 2014; 410 millions au 31 janvier 2014) qui sont comptabilisés au coût.
- (2) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 janvier 2015, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 230 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2014; 284 millions au 31 janvier 2014). La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 janvier 2015.

#### Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme s'étant dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 janvier 2015.

#### Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Profits réalisés	44 \$	76 \$	40 \$
Pertes réalisées	(4)	(6)	(7)
Pertes de valeur	(13)	(8)	(10)
	27 \$	62 \$	23 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 se sont chiffrés à 1 million de dollars (2 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014). Il n'y a eu aucune perte réalisée au cours des trimestres clos le 31 janvier 2015, le 31 octobre 2014 et le 31 janvier 2014. Les pertes de valeur relativement à nos activités d'assurance pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 se sont établies à 1 million de dollars (néant pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, des profits nets de 27 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 62 millions au trimestre précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 40 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits liés à la vente de certains titres de participation. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 13 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des titres de substitut de prêt.

**Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux****Provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	240 \$	13 \$	(20)\$	1 \$	(6)\$	20 \$	248 \$
Prêts aux particuliers	535	93	(114)	25	(2)	16	533
Prêts sur cartes de crédit	385	94	(122)	28	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	64	9	(11)	3	–	–	65
	1 224	209	(267)	57	(8)	37	1 252
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	768	62	(48)	7	(9)	23	803
Prêts aux banques (1)	2	(1)	–	1	–	–	2
	770	61	(48)	8	(9)	23	805
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 994</b>	<b>270</b>	<b>(315)</b>	<b>65</b>	<b>(17)</b>	<b>60</b>	<b>2 057</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 085 \$</b>	<b>270 \$</b>	<b>(315)\$</b>	<b>65 \$</b>	<b>(17)\$</b>	<b>60 \$</b>	<b>2 148 \$</b>
Évalués individuellement	214 \$	35 \$	(27)\$	4 \$	(6)\$	21 \$	241 \$
Évalués collectivement	1 871	235	(288)	61	(11)	39	1 907
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 085 \$</b>	<b>270 \$</b>	<b>(315)\$</b>	<b>65 \$</b>	<b>(17)\$</b>	<b>60 \$</b>	<b>2 148 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2014						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	182 \$	64 \$	(10)\$	1 \$	(6)\$	9 \$	240 \$
Prêts aux particuliers	533	103	(127)	28	(6)	4	533
Prêts sur cartes de crédit	385	88	(117)	31	–	(2)	385
Prêts aux petites entreprises	66	11	(14)	2	(1)	–	64
	1 166	266	(268)	62	(13)	11	1 224
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	758	79	(69)	6	(8)	2	768
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	760	79	(69)	6	(8)	2	770
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 926</b>	<b>345</b>	<b>(337)</b>	<b>68</b>	<b>(21)</b>	<b>13</b>	<b>1 994</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 017 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>(337)\$</b>	<b>68 \$</b>	<b>(21)\$</b>	<b>13 \$</b>	<b>2 085 \$</b>
Évalués individuellement	189 \$	63 \$	(39)\$	3 \$	(6)\$	4 \$	214 \$
Évalués collectivement	1 828	282	(298)	65	(15)	9	1 871
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 017 \$</b>	<b>345 \$</b>	<b>(337)\$</b>	<b>68 \$</b>	<b>(21)\$</b>	<b>13 \$</b>	<b>2 085 \$</b>

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	12 \$	(7)\$	– \$	(7)\$	17 \$	166 \$
Prêts aux particuliers	583	140	(121)	24	(5)	(10)	611
Prêts sur cartes de crédit	385	85	(111)	26	–	(1)	384
Prêts aux petites entreprises	61	14	(10)	2	(1)	1	67
	1 180	251	(249)	52	(13)	7	1 228
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	777	41	(70)	8	(10)	3	749
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	41	(70)	8	(10)	3	751
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	1 959	292	(319)	60	(23)	10	1 979
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	2 050 \$	292 \$	(319)\$	60 \$	(23)\$	10 \$	2 070 \$
Évalués individuellement	240 \$	28 \$	(48)\$	4 \$	(6)\$	3 \$	221 \$
Évalués collectivement	1 810	264	(271)	56	(17)	7	1 849
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	2 050 \$	292 \$	(319)\$	60 \$	(23)\$	10 \$	2 070 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

### Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2015				31 octobre 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 306 \$	1 404 \$	337 \$	5 047 \$	3 055 \$	1 284 \$	316 \$	4 655 \$
Prêts de gros	526	394	–	920	431	322	–	753
	3 832 \$	1 798 \$	337 \$	5 967 \$	3 486 \$	1 606 \$	316 \$	5 408 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 460 \$	1 473 \$	358 \$	5 291 \$
Prêts de gros	520	288	17	825
	3 980 \$	1 761 \$	375 \$	6 116 \$

### Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Prêts de détail			
Prêts de gros	– \$	– \$	65 \$
Prêts aux entreprises	744	631	653
Prêts aux banques (2)	2	2	3
	746 \$	633 \$	721 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 690 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 (634 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 806 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

**Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture**

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

**Instruments dérivés et non dérivés**

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2015				Au 31 octobre 2014				31 janvier 2014			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
<b>Actif</b>												
Instruments dérivés	1 008 \$	2 196 \$	148 \$	147 212 \$	504 \$	1 392 \$	87 \$	85 419 \$	500 \$	1 446 \$	14 \$	77 515 \$
<b>Passifs</b>												
Instruments dérivés	1 659	313	916	149 981	511	121	205	88 145	540	283	434	79 445
Instruments non dérivés	–	–	23 451	–	–	–	20 949	–	–	–	18 693	–

**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2015			le 31 octobre 2014			le 31 janvier 2014			
	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	
<b>Couvertures de la juste valeur</b>										
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	743 \$	s.o. \$	s.o. \$	159 \$	s.o. \$	s.o. \$	88 \$	s.o. \$	s.o. \$	
Pertes sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(781)	s.o.	s.o.	(182)	s.o.	s.o.	(119)	s.o.	s.o.	
Tranche inefficace (1)	(38)	s.o.	s.o.	(23)	s.o.	s.o.	(31)	s.o.	s.o.	
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>										
Tranche inefficace	5	s.o.	s.o.	(4)	s.o.	s.o.	(1)	s.o.	s.o.	
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(382)	s.o.	s.o.	(32)	s.o.	s.o.	(118)	
Reclassées en résultat au cours de la période (2)	s.o.	(205)	s.o.	s.o.	(49)	s.o.	s.o.	4	s.o.	
<b>Couvertures de l'investissement net</b>										
Tranche inefficace	(2)	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	4 556	s.o.	s.o.	924	s.o.	s.o.	2 480	
Pertes liées aux couvertures	s.o.	s.o.	(2 605)	s.o.	s.o.	(470)	s.o.	s.o.	(1 513)	
	(35)\$	(205)\$	1 569 \$	(27)\$	(49)\$	422 \$	(32)\$	4 \$	849 \$	

(1) Comprend des pertes de 28 millions de dollars (22 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 27 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014) qui sont exclues de l'évaluation portant sur l'efficacité de la couverture. Ces montants sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt et sont compensés par d'autres couvertures économiques.

(2) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2015, des pertes après impôt de 151 millions de dollars ont été reclassées des autres composantes des capitaux propres au résultat (pertes de 36 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; profits de 3 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

s.o. sans objet

**Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance**

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 janvier 2015				31 octobre 2014				31 janvier 2014			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	45 725 \$	44 742 \$	60 097 \$	150 564 \$	19 485 \$	29 838 \$	38 079 \$	87 402 \$	17 027 \$	28 755 \$	33 693 \$	79 475 \$
Passifs dérivés	46 542	49 305	57 022	152 869	19 980	32 640	36 362	88 982	17 843	29 485	33 374	80 702

**Note 7 Acquisition importante****Gestion de patrimoine**

Le 22 janvier 2015, nous avons annoncé un accord définitif visant l'acquisition de City National Corporation (City National), la société de portefeuille qui détient City National Bank. City National Bank offre des services bancaires ainsi que des services de placement et de fiducie aux États-Unis, et comprend la quasi-totalité des activités de City National. La contrepartie totale se compose de 2,7 milliards de dollars US en trésorerie et de 44 millions d'actions ordinaires de la Banque Royale du Canada. L'évaluation de la contrepartie finale dépend du cours de clôture de l'action ordinaire et d'autres ajustements de clôture. Si l'acquisition avait été conclue le 31 janvier 2015, la contrepartie totale se serait établie à 6,5 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars US).

La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation et l'approbation des actionnaires ordinaires de City National, et devrait être finalisée au premier trimestre de 2016. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à partir de la date de clôture.

## Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2015				31 octobre 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	123 816 \$	18 723 \$	73 697 \$	216 236 \$	120 444 \$	17 793 \$	70 980 \$	209 217 \$
Entreprises et gouvernements	164 518	4 089	248 477	417 084	162 988	3 038	220 634	386 660
Banques	6 250	16	15 121	21 387	5 771	11	12 441	18 223
	<b>294 584 \$</b>	<b>22 828 \$</b>	<b>337 295 \$</b>	<b>654 707 \$</b>	<b>289 203 \$</b>	<b>20 842 \$</b>	<b>304 055 \$</b>	<b>614 100 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	68 474 \$	3 603 \$	– \$	72 077 \$	65 774 \$	3 478 \$	– \$	69 252 \$
États-Unis	1 704	9	–	1 713	1 777	15	–	1 792
Europe (5)	3 403	2	–	3 405	3 314	1	–	3 315
Autres pays	6 320	176	–	6 496	5 057	279	–	5 336
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	178 193	11 317	253 820	443 330	175 172	10 895	241 902	427 969
États-Unis	3 917	2 996	61 908	68 821	3 497	2 144	45 359	51 000
Europe (5)	28 621	467	13 270	42 358	31 118	418	9 282	40 818
Autres pays	3 952	4 258	8 297	16 507	3 494	3 612	7 512	14 618
	<b>294 584 \$</b>	<b>22 828 \$</b>	<b>337 295 \$</b>	<b>654 707 \$</b>	<b>289 203 \$</b>	<b>20 842 \$</b>	<b>304 055 \$</b>	<b>614 100 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	115 122 \$	16 772 \$	68 231 \$	200 125 \$
Entreprises et gouvernements	151 924	1 197	222 664	375 785
Banques	6 214	14	12 306	18 534
	<b>273 260 \$</b>	<b>17 983 \$</b>	<b>303 201 \$</b>	<b>594 444 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>				
Canada	61 393 \$	3 350 \$	– \$	64 743 \$
États-Unis	1 608	8	–	1 616
Europe (5)	3 930	1	–	3 931
Autres pays	5 300	295	–	5 595
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>				
Canada	164 240	10 400	234 040	408 680
États-Unis	3 488	326	50 838	54 652
Europe (5)	30 149	40	11 100	41 289
Autres pays	3 152	3 563	7 223	13 938
	<b>273 260 \$</b>	<b>17 983 \$</b>	<b>303 201 \$</b>	<b>594 444 \$</b>

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 janvier 2015, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 154 milliards de dollars (150 milliards au 31 octobre 2014; 141 milliards au 31 janvier 2014).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2015, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient à 216 milliards de dollars, 12 milliards, 23 milliards et 26 milliards, respectivement (183 milliards, 11 milliards, 23 milliards et 22 milliards au 31 octobre 2014; 175 milliards, 10 milliards, 21 milliards et 22 milliards au 31 janvier 2014).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
Moins de 1 an :			
Moins de 3 mois	76 509 \$	57 840 \$	67 885 \$
De 3 à 6 mois	32 707	32 880	15 887
De 6 à 12 mois	64 577	50 300	38 950
De 1 an à 2 ans	56 098	54 354	67 893
De 2 à 3 ans	28 744	31 559	37 530
De 3 à 4 ans	29 804	28 946	22 316
De 4 à 5 ans	23 659	24 673	26 841
Plus de 5 ans	25 197	23 503	25 899
	<b>337 295 \$</b>	<b>304 055 \$</b>	<b>303 201 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>303 000 \$</b>	<b>270 000 \$</b>	<b>269 000 \$</b>

**Note 9 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
Coûts des services rendus	87 \$	79 \$	78 \$	9 \$	8 \$	8 \$
Coûts des services passés	–	92	–	–	–	–
Frais d'intérêt, montant net	8	3	4	18	20	20
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	1	3	3
Frais administratifs	3	4	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	98 \$	178 \$	85 \$	28 \$	31 \$	31 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	45	34	41	–	–	–
	143 \$	212 \$	126 \$	28 \$	31 \$	31 \$

**Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite à prestations définies			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
(Gains) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses démographiques	– \$	76 \$	– \$	– \$	(54)\$	– \$
Modifications des hypothèses financières	1 197	153	133	154	18	18
Ajustements liés à l'expérience	2	6	–	(4)	–	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(686)	7	(256)	–	–	–
	513 \$	242 \$	(123)\$	150 \$	(36)\$	18 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

**Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Débetures subordonnées**

Le 14 novembre 2014, toutes les débetures subordonnées à 10 % en circulation, d'un montant de 200 millions de dollars, sont arrivées à échéance. Le capital et les intérêts courus ont été versés aux porteurs de débetures à la date d'échéance.

**Actions privilégiées**

Le 30 janvier 2015, nous avons émis 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BD, pour un produit brut de 600 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2020, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,60 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,74 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BE, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,74 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie.

Le 24 novembre 2014, nous avons racheté la totalité des 13 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AX émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

**Actions ordinaires émises (1)**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 janvier 2015		le 31 octobre 2014		le 31 janvier 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	359	20 \$	697	36 \$	1 139	65 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2015, le 31 octobre 2014 et le 31 janvier 2014, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

(2) Les montants comprennent les espèces reçus au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

**Note 11 Bénéfice par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2015	le 31 octobre 2014	le 31 janvier 2014
<b>Bénéfice de base par action</b>			
Bénéfice net	2 456 \$	2 333 \$	2 092 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(40)	(44)	(62)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(22)	(17)	(25)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 394 \$	2 272 \$	2 005 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 591	1 442 368	1 442 434
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,66 \$	1,57 \$	1,39 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 394 \$	2 272 \$	2 005 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	10
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 398 \$	2 276 \$	2 015 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 591	1 442 368	1 442 434
Options sur actions (1)	2 839	3 044	2 835
Actions échangeables (2)	3 989	3 930	13 473
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 419	1 449 342	1 458 742
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,65 \$	1,57 \$	1,38 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les trimestres clos le 31 janvier 2015, le 31 octobre 2014 et le 31 janvier 2014, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

**Note 12 Litiges**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires ont évolué comme suit :

*Litige relatif à la CFTC*

La Banque Royale du Canada et la Commodity Futures Trading Commission ont signé une ordonnance sur consentement qui a été approuvée par la Cour, afin de régler la poursuite en cours dont le libellé allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, effectuées à l'abri de la concurrence. L'ordonnance de consentement impose à la Banque Royale du Canada une sanction pécuniaire civile de 35 millions de dollars US et empêche la Banque Royale du Canada d'aller à l'encontre des interdictions de la Commodity Exchange Act relativement aux transactions fictives et inappropriées et aux transactions effectuées à l'abri de la concurrence. La Banque Royale s'est acquittée de ce montant et l'affaire est close.

*Litige relatif à Rural/Metro*

Le 10 octobre 2014, la Court of Chancery du Delaware, dans le cadre d'un recours collectif présenté par d'anciens actionnaires de Rural/Metro Corporation, a tenu la Banque Royale du Canada responsable pour avoir été complice d'un manquement à l'obligation fiduciaire de trois administrateurs de Rural/Metro. La demande d'honoraires des avocats des demandeurs a été décidée par la Cour sans aucune autre responsabilité pour la Banque Royale du Canada. Une décision définitive a été prononcée le 19 février 2015, relative à un montant de 93 millions de dollars US. La direction examine actuellement la possibilité de faire appel de cette décision.

*Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited*

En janvier 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas), une filiale indirecte de RBC, que le bureau du procureur de l'État français lui avait recommandé que RBC Bahamas et d'autres personnes non liées soient renvoyées devant le tribunal correctionnel français afin de faire face à des accusations au criminel pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale et pour blanchiment d'argent aggravé dans le cadre d'actions entreprises par rapport à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit actuellement à titre de fiduciaire. Le 13 février 2015, RBC Bahamas a présenté une plaidoirie au juge d'instruction, expliquant pourquoi elle estimait qu'elle ne devrait pas faire l'objet d'accusations comme l'a recommandé le bureau du procureur de l'État français. RBC Bahamas est actuellement dans l'attente de la décision du juge d'instruction, qui peut soit décider de ne prendre aucune mesure, soit émettre une ordonnance de renvoi, laquelle entraînerait un renvoi de RBC Bahamas au tribunal correctionnel français afin de faire face à l'une et/ou l'autre des accusations criminelles recommandées par le bureau du procureur de l'État français. RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français. Si des accusations sont portées contre elle, RBC Bahamas a l'intention de les contester devant le tribunal français. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée. La direction estime toutefois que son règlement final n'aura pas d'incidence significative sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Veuillez vous reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2014 pour une description des autres litiges importants.

## Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2015						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 493 \$	124 \$	– \$	196 \$	916 \$	(98)\$	3 631 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 073	1 542	1 892	310	1 117	79	6 013
Total des revenus	3 566	1 666	1 892	506	2 033	(19)	9 644
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	252	13	–	(1)	5	1	270
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 522	–	–	–	1 522
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 628	1 333	146	316	1 157	40	4 620
Charge (économie) d'impôt	1 686	320	224	191	871	(60)	3 232
Bénéfice net	431	90	39	49	277	(110)	776
Bénéfice net	1 255 \$	230 \$	185 \$	142 \$	594 \$	50 \$	2 456 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	86 \$	38 \$	4 \$	14 \$	8 \$	151 \$	301 \$
Provisions pour restructuration	–	37	–	–	–	–	37
<b>Total de l'actif</b>	<b>381 937 \$</b>	<b>30 435 \$</b>	<b>13 778 \$</b>	<b>130 163 \$</b>	<b>507 356 \$</b>	<b>23 026 \$</b>	<b>1 086 695 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>381 101 \$</b>	<b>30 377 \$</b>	<b>13 824 \$</b>	<b>130 092 \$</b>	<b>507 173 \$</b>	<b>(33 293)\$</b>	<b>1 029 274 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 447 \$	123 \$	– \$	183 \$	877 \$	(70)\$	3 560 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 104	1 516	1 174	293	622	113	4 822
Total des revenus	3 551	1 639	1 174	476	1 499	43	8 382
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	314	–	–	–	32	(1)	345
Frais autres que d'intérêt	–	–	752	–	–	–	752
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 686	1 245	149	321	899	40	4 340
Charge (économie) d'impôt	1 551	394	273	155	568	4	2 945
Bénéfice net	400	109	17	42	166	(122)	612
Bénéfice net	1 151 \$	285 \$	256 \$	113 \$	402 \$	126 \$	2 333 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	89 \$	36 \$	4 \$	14 \$	7 \$	158 \$	308 \$
Provisions pour restructuration	17	16	–	–	–	–	33
<b>Total de l'actif</b>	<b>377 051 \$</b>	<b>27 084 \$</b>	<b>12 930 \$</b>	<b>103 822 \$</b>	<b>400 314 \$</b>	<b>19 349 \$</b>	<b>940 550 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>376 154 \$</b>	<b>27 022 \$</b>	<b>12 988 \$</b>	<b>103 798 \$</b>	<b>400 114 \$</b>	<b>(34 029)\$</b>	<b>886 047 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 443 \$	111 \$	– \$	183 \$	761 \$	(38)\$	3 460 \$
Revenus autres que d'intérêt	968	1 424	1 282	269	1 049	8	5 000
Total des revenus	3 411	1 535	1 282	452	1 810	(30)	8 460
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	274	19	–	–	(2)	1	292
Frais autres que d'intérêt	–	–	982	–	–	–	982
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 673	1 191	147	310	1 065	1	4 387
Charge (économie) d'impôt	1 464	325	153	142	747	(32)	2 799
Bénéfice net	393	90	(4)	36	242	(50)	707
Bénéfice net	1 071 \$	235 \$	157 \$	106 \$	505 \$	18 \$	2 092 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	38 \$	4 \$	16 \$	7 \$	134 \$	275 \$
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
<b>Total de l'actif</b>	<b>365 762 \$</b>	<b>25 900 \$</b>	<b>12 071 \$</b>	<b>98 875 \$</b>	<b>387 966 \$</b>	<b>14 143 \$</b>	<b>904 717 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>364 807 \$</b>	<b>25 840 \$</b>	<b>12 118 \$</b>	<b>98 870 \$</b>	<b>387 778 \$</b>	<b>(36 704)\$</b>	<b>852 709 \$</b>

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2015 s'élève à 109 millions de dollars (101 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2014; 95 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

**Note 14 Gestion du capital****Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital fondé sur les risques et le levier visant les institutions de dépôt au Canada. À compter du trimestre considéré, le ratio actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Le ratio de levier est calculé en divisant le capital de première catégorie par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition se compose du total de l'actif (compte non tenu des éléments déduits du capital de première catégorie) et de certains éléments hors-bilan convertis en équivalents-risque de crédit. Des dérivés et des transactions de financement garanti font également l'objet d'ajustements afin de refléter le risque de crédit et d'autres risques. Au cours du premier trimestre de 2015, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 janvier 2014
<b>Capital (1)</b>			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	38 902 \$	36 406 \$	32 998 \$
Capital de première catégorie	44 917	42 202	39 414
Capital total	52 953	50 020	45 978
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital (1), (2)</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	405 307	368 594	341 752
Ratio du capital de première catégorie	406 722	369 976	341 752
Ratio du capital total	407 934	372 050	341 752
<b>Actif pondéré en fonction des risques pour le total des fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	314 163 \$	286 327 \$	253 799 \$
Risque de marché	45 623	38 460	44 055
Risque opérationnel	48 148	47 263	43 898
	407 934 \$	372 050 \$	341 752 \$
<b>Ratios de capital, ratios de levier et coefficients (1)</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,6 %	9,9 %	9,7 %
Ratio du capital de première catégorie	11,0 %	11,4 %	11,5 %
Ratio du capital total	13,0 %	13,4 %	13,5 %
Ratio de levier (3)	3,8 %	s.o.	s.o.
Coefficient actif-capital (4)	s.o.	17,0X	17,6X

(1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.

(2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul de l'actif pondéré en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total sera assujéti chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.

(3) La mesure de l'exposition au 31 janvier 2015 s'établissait à 1 179 milliards de dollars.

(4) À compter du trimestre considéré, le coefficient actif-capital est remplacé par le ratio de levier. Au 31 octobre 2014 et au 31 janvier 2014, le montant brut de l'actif ajusté s'élevait à 885 milliards de dollars et à 851 milliards, respectivement.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Ave., 8th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :  
Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
North Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2W7  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des règles renforcées en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1<sup>er</sup> novembre 2014, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 12 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2015

Premier trimestre	25 février
Deuxième trimestre	28 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

### Assemblée annuelle de 2015

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 10 avril 2015, à Toronto, en Ontario, au Canada.

### Dates de paiement des dividendes pour 2015

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ et BB	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BD	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre



L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.